

**Les élections législatives
au Canada
auraient lieu en novembre**

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Arabie, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 \$; Danemark, 1,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 s.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls.; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 ct.; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 05

C.C.P. 6207-33 Paris

Tél. Paris n° 85072

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La France et le désarmement

Au cours du conseil des ministres qui s'est tenu à l'Élysée le mercredi 24 août, le président de la République a annoncé que la France allait prendre prochainement d'importantes initiatives dans le domaine du désarmement. Décidé à apporter sa contribution à une action coordonnée urgente et résolue de nature à promouvoir un véritable désarmement international, le gouvernement présentera « le moment venu » un plan d'ensemble « sur la limitation des armements ». Il nommera dans les prochaines semaines une personnalité d'expérience internationale pour coordonner l'action dans ce domaine auprès du ministère des affaires étrangères.

Ce réveil d'intérêt pour le problème du désarmement ne saurait surprendre. Dès le mois d'octobre 1975, lors de leur rencontre à Moscou, MM. Giscard d'Estaing et Brejnev avaient confirmé « la résolution commune de la France et de l'U.R.S.S. de contribuer à la réalisation du désarmement général et complet, y compris le désarmement nucléaire », et s'étaient promis de poursuivre une conférence mondiale sur le désarmement avec la participation de toutes les puissances nucléaires. Or cette conférence, que l'U.R.S.S. demandait inlassablement à l'ONU depuis plusieurs années, aura lieu en 1978, sous la forme d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale.

La France ne pouvait ignorer plus longtemps la pression grandissante des opinions et des nombreux gouvernements en faveur d'une relance des négociations pour un désarmement général. Elle prend date aujourd'hui et annonce la première qu'elle prépare une importante contribution à cette relance. Ce faisant, elle espère, sans doute, faire oublier sa longue absence depuis quinze ans dans les débats sur le désarmement. Pour elle, le désarmement nucléaire était le seul important et ne pouvait être que le résultat de négociations entre les seuls pays détenant la bombe.

Cette position devenait intenable dès lors qu'elle se heurtait à l'opposition catégorique de la Chine et que le nombre des pays à « capacité nucléaire » ne cessait de croître. Ayant mis au point sa protection atomique, la France peut même envisager désormais d'occuper le siège qui lui est réservé au sein de la conférence de Genève depuis sa constitution en 1962. À l'époque, le général de Gaulle refusa la participation de la France à ce comité dont les travaux ne pouvaient aboutir, selon lui, qu'à consacrer le monopole nucléaire des super-puissances, à l'exclusion de toute véritable mesure de désarmement. Ce que les faits ont largement confirmé.

Aujourd'hui, les pays non nucléaires demandent avec une insistance croissante à l'U.R.S.S. et aux États-Unis de remplir l'engagement de désarmement nucléaire qu'ils avaient pris lors de la conclusion en 1968 du traité de non-prolifération et de renoncer à la présidence du comité de désarmement de Genève, notamment pour faciliter la participation de la France et de la Chine.

L'heure est ainsi venue pour Paris — que son importante contribution au commerce des armes a mis sur la sellette — de répondre à cet appel et de restaurer aux yeux du monde, dans le domaine du désarmement, l'image d'animatrice que lui avaient valu les efforts obstinés d'hommes comme Paul Boncour entre les deux guerres mondiales et Jules Moch dans les années 50. Il est grand temps pour la France de retrouver ce rôle, alors que partent dans le monde ce ne sont pas seulement les écologistes, toujours plus nombreux, mais aussi les pays en voie de développement, représentant les trois quarts de l'humanité, qui dénoncent le gaspillage insensé des ressources limitées de la planète. Selon les évaluations de l'ONU, la course aux armements coûte 1 million de dollars toutes les deux minutes.

(Lire page 20.)

Madrid et les autonomismes

- CATALOGNE : reprise des négociations
- PAYS BASQUE : première rencontre avec le gouvernement en exil

M. Sanchez Terran, député aux Cortes, chargé par M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, de négocier avec M. Josep Tarradellas, président en exil de la Généralité de Catalogne, un statut provisoire d'autonomie pour cette province, était attendu ce jeudi 25 août à Paris. Les conversations, interrompues il y a dix jours, reprendront à la fin de cette semaine.

On annonce d'autre part à Madrid, qu'un représentant du gouvernement va prendre contact dans les jours à venir avec le gouvernement basque en exil, que préside M. Jesus Maria de Leizaola, afin de négocier un régime provisoire d'autonomie pour les quatre provinces basques espagnoles.

Des manifestations ont eu lieu mercredi au Pays basque pour le sixième jour consécutif.

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement de M. Adolfo Suarez va établir le premier contact officiel avec le gouvernement basque en exil afin de négocier un régime provisoire d'autonomie pour les quatre provinces basques espagnoles, à l'exemple de ce qui est prévu pour la Catalogne. Une entrevue doit avoir lieu dans les prochains jours à Bayonne entre un envoyé spécial de M. Suarez et M. Jesus Maria de Leizaola, président du gouvernement, maintenant en France par les principales formations politiques basques (parti nationaliste, parti socialiste, action nationaliste). Les entretiens porteront sur le rétablissement du statut d'autonomie de 1936, aboli par Franco pendant la guerre civile et sur le retour des ministres exilés.

M. de Leizaola, qui vit à Bayonne, a été ministre de la jus-

tie et de la culture du Pays basque en 1936, et il a succédé en 1960, à la tête du gouvernement basque en exil, à M. Jose Antonio Aguirre, qui avait été président pendant l'autonomie. L'actuel gouvernement comprend également un représentant de chacun des partis constitutifs. Il possède en Espagne un « conseil délégué » ainsi qu'un « comité syndical ».

Le gouvernement basque devait se réunir ce jeudi 25 août à Bayonne pour préparer l'entrevue avec l'envoyé spécial du président Suarez. De leur côté, le parti socialiste et le parti nationaliste basque vont mettre au point, ce même jour, un projet commun d'autonomie qu'ils présenteront au gouvernement.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 2.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

• Opposition : la concurrence en vue du premier tour l'emporte encore sur l'union

En réponse aux dirigeants socialistes, qui cherchent à dépassionner la controverse sur l'actualisation du programme commun et à détourner la situation, le parti communiste affirme sa volonté de poursuivre le débat avec « sérieux et sérénité » et met en cause les méthodes de son principal partenaire.

Les contacts prévus entre les partis signataires du programme commun avant la rencontre ou « sommet » de la mi-septembre ont été annulés.

Des dernières déclarations des responsables communistes, les dirigeants socialistes avaient décidé de renouer avec M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C., qui avait confirmé la participation de son parti à la prochaine rencontre « au sommet » de la gauche. Ils craignaient que leur partenaire ne pose comme préalable à cette rencontre la reprise, à un autre niveau, des négociations sur la mise à jour du programme commun. Aussi ont-ils exprimé, mercredi, leur satisfaction d'entendre dire qu'il n'en serait rien. Sans doute cherchaient-ils un motif de satisfaction dans une situation qui n'en apporte guère aux signataires du programme commun, car leur crainte était sinon vaine, du moins peu fondée.

Au plus fort de leur pression pour obtenir la poursuite des discussions avant la confrontation « au sommet », les communistes n'ont jamais brandi la menace de la rupture. Apparemment ils cherchaient surtout à se présenter comme les meilleurs artisans d'un accord et à faire connaître

à l'opinion leurs propositions pour actualiser le programme commun. Fiterman y revient jeudi dans l'humanité en rappelant la nature des divergences et en mettant en cause les commentaires qui, selon lui, oublient ces « questions de fond » et tendent à faire passer les communistes pour des « mauvais coucheurs ».

Après avoir exprimé la satisfaction de son parti sur l'attitude du P.S., M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du P.S., a donné quelques indications tendant à montrer la bonne foi des socialistes et à prouver que tout n'allait pas si mal avec les communistes. Mal lui en a pris ! M. René Piquet, membre du secrétariat du P.C., a aussitôt répliqué en fustigeant les méthodes « effarantes » du P.S. Il reproche d'abord à M. Jospin de s'être retiré au communiqué publié au terme des négociations, en juillet, pour affirmer que « des bases générales d'un accord ont été dégagées ». Cette formule a bien été employée, à l'époque, mais à propos du seul chapitre concernant la défense. (M. Robert Fabre, président du M.R.G., a d'ailleurs assuré mercredi que les trois partis parviendraient à un accord sur ce point.)

M. Piquet s'étonne aussi que M. Jospin ait pu faire état de contacts entre les trois partis, tandis que se prolonge la controverse. S'il est vrai que MM. Fiterman (P.C.), Mermaz (P.S.) et Bracque (M.R.G.) se sont vus lundi, la rencontre entre MM. Kanapa (P.C.), Cot (P.S.) et Soulié (M.R.G.), sur la défense, qui était prévue pour mercredi, n'a pas eu lieu. Elle avait été annulée à la demande des communistes mais, semble-t-il, M. Jospin n'en avait pas été informé. En apprenant, lundi, de la bouche de M. Mermaz que le P.S. n'envisageait de contacts que pour examiner des problèmes de rédaction — et non pour négocier sur le fond — M. Fiterman n'avait pas jugé utile de tenir ces réunions purement formelles et il l'avait fait savoir à ses interlocuteurs.

La controverse se poursuit donc en se nourrissant — on le constate — de peu. Les signataires du programme commun paraissent beaucoup plus préoccupés du premier tour des prochaines élections législatives que de l'image de marque de l'union de la gauche. Du premier tour, parce que chacun d'eux sait que cette épreuve fixera leur place au sein de la coalition.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 5.)

• Majorité : les centristes approuvent le bilan de la V^e

Les délégués des quatre formations de la majorité se réuniront mercredi 31 août, au siège du R.P.R., pour en finir avec l'élaboration du « manifeste » politique, qui constituera leur document électoral commun. Ce texte sera ensuite soumis pour ratification aux instances dirigeantes des mouvements, qui se réuniront toutes avant le 10 septembre.

Le R.P.R. vient en effet son conseil politique le 1^{er} septembre et son comité central le 5, le P.R. son bureau politique le 8 à Nancy et le C.D.S. son conseil politique le 10.

La réunion du 24 août entre les délégués du R.P.R. du parti républicain, du Centre des démocrates sociaux et du Centre national des indépendants, au siège de cette dernière formation, s'est déroulée, selon les participants, dans une ambiance de coopération, et M. Bertrand Mottet, président du C.N.I.F., a même précisé que cette séance avait été « extrêmement encourageante et qu'elle marquait le début d'un aboutissement intelligent ».

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 6.)

LA POLÉMIQUE SUR LE DOSSIER SCOLAIRE

Il s'agit de « servir l'élève », nous déclare le recteur Gauthier

La création, à partir de la prochaine rentrée, d'un « dossier scolaire » qui accompagnera chaque jeune Français pendant toute sa scolarité, de la maternelle au baccalauréat, a fait naître une polémique entre ceux qui y voient une entreprise de « fichage » des élèves et le ministre de l'éducation, qui affirme avoir un objectif purement pédagogique.

Bruno Frappat commente page 7 le contenu détaillé de cette réforme qui, même du point

de vue pédagogique, peut présenter de graves inconvénients.

Le dossier scolaire, nous a déclaré le recteur Henri Gauthier, chargé de mission au ministère, qui est à l'origine de cette réforme, n'est fait que pour servir l'élève et en aucun cas pour le desservir. C'est un document positif pour l'orientation.

M. Roger Ikor expose ci-dessous un point de vue différent.

Les fiches au feu !

par ROGER IKOR (*)

« A dix ans, il volait des billes à ses petits camarades. A treize, il fut la scarlatine. A quinze, il souffrit d'étranges crises de jalousie. A seize, il ne rêvait que de mathématiques et, à dix-sept, que de Prévert et de sa petite cousine. Son père fume des gaulettes et sa mère, d'après la concierge, n'a pas toujours mené une vie très recommandable. »

Au vu de ce dossier, en raison des aptitudes du sujet, la commission d'orientation conseille impérieusement les professions de l'électronique. »

Ça, messieurs, êtes-vous devenus complètement fous ? Vous voulez gâcher encore les dossiers scolaires, déjà très contestables ? Tout le monde en fiches, de la naissance à la mort, c'est la votre idéal de la liberté humaine ?

Où, je sais : vous nous assurez que les renseignements collectés durant la vie scolaire seront : 1) confidentiels ; 2) détruits après la fin de la scolarité de l'inté-

ressé. Vous permettez que je ricane ? Je ne sursuivrai d'un conseil de classe auquel j'ai assisté jadis. Nous voulions, mes collègues et moi, faire valoir en faveur d'un garçon les conditions familiales déplorables où il se trouvait. Comme l'exigeais que le représentant des élèves quittât la salle, le pauvre innocent ne fit valoir qu'il se jugeait « tenu par le secret professionnel ». Vraiment ? Et de quel ciel lui et son camarade se seraient-ils regardés ensuite, secret professionnel ou non, s'il avait su que la mère de l'autre s'invaginait à mort, et si l'autre avait su qu'il le savait ?

Quant à la destruction du dossier après usage... Il y a dans la vie sociale un certain nombre de choses qui, comme une roue à cliquet, tournent dans un sens, (*) Bertrand, ancien élève de l'Ecole normale supérieure.

mais jamais dans l'autre. Mettez un timbre provisoire : vous pouvez être sûr que l'année suivante le provisoire sera prorogé, et celle d'après, éternisé. Aujourd'hui, on nous jure que le dossier sera détruit ; mais le jour où il sera question de la faire, combien de voix clameront que c'est un crime d'annihiler tant d'efforts et de se priver d'informations irremplaçables ? Je ne doute pas du résultat. Mieux (ou pis) : plus le temps passera, plus on s'ingéniera à « affiner » les renseignements. Et comme, sous cette masse grossissante de documents, les épaules des enseignants fléchiront, il faudra mettre tout le fatras en ordinateur, quoi de plus facile alors que de continuer à le faire à la main ?

Si au moins le nouveau projet devait contribuer à améliorer le bilan de l'Université ! Tant s'en faut. Il nous pousse au contraire plus loin encore dans l'impasse, sinon dans le marécage. À l'origine, une erreur fondamentale de pensée. On veut mordre ce que l'enseignement ait pour mission de découvrir les aptitudes des enfants. Or quel de plus flou, quel de plus discutable, quel de moins défini qu'une aptitude ? Quel de plus changeant, même ? Il est bien assuré qu'aucun examen ne saurait fournir d'indication valable en une telle matière. On recourt donc, par exemple, à des batteries de tests, puis à des super-batteries ; et comme, évidemment, les résultats restent décevants, on en vient par force à constituer des dossiers qui remontent le plus loin possible dans le temps, qui pénètrent le plus profond possible dans l'intimité de l'être. Plus cependant la recherche se perfectionne, plus le chercheur, de son côté, se croit sûr de sa vérité ; et plus l'orientation qu'il en dégage se fait impérative.

Cette année-là, parait le livre de l'Université ! Tant s'en faut. Il nous pousse au contraire plus loin encore dans l'impasse, sinon dans le marécage. À l'origine, une erreur fondamentale de pensée. On veut mordre ce que l'enseignement ait pour mission de découvrir les aptitudes des enfants. Or quel de plus flou, quel de plus discutable, quel de moins défini qu'une aptitude ? Quel de plus changeant, même ? Il est bien assuré qu'aucun examen ne saurait fournir d'indication valable en une telle matière. On recourt donc, par exemple, à des batteries de tests, puis à des super-batteries ; et comme, évidemment, les résultats restent décevants, on en vient par force à constituer des dossiers qui remontent le plus loin possible dans le temps, qui pénètrent le plus profond possible dans l'intimité de l'être. Plus cependant la recherche se perfectionne, plus le chercheur, de son côté, se croit sûr de sa vérité ; et plus l'orientation qu'il en dégage se fait impérative.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

GOTHA

Décidément, le 25 août est une date importante dans le calendrier du Gotha hexagonal, il y a un an tout juste, le baron d'Egletons se séparait du prince de l'Étude, amonçant une séparation de corps entre la noblesse d'Empire et la noblesse de sentiments.

Pendant douze mois, toutes les chaudières ont vibré chaque semaine en lisant dans les journaux : « Rien ne va plus dans la majorité », ou bien : « C'est le drame, tout les sœurs », ou bien encore : « Une leur d'espérance, leurs amis tentent de les recon-

cilier. » C'est pourquoi, après toutes ces mauvaises nouvelles aussi tristes que l'horoscope et désespérantes que la météo, on ne peut que se réjouir d'apprendre les fiançailles du « baron » Philippe Funet et de la princesse Caroline de Monaco, tout en craignant un peu que l'Élysée et la mairie de Paris ne se battent une fois encore pour être témoins des mariages.

BERNARD CHAPUIS.

LE 92^e TITRE

Le phénomène San-Antonio

« Chérie, passe-moi tes micro-bes » : c'est le San Antonio de l'été. C'est aussi le 92^e titre d'une série née sans tapage en décembre 1950, et qui a fait son chemin. Paladin (ou baladin ?) des services et secrets d'une France petite-bourgeoise et chauvine, le commissaire spécial San Antonio (Antoine) est sans doute l'immortel le plus lu de l'Hexagone : des 10 000 exemplaires des années 50, le tirage (et la vente) a passé allègrement la barre des 100 000 vers 1960, des 200 000 en 1965.

Cette année-là, parait le 57^e aventure du Zorro national (« la Rate au court-bouillon »), et le grave séminaire de littérature générale de Bordeaux est consacré au phénomène San Antonio. En 1973 commence le cycle des rééditions, qui s'enlève comme des héritières américaines. Aujourd'hui, chacun des trois ou quatre titres annuels trouve tout

naturellement ses 400 000 acheteurs.

Il y a de tout dans chacun de ces bouquins, de plus ou moins 250 pages, aux titres accrocheurs : du mystère coulé de ficelle rouge, des finesses discrètes et d'énormes caricatures, du sang-de-la-volupté de la mort-en-moyennisme, et une connivence de chaque page avec le lecteur. Une « écriture » qui, même si elle se traîne souvent au niveau du guérillon (si t'es gai...), est tonique, tonnante, étonnante.

Un phénomène, c'est vrai : avec ce que le mot comporte d'inquietant, d'irritant, de répugnant, de fascinant, de stimulant, et, en définitive, d'attirant. Si San Antonio n'existe pas, faudrait-il l'inventer ? Oui, sans hésitation. Pour le démontrer, nous publions (page 11) un petit florilège San Antonio, tiré des divers ouvrages du romancier.

JACQUES CELLARD.

"Ce qu'il vous faut savoir"

S. Passeron
FISCALITÉ DES AFFAIRES
2^e éd. - Prix : 95,00 F

F. Lemerle
DROIT DES SOCIÉTÉS
6^e éd. - Prix : 72,00 F

J.-F. Martin
RÈGLEMENT JUDICIAIRE
3^e éd. - Prix : 82,00 F

B. Pheip
BREVETS D'INVENTIONS
2^e éd. - Prix : 120,00 F

G. Raymond
CONTRAT DE VENTE
1^{re} éd. - Prix : 70,00 F

En librairie ou aux Editions
J. DELMAS et C^{ie} Tél. 325 08 32 CCF 5831-24

EUROPE

U.R.S.S.

Plusieurs dissidents ont été arrêtés

M. Félix Serbrou, membre du groupe d'études sur l'Union soviétique de la psychiatrie, a été arrêté, mardi 22 août, à Moscou, pour « utilisation de papiers falsifiés », a annoncé M. André Sakharov.

Selon l'académicien, l'arrestation de M. Serbrou s'appuierait sur le fait que les deux ans d'internement auxquels il a été condamné en 1968 ne sont pas mentionnés sur son livret de travail. Le document indique qu'il a cessé de travailler pendant deux ans pour raisons de santé.

D'autre part, un dissident ukrainien, M. Iosif Terelya, vient d'être interné à l'hôpital psychiatrique de Serenovo, en Transcarpatie, alors que sa femme, médecin, estime qu'il est sain d'esprit. Il a eu le tort de décrire les conditions de détention de la

prison psychiatrique de Bytchovka, à l'ouest de Moscou, où il a passé quatre ans après avoir été accusé de nationalisme ukrainien.

Le problème de ces abus est examiné actuellement à Vancouver par la Fédération mondiale pour la santé mentale, et sera débattu, la semaine prochaine, à Moscou par l'Association mondiale de psychiatrie. Aussi, un psychiatre soviétique, le docteur Avandil Papachvili, qui vient d'obtenir l'asile politique en Autriche, a-t-il lancé un appel au congrès d'Honolulu. Il y décrit les abus qu'il a pu constater en la matière lors de l'exercice de la médecine à Toulouse, capitale de la Géorgie.

Deux autres personnes, membres du Comité lituanien de surveillance de l'application en U.R.S.S. des accords d'Helsinki, ont été arrêtées à Vilnius. Il s'agit de MM. Viktoras Pliskis et Antanas Tiplavskas.

Au cours de la même conférence de presse, M. Sakharov a souligné la gravité de la situation du militant nationaliste ukrainien Alexandre Sergulenko, condamné à dix ans de camp en 1971. L'académicien a demandé que M. Sergulenko, atteint de tuberculose, soit transféré à l'hôpital pénitentiaire de Leningrad.

Suède

UN APPEL DE PARLEMENTAIRES EN FAVEUR D'ANATOLE CHICHARANSKI

(De notre correspondant.)

Stockholm. — A l'initiative d'un comité parlementaire suédois réunissant des députés de tous les partis politiques représentés au Riksdag, à l'exception des communistes, une « audition sur le sort du mathématicien soviétique Anatole Chicharanski » s'est tenue à Stockholm le 23 août en présence de la femme de celui-ci, Natalia, et de plusieurs personnalités, dont M. Daniel Mayer, président de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Le cas du jeune militant juif pour le respect des droits de l'homme a été longuement exposé. Arrêté le 15 mars après une dénonciation parue dans le *Yevetski*, Chicharanski est gardé au secret depuis. L'instruction de son affaire concernant une inculpation d'espionnage est en cours.

Des enregistrements faits en juillet, à Moscou, ont permis à l'auditoire d'entendre les déclarations de MM. Victor Béline, Alexandre Lerner et Josef Brailovski favorables à l'accusé. Un contact téléphonique direct a pu être établi avec le professeur Levitch durant l'audition.

« Sommes-nous en face d'un grand procès comme au temps du stalinisme », a demandé M. Daniel Mayer ? Seule l'attitude de l'U.R.S.S. peut répondre à cette question.

Les participants ont lancé un appel au gouvernement soviétique lui demandant de libérer Anatole Chicharanski et de lui permettre de rejoindre sa femme, qui a dû émigrer en Israël au lendemain du 9 mai juif. (*Le Monde* des 17 mars, 3, 15, 17 et 18 juin, 9 et 22 juillet.)

ALAIN DEBOVE.

République démocratique allemande

Un économiste, M. Rudolf Bahro est arrêté par la sécurité

La sécurité est-allemande a arrêté, le mercredi 24 août, à Berlin-Est, M. Rudolf Bahro, membre du parti communiste et auteur d'un livre à paraître prochainement (1) en République fédérale, sur le système socialiste en vigueur en R.D.A. L'agence officielle A.D.N. indique que M. Bahro est soupçonné d'activités au profit de services de renseignements étrangers.

Quel est Rudolf Bahro ? Jusqu'à la publication au début de la semaine dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* d'extraits d'un livre intitulé *l'Alternative - Critique du socialisme existant* réellement.

Italie

LE MEURTRE D'UN COLONEL DES CARABINIERES EST ATTRIBUE A LA MAFIA

(De notre correspondant.) Rome. — Toutes les forces de l'ordre sont mobilisées en Sicile pour retrouver les auteurs de l'assassinat à la mitrailleuse du colonel de carabinieri Giuseppe Russo et du professeur Filippo Costa, le samedi 20 août, près de Palermo.

Dès mardi, six personnes avaient été arrêtées, et quatre autres interpellées. Toutes sont soupçonnées d'avoir participé à des enlèvements attribués à la Mafia sicilienne. Ces vingt suspects étaient cependant libérés mercredi, faute de preuves.

Les enquêteurs ont déclaré que le double meurtre était sans doute l'œuvre de la Mafia. Ils ont révélé que, l'an dernier, le colonel des carabinieri Russo avait été jugé par « l'honorable société », et qu'il avait été « acquitté » de justice, selon des informateurs. Le colonel Russo s'occupait, en effet, depuis quatorze ans, presque exclusivement des affaires concernant la Mafia. Il avait dénoncé il y a quatorze ans, un complot qui avait été enlevé clandestinement plusieurs dizaines de victimes de l'organisation criminelle.

Le colonel des carabinieri et son ami Filippo Costa ont été tués près de la localité de Corleone, à 50 kilomètres de Palermo, dans une région où il est admis qu'un crime ne peut être commis sans la complicité de la Mafia. Or la Mafia s'attaque très rarement aux représentants de l'Etat ou aux forces de l'ordre. Si le colonel Russo a été assassiné, c'est que la Mafia se sentait directement menacée, disent aujourd'hui les enquêteurs.

C'est pourquoi M. Martorana, le procureur de la République adjoint chargé de l'affaire, a décidé de revoir tous les rapports écrits depuis quatorze ans par le colonel Russo sur les activités de la Mafia, convaincu que les noms des mandants du double meurtre sont consignés. Ce travail fastidieux doit durer plusieurs semaines, et il est à craindre que la Mafia, et le risque d'avoir, faute de preuves, comme dans beaucoup d'enquêtes où apparaît en toile de fond cette Mafia mal définie, mais qui reste pourtant une réalité de la Sicile contemporaine. (Interim.)

dont il est l'auteur, cet économiste modeste, membre apparentement loyal du parti communiste est-allemand (S.E.D.), n'avait guère fait parler de lui. Il entre aujourd'hui avec son arrestation, de plain-pied dans ce qui est devenu d'apparence la « dissidence ». Pour un coup d'essai, c'est un coup de maître.

Membre du SED depuis vingt-trois ans, philosophe de formation, puis fonctionnaire du parti, Rudolf Bahro, âgé de quarante et un ans, était, au moment de son interpellation par la sécurité est-allemande, chef de la section pour l'organisation scientifique du travail dans un combinat pour la production de caoutchouc à Berlin-Est. C'est donc, pour la première fois depuis longtemps, un opposant de type nouveau qui apparaît en Allemagne de l'Est : ni chanoine, ni poète, comme Wolf Biermann, ni écrivain, comme Gellner Kanne, ni universitaire, comme Robert Havemann. C'est un homme du rang, un militant, qui, si l'on en croit les informations de la presse ouest-allemande, assistait encore lundi dernier à la réunion de sa cellule dans son entreprise.

Quel est le « crime » de M. Bahro ? D'écouter, noir sur blanc, selon l'analyse faite par l'agence A.D.N. de son livre, que le système économique existant en R.D.A. est totalement bureaucratique et incapable de se réformer. Sa critique a été qualifiée de « critique en quelques points » : 1) au lieu d'avoir supprimé l'exploitation, comme le souhaitait Marx, le système a instauré « la dépossession de l'industrie » ; 2) la « tête de l'appareil d'Etat » la part joue le rôle d'un « représentant extraordinaire de la classe exploitée capitaliste » ; 3) le régime ne travaille pas à éliminer les différences de classes, mais au contraire à les perpétuer.

Conclusion : les marxistes de progrès n'ont pas d'autre choix s'ils veulent réaliser l'idéal républicain du socialisme scientifique que de créer un nouveau parti. Rudolf Bahro propose même un nom pour une telle organisation : la Ligue des communistes.

Les dirigeants de la R.D.A. ont sans doute entendu beaucoup de choses depuis le développement il y a neuf mois de la contestation dans leur pays. Mais ils ont dû constater que les revendications de leur légende, leur prétention à la représentation unique des travailleurs était ainsi remise radicalement en question par un obscur militant à dix-huit ans, et d'autre part la condamnation formulée par Rudolf Bahro n'est ni morale, ni politique, elle touche au fondement philosophique et théorique sur lequel s'appuie le parti pour maintenir sa domination toute-puissante.

MANUEL LUCBERT.

(1) Europäische Verlagsanstalt, Köln.

Turquie

Une polémique sur le choix du commandant des forces terrestres accroît le malaise dans l'armée

De notre correspondant

Ankara. — Un certain malaise règne dans l'armée turque, traditionnellement jalouse de ses prérogatives, en raison des tentatives faites par le gouvernement de M. Demirel pour intervenir dans la nomination et la promotion des officiers de haut rang, lesquelles sont en principe du ressort exclusif des militaires. L'enjeu final de ces divergences est la nomination de chef d'état-major, le titulaire actuel, le général Sancak, devant prendre sa retraite en mars 1978.

Conformément aux usages établis et à l'ancienneté, c'est le commandant des forces terrestres qui devait lui succéder. Or le général Esener, commandant de la 1^{re} armée qui, en tant qu'officier ayant le plus d'ancienneté, exerce depuis le 13 juillet l'intérim du commandement des forces terrestres, n'a pas encore été nommé définitivement. Son prédécesseur, le général Esen, avait été mis à la retraite d'office en juin dernier, tant en raison de ses sympathies pour la droite que pour ouvrir la voie au général Esener, qui jouit de l'appui de la majorité du haut conseil militaire. (*Le Monde* des 4 juin et 17-18 juillet.)

S'il n'est pas confirmé dans ses fonctions, le général Esener sera mis à la retraite d'office le 30 août prochain, en même temps que les généraux Olcay et Esener, respectivement commandants de la 2^e et de la 3^e armée, qui auront, eux aussi, atteint la limite d'âge. La loi permet toutefois de maintenir en activité celui des trois officiers généraux qui sera nommé commandant des forces terrestres.

M. Demirel souhaiterait, dit-on, faire nommer à ce poste le général Esener, chef de la 11^e armée, qui a été nommé à la tête de la 1^{re} armée, plusieurs reprises. De plus, la nomination du général Esener, fidèle du général Sancak, donnerait au haut commandement de l'armée une unité de vues jamais atteinte depuis quinze ans. Or, le souvenir du coup d'Etat de 1980 reste vivace au sein du Parti de la Justice.

M. Korkuturk, président de la République et ancien amiral, aurait refusé jusqu'à présent de donner son accord à la nomination du général Esener qui lui a soumis le gouvernement, estimant

que l'ancienneté du général Esener devait lui assurer le poste vacant. Le général Sancak, qui passe pour être hostile à toute immixtion des militaires dans la vie publique, a publié pour sa part une déclaration le jeudi 18 août, affirmant : « toutes nos activités se fondent sur le principe de l'ordre hiérarchique ».

Le même jour, M. Ecevit, chef du parti républicain populaire et ancien premier ministre, a demandé, dans une déclaration, que « l'armée soit à l'écart de toute polémique ». Il a évoqué « la malaise persistant dans l'opinion publique » devant « les manipulations de certains partisans » de la coalition gouvernementale, qui « souhaiteraient procéder à des remaniements dans l'armée à des fins politiques », et exprimé l'espoir que le président de la République saurait éviter la crise.

En fin de compte, un candidat de compromis pourrait être nommé au commandement des forces terrestres. L'an dernier, lorsque M. Demirel tenta d'imposer à la tête des forces aériennes un général de son choix, contre le candidat de l'aviation, c'est un troisième personnage qui obtint le poste. Quel que soit le nouveau titulaire choisi, un autre affaire risquée de susciter un nouveau malaise. En effet on a appris que le général Ogün, commandant le corps d'armée, avait demandé au procureur militaire d'ouvrir une enquête sur les rumeurs relatives à un coup d'Etat avorté en juin dernier, au sujet duquel son nom avait été cité. Le général Ogün vient d'ailleurs d'être mis à la retraite à partir du 1^{er} septembre. L'an dernier, le général Ogün avait été nommé président d'une commission militaire chargée de déterminer s'il y avait eu des officiers parmi les bénéficiaires des pots-de-vin versés en Turquie par la compagnie d'aviation de la firme Lockheed. Cette commission n'a toujours pas rendu public ses conclusions, mais des rumeurs circulent selon lesquelles le général « sait quelque chose ». Cependant, on s'attend à ce que le procureur militaire prononce sous peu un non-lieu dans cette affaire.

ARTUN UNSAL.

CORRESPONDANCE

La Turquie et Chypre

A la suite de la publication de la tribune internationale de M. Athanassiou, secrétaire général de l'Association France-Chypre, nous avons reçu de nombreux lecteurs des lettres dont voici l'essentiel :

« Le conflit de Chypre n'a pas surgi à la suite de l'indépendance de 1960, il date de 1963, quand l'administration chypriote grecque a violé la Constitution, pour imposer la loi de la majorité.

accord de Zurich et de Londres de 1960, qui avaient donné naissance à la République de Chypre.

« C'est à la suite de la persécution et des massacres subis de la part des Chypriotes grecs que les Chypriotes turcs ont senti la nécessité de se grouper dans des localités relativement sûres.

« L'intervention turque à Chypre en 1974, qui a fait suite au coup d'Etat de Nikos Sampson, mis en œuvre par la junte des colonels, trouve sa légitimité dans le traité de garantie, signé par la Turquie, la Grèce et la Grande-Bretagne, suite aux accords de Londres et de Zurich de 1960. Ce traité stipule que la République de Chypre n'est pas autorisée à unir à un autre Etat (article premier), et chacune des trois puissances garantes se réserve le droit d'intervenir afin de rétablir la situation initiale prévue par le traité (art. III).

« La Turquie et l'Etat fédéré chypriote turc, qui ont maintes fois déclaré qu'ils sont favorables à une République de Chypre indépendante, organisée sous forme d'une Fédération bilingue avec la participation sur un pied d'égalité, des deux communautés ethniques à l'administration, détestent la participation sur un pied d'égalité de la communauté grecque à l'administration, qui est la source de la situation initiale prévue par le traité (art. III).

« L'Etat fédéré chypriote turc a été fondé en vue d'être intégré ultérieurement à la Fédération chypriote. La communauté grecque de l'île, qui ne saurait rester indéfiniment sans administration et sans gouvernement, a su s'organiser selon les principes démocratiques en se dotant d'un Parlement élu au suffrage universel direct et d'un gouvernement formé conformément à la Constitution. L'Etat fédéré chypriote n'est pas un Etat indépendant, mais un Etat fédéré. Par conséquent, il n'a jamais été question de reconnaissance par d'autres Etats.

« L'internationalisation ne peut que nuire à l'exploration d'une solution juste et durable. Car les intérêts divergents de divers Etats ajouteraient de nouveaux éléments au problème, déjà assez compliqué.

« Une solution juste et équitable du problème de Chypre ne peut être envisagée sans tenir compte de ces faits. La Turquie ne saurait donc négliger les intérêts légitimes de la communauté turque de Chypre. Quant à l'administration chypriote grecque, elle a fait savoir qu'elle n'accepterait pas de formule ouvrant la voie à une nouvelle ère d'humiliation et de domination par les Chypriotes grecs. »

ROLAND-PIERRE FARINGAUX.

« Le maréchal Tuo, chef de l'Etat yougoslave, est arrivé, mercredi 24 août, à Pyongyang, pour une visite officielle de six jours en Corée du Nord. (Reuter.)

Espagne

Madrid et les autonomistes

(Suite de la première page.)

En effet, les deux partis arrivés en tête aux élections du 15 juin sont préoccupés par le problème particulier que pose la Navarre, la plus conservatrice des provinces basques. En 1938 la Navarre avait voté contre le statut d'autonomie et s'était jointe au « soulèvement » franquiste, alors que la majorité du peuple basque défendait la légalité républicaine. Socialistes et nationalistes souhaitent cette fois-ci inclure la Navarre dans le cadre juridique destiné à rendre au Pays basque ses libertés traditionnelles.

C'est le gouvernement Suarez qui a pris l'initiative d'ouvrir les pourparlers, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, a fait les premiers sondages auprès des milieux nationalistes à Saint-Sébastien. Le chef du gouvernement est inquiet devant la recrudescence de l'agitation en Guipuzcoa et en Biscaye, provoquée par des manifestations en faveur de M. Apalategui, qui risquent de déclencher de sérieux incidents à l'approche du dimanche prochain. En effet, malgré l'interdiction des autorités, les quatre défilés qui doivent conclure la « marche pour la liberté » y ont été maintenus par les organisateurs. M. Suarez souhaite engager des négociations intéressantes. L'Etat avant le rétablissement de la Généralité de Catalogne, pour éviter, affirme-t-on à la présidence, que les Basques se sentent lésés par rapport aux Catalans.

Le rétablissement de la Généralité, gouvernement autonome de la Catalogne, abolie par un décret franquiste en 1939, ne sera

peut-être pas proclamé avant le 1^{er} septembre, fête nationale des Catalans. Ce jour même est considéré comme une date limite pour le succès des négociations entre le gouvernement de Madrid et le président de la Généralité en exil, M. Josep Tarradellas : les uns et les autres souhaitent éviter en effet que la fête nationale ne donne lieu à des manifestations.

Madrid estime aujourd'hui ne pouvoir se laisser aller à une date, si symbolique soit-elle, sans donner l'impression de céder à un chantage. En outre, des problèmes de dernière heure ont surgi, qui ont retardé d'une semaine l'entrevue prévue à Paris entre M. Tarradellas et le négociateur envoyé par Madrid, M. Sanchez Taran.

La principale difficulté tient aux attributions qu'aurait la Généralité dans la phase provisoire qui précéderait, au moins pendant un an, la mise en vigueur d'un statut définitif d'autonomie. Le président, M. Tarradellas, exercera son autorité sur les « diputaciones » des quatre provinces catalanes, c'est-à-dire sur des organismes qui sont l'équivalent des conseils généraux français. Une commission mixte sera créée, chargée de transférer peu à peu à la Généralité provisoire les compétences exercées actuellement par les « diputaciones ».

Le passage d'une administration à une autre pose des problèmes techniques que Madrid s'efforce de régler avant de reconnaître par décret-loi le principe d'un gouvernement autonome et de consacrer le retour à Barcelone de M. Tarradellas après trente-huit ans d'exil.

Une fois installé dans l'im-

meuble de la Généralité, M. Tarradellas formera un gouvernement que tous les partis catalans souhaitent de « concentration nationale », c'est-à-dire constitué par des représentants de toutes les formations politiques, depuis le Parti socialiste unifié de Catalogne (communisme) jusqu'à l'Alliance populaire, partie nationaliste représentée à Barcelone par M. Lopez Roda, ancien ministre du développement. Les socialistes ont demandé que soient représentés la Catalogne aux Cortes, et qui ont formé au lendemain des élections du 15 juin une assemblée permanente, constituée alors un Parlement provisoire catalan, en attendant celui qui sortira des élections suivant la proclamation de l'autonomie.

L'Assemblée permanente qui a tenu sa troisième réunion le mardi 23 août à l'Elrada a beaucoup discuté du régime — présidentiel ou parlementaire — de la future Généralité. La majorité des parlementaires souhaitent exercer un contrôle sur le gouvernement de M. Tarradellas, d'autant que celui-ci n'est guère représentatif des préférences de gauche manifestées le 15 juin par l'électorat catalan. Mais, semble-t-il, le président de la Généralité soit très soucieux de son autorité : les rivalités mises actuellement en sommeil, pour ne pas gêner les négociations en cours, risquent de ressurgir en lendemain du retour de M. Tarradellas à Barcelone : elles peuvent compliquer la mise en œuvre d'une autonomie dont les Catalans soulignent la spécificité tout en soulignant qu'elle aide à l'affranchissement des autres nationalités d'Espagne.

CHARLES VANHECKE.

ASIE

Thaïlande

Dix-huit étudiants sont jugés par un tribunal militaire

De notre correspondant

Bangkok. — Le procès de dix-huit étudiants thaïlandais arrêtés lors des sanglants événements survenus le 16 octobre 1976, sur le campus de l'université de Thammasat, à Bangkok, quel-ques heures avant le coup d'Etat, s'est ouvert jeudi 25 août devant le tribunal militaire de la capitale.

Depuis dix mois, les accusés ont vu leur détention régulièrement prolongée en vertu des pouvoirs spéciaux conférés au premier ministre par la Constitution édictée à la suite du renversement du gouvernement civil de M. Seni Pramoj. Ils n'ont pas été autorisés à assurer le concours d'avocats.

Les chefs d'accusation sont nombreux : « Activités communistes », incitation à l'insurrection, tentatives de meurtre, détention d'armes, etc. ». En outre, six des accusés, dont M. Satham Saengpratum, l'ancien président du Centre national des étudiants de Thaïlande, aujourd'hui dissous, auront à répondre du « crime de lèse-majesté » à l'encontre du prince héritier.

Les audiences du tribunal militaire permettront-elles de déterminer qui a tiré les premiers coups de feu à partir du campus ? Etait-ce des étudiants armés ? S'agit-il d'une « provocation » de milieux hostiles au mouvement, partis et syndicats de la gauche interdits depuis lors et au

gouvernement de droite libérale dirigé par des civils ?

Ce point est d'importance capitale car les tirs en provenance de l'université ont déclenché l'irruption en force sur le campus des forces de police et de manifestants d'extrême droite. C'est à ce moment au début de la manifestation du 6 octobre qu'un commandement des forces armées a ouvert les tirs sanglants au cours desquels des étudiants ont été tués et blessés, et que la foule a été dispersée.

La justice militaire avait retenu des charges contre soixante-quatre personnes. Cinquante et une ont été relâchées. Les Etats-Unis ont officiellement fait des démarches auprès des autorités thaïlandaises pour que les prisonniers politiques soient mieux traités et assistés par des avocats.

ROLAND-PIERRE FARINGAUX.

« Le maréchal Tuo, chef de l'Etat yougoslave, est arrivé, mercredi 24 août, à Pyongyang, pour une visite officielle de six jours en Corée du Nord. (Reuter.)

Argentine

Officiers généraux français montrent au garde-chiourme de l'Etat contre les « méthodes » conformes aux traditions militaires.

AFRIQUE

Rhodesie

Le ministre

affaires étrangères

visite en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

en Afrique

du ministre

des affaires étrangères

à l'occasion

de sa tournée

AMÉRIQUES

DIPLOMATIE

Argentine

Trois officiers généraux français mettent en garde le chef de l'État contre les « méthodes peu conformes aux traditions militaires »

Dans une lettre adressée au général Jorge Videla, président de la République argentine, trois généraux français du cadre de réserve, les généraux Becam, ancien commandant de l'école supérieure de guerre aérienne, et Binocch, ancien gouverneur de Berlin, et le vice-amiral Sangulietti, ancien inspecteur général de la marine, rappellent au chef de l'État les dangers de « la guerre contre la subversion ».

« Nous savons, écrivent-ils, pour avoir nous-mêmes connu de douloureuses expériences, qu'on qualifie parfois de subversion ce qui n'est que divergence politique, normale dans une démocratie. Nous savons que de telles luttes peuvent conduire à utiliser des méthodes peu conformes aux méthodes et aux traditions militaires. Des citoyens sont alors enlevés et disparaissent ; d'autres sont longuement incarcérés, sans être ni condamnés ni inculpés d'aucun délit ; certains sont torturés ; des familles de prisonniers ignorent le lieu de leur détention. »

Si la description de cette situation est applicable à l'Argentine, la lettre des officiers supérieurs français ne fait pas référence à ce pays, sans doute pour ne pas heurter la susceptibilité d'hommes qui ont souvent étudié les méthodes de contre-guérilla dans des manuels d'auteurs français. Certains officiers argentins invoquent, en effet, les « exemples » indochinois et algériens en se targuant d'être parvenus à de meilleurs résultats. Rappelant l'engagement pris par le général Videla de rétablir les institutions démocratiques, les trois officiers généraux

français écrivent en conclusion : « Nous vous faisons confiance et saluons avec espoir ces dispositions d'esprit, mais nous vous demandons instamment de faire en sorte que la République du général José de San Martín ne présente jamais, sous votre présidence, l'image d'oppression que donnent ailleurs dans le monde trop de gouvernements militaires. »

Le fait que les trois officiers supérieurs soient à la retraite et surtout qu'ils soient nettement « marqués à gauche » — le général Becam est président de la convention des officiers de réserve pour l'armée républicaine (COARAN), sur les bureaux militaires a été candidat aux élections municipales avec l'appui du parti socialiste — peuvent réduire la portée de leur intervention aux yeux des militaires argentins, prompts à dénoncer le « complot marxiste international » contre leur pays.

Toutefois, l'armée argentine qui, au cours des dernières années, multiplie les achats de matériel militaire en France et reçoit une assistance technique directe d'officiers français installés dans les bureaux mêmes de l'état-major, ne saurait rester totalement insensible à cette mise en garde. Pour le général Videla, sur prise avec les « fautes » des trois armes, et pour de nombreux chefs militaires en activité ou à la retraite, qui n'ont, de peur de représailles, exprimé leur désaccord sur les méthodes de répression en vigueur, la lettre de leurs collègues français est sans doute un atout. — Ph. L.

Canada

Les élections législatives fédérales pourraient avoir lieu en novembre

Le gouvernement québécois a rendu publiques, mercredi 24 août, les dispositions qui régiront le futur référendum sur l'indépendance du Québec. La campagne électorale durera de trente-cinq à soixante jours, et les dépenses des divers partis seront limitées à un demi-dollar par électeur. La date de la consultation n'est pas précisée. Notre correspondant au Canada nous indique, d'autre part, que les élections législatives fédérales (qui concernent l'ensemble du pays) pourraient avoir lieu dès le mois de novembre et non au printemps prochain, comme on s'y attendait généralement.

De notre correspondant

Montréal. — Sous réserve de développements imprévisibles, les élections législatives fédérales canadiennes auront lieu au mois de novembre. Selon des informations recueillies de bonne source, le principe est désormais acquis, même si la date reste à fixer. Le scrutin pourrait avoir lieu dans la deuxième quinzaine du mois.

Depuis plusieurs mois, on étudiait, dans l'entourage du premier ministre, M. Trudeau, et au sein du parti libéral fédéral, la possibilité d'élections anticipées. L'actuel gouvernement a été élu pour cinq ans en juillet 1974, mais, selon la tradition britannique, le premier ministre peut décider quand il le veut la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives deux mois plus tard. Plusieurs conseillers du premier ministre et plusieurs ministres étaient, dès le début de l'été, favorables à ces élections, mais M. Trudeau, qui est au pouvoir depuis 1968, a vu peu à peu sa popularité remonter. Selon un sondage dont les résultats ont été publiés en juillet, 51 % des intentions de vote allaient au parti libéral de M. Trudeau contre 27 % au parti conservateur progressiste, dirigé par M. Joe Clark, un chef capable de rivaliser avec M. Trudeau.

Après avoir été élu, M. Trudeau a succédé, en février 1976, à la tête du parti conservateur, à M. Robert Stanfield, dont on respectait l'intégrité, mais qui n'avait jugé trop vieux et trop terne. M. Clark, à trente-huit ans, n'a pas encore fait ses preuves. Estimant que les Canadiens sont las des méthodes de la machine et d'agressivité de leur premier ministre, il a voulu se présenter comme un homme simple et conciliant. Il n'est pas

parvenu à persuader ses contemporains qu'il pouvait être un Trudeau canadien et ceux-ci le considèrent, semble-t-il, avec un mélange d'admiration et d'incrédulité. M. Trudeau aurait pu cependant craindre une remontée du parti conservateur. Dans un système à deux partis dominants comme celui du Canada, et avec le scrutin majoritaire, un glissement de l'opinion, pour une raison ou pour une autre, peut menacer les situations les mieux assises. C'est ce qui s'est passé aux élections législatives d'octobre 1972, où le parti libéral perdit, brutalement, quarante-sept sièges, alors que les conservateurs en gagnèrent trente-cinq. Les élections de 1974 ont été favorables aux libéraux, et le parti conservateur n'a pas été capable, depuis lors, de reprendre l'offensive sur la scène politique. Il a même perdu aux élections partielles de mai dernier le siège qu'il détenait dans l'île du Prince-Édouard, considérée comme un des bastions les plus sûrs.

Le gouvernement québécois, d'autre part, fait adopter, dans les prochains jours, sa loi sur les langues et l'éducation, ce qui laisse prévoir une rentrée scolaire houleuse au Québec à cause du mécontentement des anglophones. Quels que soient les griefs que l'on garde contre lui, M. Trudeau a comme premier mérite d'être là, mais aussi d'être francophone. Dans les moments difficiles pour l'unité nationale, les Canadiens ont presque toujours porté un francophone à la tête du gouvernement fédéral. En outre, il se peut que le parti libéral ait fait récemment des sondages qui lui ont confirmé que M. Trudeau restait populaire chez les Québécois. Sa personnalité exceptionnelle continue de fasciner un grand nombre d'entre eux même s'ils sont presque instinctivement hostiles au pouvoir fédéral.

ALAIN-MARIE CARRON.

PROCHE-ORIENT

SELON JÉRUSALEM

Les Palestiniens auraient triplé leurs effectifs à la frontière libano-israélienne

Israël a démenti, mercredi soir 24 août, les informations selon lesquelles il aurait donné son accord à l'installation dans le Sud-Liban d'unités de la FAD (Force arabe de dissuasion), en remplacement des Jedayn palestiniens.

Ces derniers, selon les milieux autorisés israéliens, auraient triplé leurs effectifs dans les régions frontalières, et nous sommes en mesure de vous confirmer que ces unités ont été transformées en « places fortes ». Interrogé à ce sujet, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Boutros, a déclaré qu'il ne disposait d'aucun renseignement confirmant les allégations israéliennes.

De notre correspondant

Beirut. — Les ministres syrien et libanais des affaires étrangères, MM. Khaddam et Boutros, ont longuement examiné la situation au Sud-Liban au cours d'une réunion tenue le mercredi 24 août, à Chisana, en présence du commandant de l'armée libanaise, le général Khoury, du chef d'état-major de l'armée

syrienne, le général Chehab, et du commandant de la Force arabe de dissuasion au Liban, le commandant Khalil.

M. Khaddam a déclaré à l'issue de la réunion : « Nous sommes en mesure de vous confirmer que la mise en œuvre du plan de paix, et les Palestiniens sont pleinement disposés à s'y soumettre (...). Mais l'attitude agressive d'Israël et ses provocations constituent la pierre d'achoppement (...). »

Le ministre syrien s'est montré, par ailleurs, très pessimiste quant à la convocation de la conférence de Genève cette année : il a insisté sur le fait que la Syrie la présence de ses troupes au Liban, qui lui coûte, a-t-il indiqué, 75 à 80 millions de dollars par mois. Il a évité de dire si les contributions des pays producteurs de pétrole couvrent ses dépenses, en octobre prochain, au renouvellement du mandat de la FAD (Force arabe de dissuasion) pour une nouvelle période de six mois.

Le chef de la diplomatie libanaise, répondant à une autre question, a assuré la presse qu'il « n'était pas au courant d'opérations de regroupement palestiniennes dans le Sud-Liban ». Il a ajouté : « Il se pourrait que les Palestiniens, pour des raisons tactiques, aient procédé à des regroupements préliminaires pour préparer leur opération de retrait. Je dis cela sous toutes réserves. L'essentiel est qu'ils appliquent scrupuleusement l'accord intervenu et le calendrier établi. »

L. G.

Pretoria envisage toujours de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

déclare M. Vorster

De notre correspondant

Johannesburg. — « Je souhaite dire, avec tout le sérieux possible et en toute humilité, que si le monde continue à jouer un double jeu, il arrivera un moment où l'Afrique du Sud, si petite soit-elle, dira : cela suffit, nous nous moquons de vos menaces. » A l'occasion de son discours de clôture du congrès du parti national pour la province du Cap, mercredi 24 août, le premier ministre, M. John Vorster, a répondu aux déclarations de l'Union soviétique, des États-Unis et de plusieurs pays européens, dont la France, s'inquiétant de possibles explosions nucléaires. « Nous ne cessons de réaffirmer que l'Afrique du Sud défend l'idéal d'une énergie nucléaire utilisée à des fins pacifiques », a-t-il déclaré, avant d'ajouter à son tour le monde extérieur d'avoir permis l'exclusion de son pays de l'Agence internationale pour l'énergie atomique.

« Nos savants ont mis au point un procédé d'enrichissement de l'uranium. Nous l'avons offert à des pays pacifiques et à d'autres, pour une utilisation pacifique. Mais nous avons été ignorés. »

« En juillet dernier, bien que nous soyons un grand producteur d'uranium, que nous ayons développé notre propre procédé d'enrichissement et que nous soyons membre fondateur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, nous avons été exclus de celle-ci et remplacés par l'Espagne. »

Malgré tout, a ajouté le premier ministre, l'Afrique du Sud continue à envisager de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et serait prête à en discuter avec les États-Unis, qui pressent Pretoria d'agir en ce sens. « Mais, au moment des discussions, nous demandons aux États-Unis quelles assurances ils possèdent sur l'adhésion des autres pays au traité. »

Citant les puissances atomiques n'ayant toujours pas signé le traité, le ministre a observé une pause après avoir prononcé le nom de la France et a commenté : « Torquent les bras. »

M. Vorster a également interpellé les États-Unis pour souligner le fait que ceux-ci n'ont pas encore fait à l'Afrique du Sud le combustible nucléaire commandé il y a deux ans et payé en temps voulu, « cela malgré la promesse que les résidus des combustibles consommés seraient renvoyés aux États-Unis. »

M. Vorster a, d'autre part, indiqué publiquement les grandes lignes du projet de modification de la Constitution de l'Union (23 août) : « Les grandes lignes veulent, car les discussions se tiennent à huis clos avec les Métis et les Indiens », a-t-il précisé.

Il y aura, si le plan est adopté, trois Parlements : un pour les Indiens, un pour les Blancs et un pour les Métis. Chaque communauté aura son propre premier ministre et son cabinet. « Le Sénat, tel qu'il existe actuellement, devra donc disparaître », a dit M. Vorster. « Les Parlements auront des pouvoirs exclusifs en ce qui concerne les affaires de leur communauté. » Toutes les autres affaires seront traitées par un conseil de cabinet. Chaque Assemblée sera avertie des intentions du conseil et pourra donner son avis. « Un président de la République sera élu par un collège électoral formé de membres des différentes Assemblées. Il sera président du conseil de cabinet et prendra une part active à la vie politique. »

Un conseil d'experts est également envisagé. Il n'aura pas de

● RECTIFICATIF. — Dans notre article sur le développement nucléaire en Afrique du Sud (le Monde du 24 août), nous avons indiqué par erreur que le contrat pour la construction par la France d'une centrale à Koeberg (province du Cap) avait été conclu en 1973. Il l'a été, en fait, en 1976.

pouvoir législatif, et ses membres ne devront pas être des représentants de partis politiques, « ils donneront des conseils aux Parlements et au président », a expliqué M. Vorster.

L'opposition blanche a déjà manifesté à plusieurs reprises son hostilité à un projet qui n'inclut pas les Noirs urbanisés. Le Progressive Reform Party attaque plus précisément le gouvernement sur la procédure suivie.

Les Afrikaners ont, dès le premier jour, fait savoir qu'ils condamnaient une solution qui rejette la majorité de la population sud-africaine.

L'opposition noire, également les Métis et les Indiens. Après un premier mouvement en faveur de l'initiative gouvernementale, le parti travailliste métis de M. Sonny Leon et du révérend Hendricks demande, en effet, que les Noirs soient inclus dans le projet.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Les pudeurs de Churchill

Une légende tenace veut que Roosevelt et Staline se soient partagé l'Europe, si non le monde, à Yalta, en février 1945. En réalité, s'il y a eu un partage à l'époque — en dehors de l'accord soviéto-américain sur le Japon, qui est dans le domaine public — il n'a porté que sur les Balkans et il a été l'œuvre de Staline et de Churchill, à Moscou, le 9 octobre précédent.

Sir Winston raconte avec quelque embarras dans ses Mémoires la discussion au cours de laquelle il s'entendit avec le généralissime sur le pourcentage d'influence que chacun des deux gouvernements reconnaissait à l'autre dans chacun des pays intéressés. Pour avoir les mains libres en Grèce, il avait pratiquement abandonné la Bulgarie et la Roumanie à l'U.R.S.S. L'influence devait être à égalité en Hongrie et en Yougoslavie. Pologne et Tchécoslovaquie n'étaient pas comprises dans l'arrangement.

Churchill, dans son livre, présente l'accord avec Staline comme provisoire. Un ouvrage qui vient de paraître aux États-Unis sous le titre *Shattered Peace* (la Paix brisée) aux éditions Houghton Mifflin et dont rend compte le *Washington Post*, montre qu'à aucun moment Churchill n'avait donné à comprendre à son vis-à-vis que c'est ainsi qu'il envisageait les choses. L'auteur, M. Daniel Yergin, a eu accès aux minutes de la conversation qui se trouvaient dans les archives personnelles de lord Ismay, alors chef d'état-major de Sir Winston, et celles-ci ne laissent aucun doute à ce sujet. De même Churchill n'a-t-il jamais mis au courant Roosevelt de ce qui s'était passé.

Curieusement, le compte rendu de la réunion du 9 octobre 1944 ne figure pas dans les archives diplomatiques britanniques. On ne peut difficilement mettre en doute que l'accord conclu ce jour-là, et que Staline a respecté au moment de la guerre civile grecque, a lourdement hypothéqué les négociations de Yalta, qui, dans l'esprit de Roosevelt, visaient non pas à diviser l'Europe, mais à créer, sous la surveillance des trois Grands, un monde de « nations véritablement unies ». — A. F.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● UN RESEAU D'ESPIONNAGE travaillant pour le compte des services secrets polonais aurait été découvert dans le Palatinat, annonce le journal *Die Rheinische Zeitung* de Ludwigshafen, se référant à des sources militaires allemandes. Une arrestation aurait été opérée, et des diplomates polonais seraient impliqués dans cette affaire. —

Inde

● M. BANSI LAL, ministre de la défense dans le dernier gouvernement de Mme Gandhi, arrêté mardi 23 août et accusé de détournement de fonds importants, a été remis en liberté sous caution, mercredi, pour raison de santé. — (A.F.P.)

Madagascar

● L'AMI DES RACISTES A EU CE QU'IL MÉRITAIT. écrit mercredi 24 août le journal malgache *Bary-Vava*, en commentant l'épilogue tanzanien de la visite de M. Louis de Guiringaud en Afrique australe. Sous une forme ou sous une autre, la presse de Tananarive reprend actuellement ce thème et cite largement les déclarations en ce sens du président tanzanien Nyerere. « Quoi qu'il arrive, écrit pour sa part le journal *Imvango Vavava*, ce voyage du ministre français des affaires étrangères a montré que l'Afrique progressiste n'appréhendait pas la politique de la France. » — (A.F.P.)

États-Unis

LA MAISON BLANCHE CONFIRME L'EXISTENCE DE SUGGESTIONS « TRÈS LIMITÉES » POUR L'IRLANDE DU NORD

Malgré le démenti apporté mercredi soir 23 août par M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, l'existence de propositions du président Carter pour aider l'Irlande du Nord a été confirmée de sources proches des milieux officiels à Londres et à Dublin où elles ont reçu un accueil très réservé.

À Londres, un porte-parole du Foreign Office a déclaré, sans autres précisions, que le cabinet britannique avait effectivement eu connaissance du projet américain. À Dublin, on indique que le plan du président Carter a déjà été examiné mardi par le gouvernement et qu'il le sera à nouveau vendredi prochain. Il paraît certain que ce plan accorde une grande place aux questions économiques.

À Washington, M. Jody Powell a démenti qu'il existe un plan de règlement de la question d'Irlande du Nord, mais a confirmé que le département d'État a préparé des suggestions « très limitées », et qu'il a en des contacts à ce propos avec Londres et avec Dublin. Il paraît certain, d'autre part, que le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, a abordé ce problème avec son homologue britannique, M. David Owen. Selon le correspondant de l'A.F.P. à Washington, le président Carter a demandé à son nouveau ambassadeur à Dublin, M. William Shannon, de voir dans quelle mesure les États-Unis pourraient intervenir dans le règlement de la question d'Irlande du Nord.

● Le gouverneur du Maryland, M. Marvin Mandel, élu député, a été accusé de trafic d'influence, le mardi 23 août, par le tribunal fédéral de Baltimore. La peine sera fixée le 7 octobre par le président de celui-ci. M. Mandel avait succédé en 1968 à M. Spiro Agnew, l'ancien vice-président de M. Nixon, contraint de démissionner en 1973 pour une affaire semblable. — (A.F.P.)

Panama

LE TRAITÉ SUR LE CANAL SERA SIGNÉ LE 7 SEPTEMBRE

Panama (A.F.P., A.P.J.). — Le président Carter et le général Omar Torrijos, chef du gouvernement panaméen, signeront le 7 septembre prochain le traité aux termes duquel Panama reconquerra en l'an 2000 la souveraineté effective sur la zone du canal. La cérémonie aura lieu à Washington au siège de l'Organisation des États américains (O.E.A.).

M. Carter souhaiterait, en outre, la présence de plusieurs chefs d'États latino-américains à la cérémonie de signature. L'accord devra être ratifié par le Sénat américain à la majorité des deux tiers, et à Panama par voie de référendum.

AFRIQUE

Rhodésie

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ESTIME « INTOLÉRABLE » LE PLAN DE RÈGLEMENT ANGLO-AMÉRICAIN

M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, devait quitter Londres jeudi 25 août à destination de Lagos, première étape d'une nouvelle mission anglo-américaine en vue de résoudre un règlement de la question rhodésienne. Il y retrouvera M. Andrew Young, en compagnie duquel il soumettra aux dirigeants africains le plan anglo-américain pour le transfert du pouvoir à la majorité noire de Rhodésie. Le représentant permanent des États-Unis aux Nations unies assiste, en effet, à Lagos, aux travaux de la conférence de l'ONU contre l'apartheid, qui s'est ouverte lundi.

MM. Owen et Young exposeront samedi à Lusaka, aux chefs d'État de « première ligne » (Zambie, Tanzanie, Mozambique, Angola et Botswana), les nouvelles propositions anglo-américaines. Le même jour, ils recevront MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe, coprésidents du mouvement rhodésien (nationalistes rhodésiens).

Violente attaque contre Londres et Washington

Cependant, à Salisbury, M. Pieter van der Byl, ministre rhodésien des affaires étrangères, a lancé mercredi une très violente attaque contre Londres et Washington, accusés de vouloir imposer un « règlement mitigé ». « Chaque jour qui passe apporte son lot de nouveaux efforts visant à nous détruire », a-t-il dit. « La fourberie des Anglo-Américains est bien connue. Nous savons sans l'ombre d'un doute, que leur intention est de nous imposer un règlement intolérable avec l'appui des chefs d'État de la ligne du front et du Front patriotique. »

De son côté, l'évêque Muzorewa, leader du Conseil national africain unifié, qui vient de dissoudre le comité central de son parti, a été interpellé, mercredi 24 août, par la police rhodésienne à Salisbury, alors qu'il revenait de Londres. « Les services de sécurité m'ont demandé si j'avais fait des déclarations, selon lesquelles je serai associé à la guérilla », a précisé le dirigeant nationaliste. — (A.F.P., Reuters.)

POLITIQUE

Bulletin de santé de l'administration française

L'administration n'est pas « malade », mais elle est devenue « vulnérable ». L'Etat est souvent ingrat envers ses fonctionnaires et, surtout, l'abandon de la distinction entre la carrière politique et la carrière administrative est gros de conséquences. (Le Monde - des 24 et 25 août.)

La première conséquence du mélange entre carrière politique et carrière administrative a été un bouleversement du mécanisme des délibérations gouvernementales. La séparation des carrières mettait en œuvre une conception psychologique dont la valeur avait été démontrée sous tous les régimes. Elle assurait la collaboration au service d'une même cause de deux tempéraments opposés. Animés par un idéal, gardant néanmoins le contact avec l'homme de la rue, les politiques avaient mission de définir ce qui était souhaitable, conforme à l'équité et au progrès.

Les problèmes étant ainsi posés, les hauts fonctionnaires, se fondant sur leur expérience et sur l'avis de leurs experts, avaient mission de trouver des solutions pratiques en harmonie avec les ressources du pays et avec les structures permanentes de la société. Tout le monde savait que la décision finale appartenait au pouvoir politique et à lui seul. Il y avait cependant d'abord, une discussion conduisant parfois à une sorte de « transaction ». Pour apprécier l'intérêt d'une telle procédure, il faut comprendre — trop de Français l'ignorent — qu'il existe presque toujours une incompatibilité naturelle entre les notions de justice et de progrès d'une part, de simplicité et de rendement d'autre part. Dans ces domaines, le meilleur choix est rarement la « pureté » ou l'« efficacité », c'est souvent le « juste milieu ».

III. — Vers une « guerre de religion » ?

par GILBERT DEVAUX

Que résulte-t-il de la suppression de ce mécanisme de délibération ? Avec la fusion — déjà pratiquement réalisée au niveau des cadres supérieurs — entre le personnel politique et le personnel administratif, les départements ministériels sont organisés désormais à l'image d'une armée. Entre le ministre (au sommet) et les chefs de service, le groupe des membres du cabinet assure naguère une bonne communication dans les deux sens. Il exerce en quelque sorte une fonction d'interface entre le politique et l'administratif. Aujourd'hui, démesurément grossi, il joue le rôle d'un état-major qui parle au nom du chef et peut agir à la place des bureaux. Les directeurs se plaignent de ne pouvoir s'entretenir personnellement avec le ministre et d'être informés « par exécution » de certaines décisions essentielles. Même lorsque intervient la discussion traditionnelle, celle-ci ne peut avoir la même signification

qu'autrefois. Le bon ministre-fonctionnaire peut estimer utile de convoquer ses subordonnés, mais il pense qu'il a les mêmes qualifications que ses anciens collègues pour comprendre et pour résoudre les problèmes qui se posent. En réalité, le ministre-fonctionnaire est isolé. Et la crainte que cet isolement ne soit à l'origine de la plupart des erreurs techniques commises au cours des dernières années dans la préparation de diverses réformes et dans le choix de certains investissements. Lorsque j'essaie de comprendre de telles erreurs, j'ai le sentiment que la décision a été prise tantôt par un homme politique qui avait une connaissance insuffisante de la pratique administrative, tantôt par un fonctionnaire manquant d'initiation politique. J'ai parfois aussi la conviction qu'on a voulu trop bien faire, trop vite, et qu'on apprécie mal ce qui est réalisable immédiatement à un prix raisonnable et ce qui ne l'est pas.

Je constate, par exemple, que des réformes mises en œuvre par mes anciens services, grâce à d'importantes simplifications, appliquées pendant trente ans à la satisfaction générale, sont reprises pour être portées à un tel niveau de perfection — et de complexité — qu'on ne parvient plus à les exécuter. Les critiques attribuent volontiers les défaillances du pouvoir à une insuffisante concertation ; ils se trompent ; il n'y a jamais eu autant de concertation du gouvernement avec les parlementaires, les syndicats, les journalistes et les électeurs, avec les usagers, les consommateurs, les producteurs de toutes catégories, avec les enfants, les adultes et les vieillards. La seule concertation qui fait actuellement défaut est celle du « Roy avec les bourgeois de son service ».

gile d'or. La plupart observent qu'en dépit de querelles intestines éphémères, la France est une nation solide, homogène, capable d'opposer une admirable résistance à un péril extérieur ou à une calamité intérieure. La plupart ajoutent cependant qu'elle est affligée d'une faiblesse spécifique très particulière. Dans l'hypothèse d'une controverse idéologique qui dépasse un certain seuil passionnel, elle se casse en deux. Le résultat est terrible. Les deux moitiés se retournent l'une contre l'autre, se haïssent, s'excommunient, se combattent et cherchent à s'annihiler — par les armes s'il le faut. Cet aspect du *Mai français* que M. Peyrefitte a décrit lui aussi dans un de ses chapitres, ressemble à une blessure profonde dont la cicatrice risque périodiquement de s'ouvrir et que les gouvernements les plus habiles ne parviennent alors malaisément à refermer — par la conciliation ou par la force — qu'après des décennies d'autodestruction.

Cette source de fragilité de la société française, tous les hommes politiques de l'ancienne école la connaissent bien. Ils en mesurent l'importance par expérience, par contact avec leurs électeurs et par une sorte d'intuition collective. En période normale, ils prévalent toute « dramatisation » de leurs querelles en se conformant à un code de courtoisie qui — contrairement à ce que certains de leurs contemporains pensent — n'était pas une simple manifestation d'hypocrisie ou de cynisme — par exemple, lorsque les parlementaires de partis extrêmes, après s'être violemment opposés en séance publique, se rencontraient à

la buvette de l'Assemblée nationale, se serraient la main, s'asseyaient autour d'une même table et se tutoyaient. En période de crise, ils accordaient à tout ce qui pouvait maintenir l'« unité » une priorité absolue. J'ai été témoin, notamment en 1940, à Bordeaux, et en 1958, à Paris, de scènes poignantes au cours desquelles les meilleurs d'entre eux se considéraient comme tenus de prendre d'énormes risques pour conserver une chance ultime d'éviter un déchirement national. En ces instants, ils acceptaient de sacrifier pour cette chance très faible et très incertaine leur doctrine, leur avenir personnel et leur honneur devant l'histoire. Ils savaient, en effet, que lorsque la très probable rupture se produisait, ceux qui ont tenté jusqu'au bout de l'éviter sont repoussés, méprisés et maudits par les deux camps. Et, au cours des discussions, la même expression revenait fréquemment sur leurs lèvres comme un signal de détresse : « Ne pas casser la France en deux ».

Les fonctionnaires civils étaient moins convaincus de la valeur du principe ; les militaires moins encore. Ils étaient habitués à participer aux transactions que le pouvoir politique leur demandait, mais lorsqu'on leur laissait la responsabilité de la décision — comme ce fut le cas à Vichy en 1940 — ils étaient enclins à penser qu'il n'existait qu'une solution valable et que, éventuellement, il faut imposer celle-ci à ceux qui ne l'approuvent pas. L'hypothèse d'un déchirement du corps social leur paraissait un peu romanesque. L'administration n'avait-elle pas survécu — au prix d'une neutralité politique qui leur semblait aller de soi — à tous les changements de régime, en assurant la continuité du pays ?

« Tu quoque fili »

Que feront demain nos hommes d'Etat issus de la fonction publique si les politiques concernant le « changement de société » atteignent une intensité explosive ? Suivront-ils, en définitive, la tradition des politiques ou celle des fonctionnaires ? Je n'ai pas les entendres répéter — à droite comme à gauche — qu'ils sont seuls à détenir la « vérité révisée », que leur doctrine (qu'il convient d'accepter dans sa totalité comme un dogme) est incompatible avec celle de l'adversaire, que celui-ci, enfin, doit être exclu de la gestion de la communauté — par les moyens légaux si possible, et par d'autres moyens de pression s'il le faut. Certes, la guerre de religion n'est pas déclarée, mais, dès maintenant, les Français sont quotidiennement mis en demeure de choisir entre le paradis et l'enfer.

Je me surprends parfois à redouter aussi qu'avant de se précipiter l'une contre l'autre, les deux moitiés de la France se mettent d'accord pour essayer de détruire la grande machine que leurs pères ont construite pour les obliger à vivre ensemble. Le fait nouveau, ce n'est pas que la forteresse administrative soit assiégée — quand ne l'a-t-elle pas été ? — c'est que les attaques viennent de partout à la fois et aussi de l'intérieur. Les régiments de la gendarmerie de sa battre entre eux et rêvent de détruire le donjon financier qui, derrière les épaisseurs murales du Louvre, maintient encore une coordination. Tous les organes d'information sont alimentés par les plaintes que les départements ministériels articulent ainsi les uns contre les autres — et tous contre la Rue de Rivoli. Pis encore, d'anciens ministres accusent d'incompétence l'administration qu'ils ont commandée pendant plusieurs années, recommandant ouvertement de l'affaiblir ou de la condamner. Et personne n'ose plus leur dire : « Tu quoque, fili ».

De tels comportements ne sont pas seulement indolents et déplaçants. Ils témoignent d'un changement de déontologie politique qui ne peut s'expliquer lui-même que par le changement de nature du personnel politique.

A mon avis, le diagnostic tel qu'il vient d'être formulé doit normalement conduire à préférer la médecine à la chirurgie. L'administration française est en présence — ce n'est pas la première fois — d'une épreuve. Elle doit apprendre à surmonter celle-ci par des réformes progressives, comportant sans doute des mesures d'assouplissement, de déconcentration — voire de décentralisation. Mais pour venir à bout d'un état de fatigue, il n'est certainement pas nécessaire de prendre le risque d'un nouveau choc, en portant délibérément atteinte à un principe structurel fondamental — la centralisation — qui, au demeurant, est en harmonie avec le principe fondamental d'organisation de la nation française.

FIN

Les radicaux de gauche se sont joints au parti communiste, à la municipalité d'Asolo et aux boulangers, et appelèrent à leur tour, à un rassemblement, le 9 septembre, jour anniversaire de la libération de la Corse en 1943.

Les quatre parlementaires radicaux de gauche de la Corse (MM. Nicolas Alfonsi et Jean Zuccarelli, députés, Jean Filippi et François Giacobbi, sénateurs), « conscients d'exprimer le sentiment général de la population contre la violence et la séparation », souhaitaient qu'un caractère solennel soit donné à la libération de la Corse, et première terre française libérée du fascisme et de l'occupation étrangère ».

Libres opinions

LE SECRET ET L'EXCEPTION

par JACQUES ELLUL (*)

DANS le rapport du comité d'étude sur la violence, prélué par M. Peyrefitte, une recommandation peut paraître spécialement importante, celle qui vise l'attitude de l'administration comme facteur incitateur à la violence. Il ne s'agit pas de la police, mais bien de l'administration en général, à qui devra être recommandé fermement de cesser les voies de fait et abus de droit. Sont visés tout particulièrement le secret et l'application des règles qui devraient s'imposer à elle. Il ne s'agit pas non plus de tendances bureaucratiques (leur rôle n'est « technocratique », mais bien d'une attitude qui se généralise dans tous les services qui veulent devenir plus efficaces. Et le double aspect que prend maintenant cette recherche de l'efficacité, c'est l'aspect du secret et celui de l'exception.

A un moment où l'on parle davantage de participation, et où, manifestement, beaucoup de citoyens souhaitent être consultés sur un nombre croissant de questions de « petite » politique, l'administration s'enferme de plus en plus dans le secret. Il faut pour tous les travaux du type des installations nucléaires, une enquête locale, une enquête préalable à toute demande de déclaration d'utilité publique. Il faut, pour l'établissement des plans d'occupation des sols, une mise à la disposition du public des projets, et il faut recueillir les observations de l'opinion. Il faut, pour tous les projets importants d'implantation en milieu naturel, une enquête d'impact écologique, il faut l'établissement de cahiers des charges pour les entreprises risquant de présenter un certain danger...

Il faut... mais à l'égard de toutes les précautions prises par le gouvernement, de toutes les limitations imposées par la loi, l'administration concernée agit avec le plus profond mépris. On met les plans à disposition du public pendant un délai dérisoire et souvent situé au plus mauvais moment (j'ai des exemples de POS mis à disposition entre le 25 juillet et le 8 août, ou bien du 22 décembre au 6 janvier...). On met la plus grande mauvaise volonté dans les bureaux pour livrer les plans. L'enquête d'impact écologique se fait difficilement et le plus remarquable c'est que souvent l'administration entreprend les procédures d'exécution du projet bien avant que les résultats de l'enquête (qui ne peut pas durer moins d'un an) soient déposés, comme si, de toute façon, ils devaient impérativement être favorables.

Les enquêtes locales n'ont pas lieu (comme à Creys-Malville). L'enquête préalable à toute déclaration d'utilité publique est souvent un renseignement utile (comme pour la zone industrielle de Verdun, où rien ne permettait aux intéressés de connaître ne serait-ce que les grandes lignes des ouvrages projetés, et cela en dérogation formelle au décret du 6 juin 1959 qui prévoit les pièces précises que doit comporter le dossier). De même, l'enquête concernant l'installation de Braud-et-Saint-Louis a été parfaitement dérisoire. Les cahiers des charges (comme celui du port autonome pour la zone industrielle de Verdun) sont rédigés de telle façon qu'ils permettent tout et n'importe quoi : ainsi « en fonction des demandes présentées par les industriels et des plans de leur exploitation, des lots industriels seront aménagés... ».

Et pour tous les projets, l'administration refuse constamment de fournir les éléments d'information au public concerné. Ainsi, la mission d'aménagement de la côte aquitaine, qui remplace l'information utile par une propagande luxueuse et un effort de manipulation des populations. Le secret règne partout. Et ce n'est pas la loi administrative qui s'oppose à cela, mais la loi administrative elle-même qui se choisira les associations qui lui conviennent ! Or, tant qu'il s'agit de modestes entreprises et expropriations, le secret n'est pas très important ; maintenant, il n'est plus tolérable. Placer les citoyens devant les décisions prises et en face des bulldozers commençant les grands travaux (parfois sur des terrains privés avant que l'expropriation ne soit effectuée), c'est la voie de fait caractéristique. Mais rien ne s'ensuit !

Le secret interdit le recours, sauf à appeler recours les procédures, délais, etc. Mais le secret n'est que l'un des aspects de l'entreprise administrative : la dérogation. On peut dire que chaque lois maintenant qu'un urbanisme, ou pour l'aménagement du territoire, ou l'installation d'établissements dangereux, il est prévu des règles strictes, aussitôt chaque administration se précipite pour obtenir une exception pour son cas, une dérogation. On obtient dérogation pour l'enquête d'impact écologique, par exemple. Il est prévu de ne plus construire en zone fragile (dunes, rives de lacs), mais aussitôt dérogation (sauf lorsque les travaux font partie d'un plan d'ensemble qui a reçu un commencement d'exécution, par exemple). Autrement dit la décision gouvernementale ne sert strictement plus à rien.

Je dis que ce double mécanisme de la dérogation et du secret font de l'administration le véritable mécanisme oppressif de notre société française. Nous avons souvent protesté contre le caractère autoritaire, totalitaire de l'Etat ; maintenant le pouvoir central paraît bien à côté de l'autoritarisme administratif, qui est le véritable ennemi (car un changement de gouvernement ne modifiera en rien ces comportements maintenant bien établis). Et je dis que c'est ce mépris des lois et des citoyens qui engage ceux-ci à la violence. Que voulez-vous faire quand il n'y a plus aucun recours ? Quand on sait que notre vie va être bouleversée, dans ses biens, son lieu d'habitation, par une administration à l'égard de qui on n'a aucune prise, qui n'écoute rien, contre qui il n'y a aucun appel, même juridique. Car les tribunaux administratifs ne sont plus la garantie du citoyen qu'ils ont pu être autrefois.

Et voici que, lorsque, sans violence, des citoyens agissent de façon assez ferme pour que l'abus administratif apparaisse, c'est eux qui sont emprisonnés, non pas l'administration qui est sanctionnée. Par exemple, dans l'affaire de Braud-et-Saint-Louis, un groupe s'est emparé du dossier et du registre d'enquête d'utilité publique (prise et rejet d'eau de la centrale nucléaire) pour faire apparaître le caractère fallacieux de l'enquête et ouvrir un débat public. Ses membres ont été aussitôt arrêtés. Quelle garantie le citoyen pourra-t-il avoir dans ces conditions ? Il faut appeler à la plus grande vigilance. Les citoyens doivent recevoir toutes les informations nécessaires pour se faire une opinion. Sur les projets concernant la transformation de leur vie, l'action par représentants n'est plus suffisante. Il faut que chacun puisse donner effectivement son opinion. Et si la Constitution ne permet pas de référendum sur les affaires d'énergie nucléaire, par exemple, eh bien, il faut changer la Constitution.

(*) Professeur à l'université de Bordeaux-I.

Politique partout

Le lien d'origine qui existe désormais entre le personnel politique et le personnel administratif a une deuxième conséquence. Il introduit la politique sous tous ses aspects dans le fonctionnement des services de l'Etat.

Sous la III^e et la IV^e République, les fonctionnaires, comme leurs concitoyens, pouvaient s'intéresser aux problèmes politiques, exprimer leur opinion, adhérer à un parti. Ils n'en étaient pas moins tenus, comme tous leurs concitoyens, d'exercer leur profession dans un climat de « neutralité politique ». De surcroît, ils reconnaissaient que le caractère public de leur fonction les obligeait à observer une certaine réserve dans les combats électoraux et à se tenir à distance des « extrêmes ».

Sous la V^e République, la neutralité n'a pu être maintenue. Pouvait-on demander à des cadres supérieurs, apprenant que les meilleurs d'entre eux occupaient des postes de ministre, de secrétaire d'Etat ou de parlementaire, constatant que de tels emplois — et non plus seulement les hautes fonctions administratives — étaient devenus l'objectif normal de carrière de leurs camarades, de ne pas s'engager clairement sur le terrain politique ? Au même instant — je l'ai noté déjà — le mouvement syndical poussait les cadres moyens dans la même voie. Désormais, à tous les niveaux, il fallait que chacun choisisse entre l'idéal de droite et l'idéal de gauche, ou l'une des variantes.

Le jeu de la politique ne pouvait s'arrêter là. Il suppose non seulement l'approbation d'une doctrine, mais aussi l'appartenance à une équipe. Il était naturel que les ministres s'inspirent de cette appartenance pour constituer leurs propres équipes. Ils l'avaient toujours fait pour désigner les membres de leur cabinet ; ils furent progressivement amenés à le faire pour attribuer certains postes-clés de l'administration

centrale et des entreprises nationales. Peut-on parler d'abus, de favoritisme, d'injustice ? Ce ne serait pas logique. Il est normal de prendre en considération toutes les qualités d'un fonctionnaire pour orienter sa carrière. Puisse-t-on admettre qu'il peut être amené à exercer des fonctions politiques ; comment pourrait-on ne pas tenir compte de ses qualités et de ses lacunes politiques, ainsi que de son appartenance ? Il faut reconnaître cependant que cette politisation progressive d'un certain nombre de postes de haute responsabilité a créé un climat fallacieux d'instabilité et d'insécurité. D'autant que le pouvoir a accentué — plus ou moins consciemment — cette tendance en accordant, par des modifications statutaires, la rotation des postes de niveau élevé.

Je souligne que jusqu'ici, dans ses effets, la pénétration de la politique à l'intérieur de l'administration n'est pas allée plus loin. L'avancement des petits et moyens cadres dépend, comme par le passé, de considérations humaines et techniques, indépendamment de toute appartenance politique ou syndicale. Nous sommes loin des régimes de certains Etats américains, où chaque renouvellement électoral est suivi d'un renouvellement complet du personnel administratif. Nous sommes plus loin encore des régimes africains, où les fonctionnaires n'appliquent pas la loi de la même façon, selon que leurs interlocuteurs (contribuables ou usagers) appartiennent ou non au parti dominant. L'Etat, le seul fait qu'une pénétration politique limitée ait produit une sorte d'ébranlement et qu'une pénétration plus profonde ait conduit des pays étrangers à une situation qui serait pour la France un véritable cauchemar, montre cependant que le problème de la politisation de la fonction publique est sérieux et pourrait, dans certaines hypothèses, devenir grave.

La « règle d'or »

Je ne quitte pas le domaine des hypothèses en abordant la troisième conséquence de la fusion de la carrière politique et de la carrière administrative. J'évoque cette troisième conséquence avec un peu d'hésitation, car elle n'est établie jusqu'ici par aucun fait concret — seulement par des indices et par des manifestations verbales, — avec beaucoup d'inquiétude aussi, car elle porte atteinte à un principe politi-

que fondamental sur lequel repose l'unité du pays. La règle d'or qui ne me paraît plus respectée avec autant de fidélité qu'elle le fut pendant quatre siècles peut s'énoncer ainsi : « Un homme d'Etat doit toujours être conscient que le plus grand danger qui menace la France est le déclenchement d'une guerre de religion ». Les historiens reconnaîtront que je n'exagère pas en parlant d'une « ré-

MEDECINE Pharmacie

IPEC
Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel
633 81 23/033 45 37
(au cœur du Quartier Latin)
documentation sur demande

Sept. : recyclage scientifique, Oct.-Juin : stage parallèle à la Fac.
PCEM et Pharmacie Année O.
Petits groupes.
Contrôles fréquents.

COPENHAGUE
SHOPPING-TOUR
long
week-end
8 au 12 septembre
5 jours
Paris-Copenhague (aller/retour)
par avion
2 formules :
F. 650 (hôtel + petit déjeuner)
F. 1.250 (1/2 pension + Tivoli + visite en Suède)
Réservations et inscriptions :
DSB
CREMERS DE PEA DE L'ETAT NORDIS
Maison de Danemark
112, av. de Choiseul, 75001 PARIS
Téléphone : 233 23 03
ou à votre agent de voyages

CAPELOU
ELEMENTS COMPOSABLES
BOIS stylés et essences de bois
ARMOIRES de rangement, secrétaires, bibliothèques
ARMOIRES-LITS relevables à 1 ou 2
Chaque élément peut être fourni séparément
QUALITE IRREPROCHABLE
CREDIT SOFICOM
CAPELOU
37, av. de la République (111)
Métro Parmentier - 357 46 35

SOLDES
50%
20
TAPIS
CAUCHOU
Les Laines de France
121, boulevard Foch
Tél. 522 88 25 / 50 88
Tél. 2 M. 145 28 38

LES PRIX DU JOUR
POMME DE TERRE
TOMATES BONNES
PÊCHES JAUNES
LAITUES
C'est le moment de faire ses courses à la ferme !

مكتبة ابن رشد

stration française

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

M. Jospin : le P.S. estime que les bases générales d'un accord ont été dégagées

M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré mercredi après-midi 24 août : « Depuis la conclusion, le 28 juillet dernier des travaux du groupe des quinze chargé de préparer l'actualisation du programme commun de gouvernement de la gauche, le parti socialiste estime que, selon les termes du communiqué commun publié le même jour, les bases générales d'un accord ont été dégagées. »

M. Jospin a ajouté : « Le parti socialiste prend acte de l'accord donné le 23 août par le parti communiste pour que la réunion « au sommet » se tienne à bref délai. Il s'en félicite d'autant plus que le parti communiste, par son attitude ces dernières semaines, a pu faire douter de sa volonté d'aboutir. »

« Le groupe des quinze a accompli un travail précis et positif, des points d'accord ont été dégagés sur de nombreuses questions. On peut penser qu'au sommet les divergences mineures seront réduites aisément. Quant aux problèmes les plus importants, qui restent en suspens, chacun sait bien qu'au point où nous en sommes ils ne peuvent être réglés qu'au plus haut niveau de responsabilité politique. »

En réponse aux questions des journalistes, M. Jospin a précisé que les contacts entre partis signataires du programme commun se poursuivent. Il a affirmé, à titre d'exemple, que lundi, M. Louis Mermas a rencontré M. Charles Fiterman mercredi, un entretien à eu lieu entre M. Jean Karspe, membre du bureau politique du P.C.F., et Jean-Pierre Cot, membre du comité directeur du P.S., député de la Savoie, tous deux spécialistes des problèmes de politique étrangère.

M. Jospin a également souligné que, contrairement à ce qu'a affirmé le bureau politique du parti communiste français, il n'y avait pas eu remise en cause de l'accord intervenu le 28 juillet au sein du groupe de travail chargé de l'actualisation du programme commun. « Il n'y a pas eu rupture unilatérale de cet accord, a-t-il précisé, car il n'a

jamais été dit qu'il y aurait de nouvelles discussions pour réduire ou éliminer les divergences. Il ne s'agissait que de contacts en vue de préparer avec efficacité la réunion « au sommet ». »

« Nous pensions que les bases d'un accord avaient été dégagées fin juillet et nous sommes surpris que des bases d'accord n'apparaissent pas évidentes à tous. »

M. René Piquet : stupéfaction.

M. René Piquet, membre du secrétariat du parti communiste, a répondu mercredi en début de soirée au dirigeant socialiste. Il a déclaré : « C'est avec stupéfaction que nous prenons connaissance des dernières déclarations de Lionel Jospin. »

« Le secrétaire national du parti socialiste déclare que selon les termes du communiqué publié le 28 juillet « les bases générales d'un accord ont été dégagées ». »

« C'est inexact. Cette phrase ne figure pas dans le communiqué commun. »

« Sa déclaration contient d'autres inexactitudes. Ainsi, Lionel Jospin affirme que « les contacts se poursuivent ». »

« Il n'en est rien. S'il est vrai qu'une rencontre a eu lieu lundi dernier, c'est précisément à cette occasion que Charles Fiterman a enregistré l'information de Louis Mermas selon laquelle le parti socialiste se refusait à poursuivre toute véritable discussion jusqu'à la réunion « au sommet ». »

Quant aux autres « rencontres » dont parle Lionel Jospin, elles sont purement et simplement imaginaires.

« Il est effarant de constater qu'un responsable national du parti socialiste puisse procéder ainsi. Et il est paradoxal d'affirmer, comme le fait Lionel Jospin, que c'est le parti communiste français « qui par son attitude » fait douter de sa volonté d'aboutir. »

Pour sa part, le parti communiste, soucieux des intérêts de l'union, préoccupé de conduire le débat avec sérieux et sérénité, se refuse à recourir à de telles méthodes. »

M. Rocard : il suffit de prendre le pouvoir où il est c'est-à-dire au sommet

Pour M. Rocard, M. Marchais a commis de graves erreurs de jugement. « Le problème des fidèles se pose dans des termes semblables. La nationalisation des sociétés n'est pas une fin en soi, elle est un moyen pour atteindre des fins. Les pouvoirs de nomination des directions, de décisions et de contrôle qu'elles ont sur leurs fidèles, passeront à la puissance publique. Cette dernière pourra, sans autre condition, imposer la politique industrielle de son choix et mettre en place le statut et les modes de représentation des travailleurs que préconise la gauche. Pourquoi l'aurait-il en outre transformé chaque année en loi d'orientation publique ? Cette énorme pagaille administrative n'aurait pas d'objet, le pouvoir étant déjà pris. »

A travers le débat sur les formes de nationalisations et celui sur les fidèles, ce qui se joue véritablement, la gauche, c'est le pouvoir dans ces groupes ou l'assurance de la propriété sans partage des bâtiments, terrains, machines et camions concernés ? Si, comme le pensent les socialistes, c'est bien le pouvoir que l'on veut, alors il suffit de le prendre là où il est, c'est-à-dire au sommet, au coût minimal d'imputations juridiques et d'indemnités. »

Les contraintes juridiques

M. Rocard aborde ensuite le problème des contraintes juridiques. « Au contraire [de 1945] en 1978, les nationalisations de la gauche devront tenir compte du contrôle et de la sanction d'un énorme appareil judiciaire français et international. (...) »

« Le seul contentieux sur la valeur des titres des sociétés mères ne suffira-t-il pas ? Interroge le secrétaire national du P.S., qui évoque ensuite le sort qui sera fait aux groupes français dont les titres sont détenus par des groupes étrangers et indique à ce propos : »

« Nous proposons de nationaliser Roussel-Uclaf et la Compagnie des machines Bull et de réserver pour la fin des négociations sur les orientations de la politique industrielle notre déci-

sion sur le sort du capital investi en France par Hoechst d'une part et par Hoechst de l'autre. »

Tout cela, on le voit, est complexe. Il y a matière à hésitations, à recherches. Réussir des nationalisations est difficile et

demande des précautions. Si le parti communiste veut faire avancer le débat, mieux vaudrait qu'il discute les vrais problèmes au lieu de qualifier de renoncement toute solution différente de celle qu'il propose. »

Et les minoritaires ?

Par la plume de M. Rocard, le parti socialiste persiste à signer : il n'est nul besoin de nationaliser les groupes de groupes dont la nationalisation est prévue par le programme commun. La nationalisation des sociétés « holdings » qui détiennent les participations financières de ces groupes suffira à la gauche pour assurer le maintien de l'Etat sur ces firmes. Bref, il suffit de prendre le pouvoir où il est : au sommet.

Dans le débat qui l'oppose au P.C., qui propose, on le sait, de nationaliser toutes les filiales dont 51 % du capital est détenu par des groupes « nationalisables », le P.S. ne manque pas d'arguments. L'exemple de la S.N.C.F., qui n'est contrôlée qu'en 51 % par l'Etat, est particulièrement bien choisi. Qui pourrait nier en effet son caractère d'entreprise publique ? Il est également vrai que la démarche du P.S. coûtera moins aux contribuables que celle du P.C. En revanche, on peut se demander si, au plan juridique, les choses se passeront aussi facilement que le pense M. Rocard.

Le secrétaire national du P.S. estime manifestement que les actionnaires privés de ces filiales dont beaucoup sont cotées en Bourse (Thomson C.S.F., par exemple) accepteraient sans broncher de voir leur entreprise passer, en fait, sous le contrôle de l'Etat. Comme le rappelle justement M. Rocard, nous ne sommes plus en 1945. Au fil des années, la puissance publique s'est efforcée — avec des fortunes diverses — de mieux assu-

rer la protection des actionnaires minoritaires. Une disposition de la COB (Commission des opérations de Bourse) prévoit ainsi que, lors de la cession de « blocs de contrôle », on entend par-là l'achat d'un nombre de titres permettant de modifier les positions dominantes au sein d'un groupe industriel, — les minoritaires doivent se voir offrir les mêmes conditions que les actionnaires qui réalisent l'opération.

Prenez l'exemple du groupe Thomson. Le P.S. se propose de nationaliser la maison mère : Thomson-Brandt, qui détient plus de 50 % de Thomson C.S.F. Pour les actionnaires de cette dernière firme, la nationalisation de Thomson-Brandt débouche en fait sur le rachat par l'Etat du « bloc de contrôle » que détient actuellement Thomson-Brandt dans Thomson C.S.F. Ils seraient donc en droit d'exiger la possibilité de se déguer dans les mêmes conditions que l'actionnaire majoritaire, en l'occurrence Thomson-Brandt. Leur refusant-on ce droit qu'ils pourraient estimer spoliés. Par ailleurs, qui peut affirmer que des actionnaires privés disposant ensemble de la minorité de blocage ne s'organiseraient pas pour s'opposer à des décisions vitales, telles des augmentations de capital par exemple ? Certes, il y a le cas de la S.N.C.F., mais nous sommes en 1977... « Tout cela, on le voit, est complexe. Il y a matière à hésitations, recherches », écrit M. Rocard. Nul ne le niera... Ph. L.

M. Fiterman : le pays a besoin de clarté et de franchise.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, écrit dans l'éditorial de l'Humanité du 25 août :

« On nous parle de confiance. Mais la n'est pas le problème. Nous, communistes, nous ne demandons à personne une confiance aveugle, nous ne sollicitons pas de chèques en blanc. Si nous le faisons, nous commettrons des erreurs graves, nous nous perdrons. En retour, que l'on nous permette de nous aussi de refuser tout chèque en blanc, de soulever des engagements clairs et précis. Et que l'on permette en définitive aux citoyens eux-mêmes — c'est cela qui est décisif — de se déterminer en toute connaissance de cause, de choisir la gauche avec assurance parce que celle-ci leur présentera un ensemble d'engagements sérieux, cohérents, dépourvus de toute ambiguïté. Ce qui ne serait pas le cas si on s'en tenait au texte du programme commun de 1972 comme le parti socialiste s'y décline prêt. »

« Notre pays a trop souffert depuis des dizaines d'années des décisions prises dans le secret des états-majors, des promesses vagues aussitôt oubliées, il a besoin de changement. Il a besoin de clarté et de franchise. »

M. Fabre : ne pas employer le ton de la polémique

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, mercredi 24 août, à l'issue de la réunion du bureau de sa formation, qu'il n'entendait pas jouer un rôle d'« arbitre » entre le P.C.F. et le P.S. Il a souligné que si les partis de la majorité « passent leur temps à débattre de questions électorales », la gauche, pour sa part, « débat de problèmes de fond ». M. Fabre a expliqué qu'il est « sain » de discuter publiquement des divergences concernant l'actualisation du programme commun, à condition de ne pas employer « le ton de la polémique qui dessert la qualité de l'union de la gauche. »

Au micro de France-Inter, le président du Mouvement des radicaux de gauche avait, auparavant, déclaré :

« Si, au sein de la gauche, des divergences institutionnelles existent, c'est-à-dire se poursuivent, cela pourrait devenir grave. C'est la raison pour laquelle les radicaux de gauche veulent une solution rapide [et] la clôture des débats [sur l'actualisation du programme commun]. (...) « Nous devons parvenir à un accord, mais à un bon accord. Nous ne signons pas un programme qui ne correspondrait pas à ce que nous pensons. (...) Lors des travaux préparatoires nous avons fait adopter par nos partisans toute une série de propositions qui nous

paraissent importantes. (...) Le programme commun version 1977 porte l'empreinte radicale. (...) Nous nous faisons beaucoup d'angoisses à l'idée de la rupture et du blocage [mais] des divergences d'ordre politique qui devront être franchies au sommet. »

Pour M. Fabre, il y aurait « énormément » à gagner à tenir au programme commun de 1972 ou si l'on entendait les désaccords. Analysant ces derniers, il a estimé que le problème de la défense avait « mal posé ». « Nous arriverons, sur ce point, à un accord », a-t-il affirmé. A son avis, il en ira de même pour la hiérarchie des salaires. Reste, a-t-il ajouté, le problème du chômage. « Nous ne pourrions cautionner, a-t-il affirmé, un document qui, par le jeu des nationalisations, mettrait en danger l'emploi », sur ce point nous serons intransigeants. »

Commentant l'article de M. Roland Leroy (le Monde du 24 août), M. Fabre déclarait : « Il y a cinq ans que nous avons rompu avec ceux qui étaient partisans d'une alliance avec la droite. Si cela ne suffit pas pour que l'on nous considère comme « mal posé », sur ce point nous serons intransigeants. (...) A gauche, il y a un rapport de forces. Les socialistes sont devenus les plus puissants. Cela pose peut-être des problèmes au P.C., qui doit accepter de ne pas être le parti dominant et qui doit être raisonnable et participer au gouvernement à sa place et à sa juste place. »

LA CONCURRENCE L'EMPORTE ENCORE SUR L'UNION

(Suite de la première page.)

Dans cette perspective, l'actualisation du programme commun est devenue la phase préparatoire de la campagne électorale de chaque parti : le sens de la communauté en pâtit quelque peu.

Les communistes, en particulier, n'acceptent pas si facilement d'être « raisonnables » et de « jouer le jeu » en se résignant à ne plus être le parti dominant de la gauche, comme le leur conseille M. Fabre. Pour sa part, le président des radicaux de gauche affirme qu'il sera intransigeant sur la question des nationalisations. Ainsi chaque parti se détermine par la fonction de la concurrence que les opéras au premier tour de scrutin, car il n'y aura probablement pas d'exception à cette règle, comme le déclare M. Georges Marchais.

Reste le second tour qui, lui, détermine la majorité et la minorité : la gauche aurait besoin de préserver la crédibilité du programme commun au moins jusqu'à. Saut si elle n'espère gagner qu'à la faveur d'un mouvement de rejet à l'égard du pouvoir actuel.

ANDRÉ LAURENS.

M. Ségué : il ne saurait être question de consentir demain à la gauche les sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la droite



(Dessin de KONE.)

La C.G.T. est une « organisation indépendante et majeure » et entend « le rester demain avec la gauche au pouvoir » ; dans le cas d'une victoire de l'opposition en 1978, elle « ne cédera ni au renoncement ni au débordement ». C'est ce qu'a affirmé M. Georges Ségué dans une déclaration, mercredi 24 août, à l'A.F.P., en répondant aux propos tenus par Roger Priouret, qui, dans sa lettre ouverte à Georges Marchais, parlait du « contre-pouvoir de la C.G.T. ».

Pour le leader de la C.G.T., ces propos, qui « participent à accréditer l'idée d'une C.G.T. autonome », au parti communiste « nuisent », et M. Ségué les « tient pour injurieux ».

Dans une autre interview, diffusée le même jour sur TF 1, M. Georges Ségué a déclaré : « La gauche n'a pas intérêt à maintenir des questions dans le vague, dans l'ombre. Si elle veut gagner les élections, il faut dire la vérité aux travailleurs et toute la vérité. » Interrogé sur les divergences entre les partis de gauche, M. Ségué a souligné : « Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il s'agit de questions sérieuses (...) et, à ce sujet, je voudrais dire tout de suite aux téléspéculateurs qu'il ne saurait être question, pour la C.G.T., de consentir demain à la gauche les sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la droite. »

« Nous désirons savoir un certain nombre de choses, à poursuivre le dirigeant syndicaliste,

par exemple à quel niveau sera porté le SMIC. Le SMIC, nous l'avons fixé, avec la C.F.D.T., à 2 500 francs au mois d'avril, est absolument évident que nous le majorerons du taux d'augmentation des prix intervenus depuis lors et de celui à venir, c'est-à-dire que le gouvernement de gauche se trouvera placé devant une revendication du SMIC à 2 400 francs. »

A propos des récentes déclarations de M. Edmond Maire au Monde sur une diminution de la durée du travail et une éventuelle réduction des salaires, M. Ségué a affirmé : « Il est très important de réduire la durée du travail, d'augmenter le nombre des jours de congé et d'avancer l'âge ouvrant droit à la retraite, mais, de là à proposer d'éliminer que nous allons accepter des diminutions de salaire dans le cas où l'on réduirait la durée hebdomadaire du travail, comme nous le proposons, il y a une marge. Moi, je m'en tiens à l'accord C.G.T.-C.F.D.T. en cette matière et même à la plate-forme de la C.F.D.T. qui dit : réduction de la durée du travail sans diminution de salaire. »

● ERRATUM. — Une ligne sautée a rendu incompréhensible la fin de la lettre de M. Pierre Menner (le Monde du 25 août). Pierre Cot, écrivain, n'a jamais pris position contre les travailleurs en grève « même pour soutenir un ministre qui était un de ses amis ».

SOLDES jusqu'à **50%** sur fins de séries **20%** sur la collection de **TAPIS** d'origine **IRAN - CHINE CAUCASE** Les Lisses de France 98 bd haussmann Paris 8^e tél. 522 88 25 / 88 68 VELIZY 2 tél. 946 28 36

LES PRIX DU JOUR. POMMES DE TERRE Rég. parisienne, 35 mm vrac 0,45 à 0,65 F le kg TOMATES RONDES Ouest ou Midi, col. 57-67 2,65 à 3,85 F le kg PÊCHES JAUNES Rhône ou Midi, Cat. I, col. B 4,20 à 5,20 F le kg LAITIUES 0,70 à 0,90 F pièces Prix variables en région parisienne Secrétariat d'Etat à la Consommation Commission de Paris

Le dossier scolaire ou les débordements de la pédagogie

Les quatre Airbus de la Eastern Airlines seront mis en « service d'essai » durant six mois sur la ligne New-York-Miami. Les appareils livrés à la compagnie américaine ont dû subir, à la demande de celle-ci, des aménagements intérieurs.

Le Monde DES LIVRES

L'irrésistible ascension de Demouzon

« Loulou, le bonheur c'est un bon polar... »

MOUCHE, le Premier-Né d'Égypte. Un coup pourri. Un titre ? Ça se pourrait. Un parti, à coup sûr.

Demouzon a d'abord écrit, en 1975, un roman-roman. Ça arrive. Il aurait pu persévérer. Ça arrive aussi. De bien belles carrières se font à l'ancienneté.

Il a préféré changer de genre pour faire dans le roman policier : deux en 1976, un en janvier 1977. Curieux, non ? Pas tellement.

Dieu sait si nous aimons le plaisir de lire, cette éducation sentimentale tressée au fil de ces textes qui, pour nous, n'ont pas de prix. C'était hier.

Pour l'heure, un roman-roman s'écrit en trois mois, suragne deux mois, s'il perce, et retourne au néant, un bien grand mot pour le piron. Ce cycle de la pâte à papier s'appelle encore littérature. Les mots creux ont la vie dure.

« Le problème, écrivait Flaubert à Louise Colet, le 31 août 1846, n'est pas de chercher le bonheur, mais d'écrire l'ennui. C'est faisable avec de l'entêtement... »

Il pourrait lui dire à présent : « Loulou, le bonheur, c'est un bon polar... »

Qui n'échangerait n'importe lequel des Percherons bégues de nos grandes lectures contre un Manchette ? Il n'y a plus de genre noble. Voilà pourquoi nous traînons sur les quais, à la pêche aux polars. Au moins, avec eux, on ne s'ennuie pas. Ça nous réveille, ça nous secoue, ça nous bouscule. C'est notre drogue.

Et voilà pourquoi des écrivains s'y sont mis. Dont Demouzon. Mouché, son premier, c'est du béton. Solide étude d'un milieu, le cinéma. Intrigue soignée, genre traquenard-tragédie. Psychologie implacable, hélas ! : Demouzon souffrait encore du syndrome de

Christie, Agatha. Pour son coup d'essai, il tient à nous prouver qu'il peut épouser les motivations jusqu'au trognon. Ce faisant, c'est le lecteur qu'il ris- que de décevoir. Bref, il en fait trop. Parce que, bonnement, la psychologie, dans un polar, on s'en tape. Ce qu'il nous faut, c'est de l'action.

Dans le second, à savoir le *Premier-Né d'Égypte*, nous serons servis. Toujours aussi consciencieux, Demouzon. Il s'est même offert les services d'un expert en balistique, un capitaine, et nous apprenons tout sur les possibilités de reconversion et d'utilisation du MAS 36. Ceux qui s'imaginent qu'il s'agit d'une « chalandonnette » provençale se trompent. C'est un fusil militaire. Servi par un légionnaire retraité, il nous vaut une rafraîchissante série de meurtres. Nous vous recommandons le premier : fameux. Surprise garantie. Et ensuite, ça ne faillit pas. Merci. Soldat Demouzon, vous appelez vite. Nous sommes contents de vous.

Plus qu'une histoire, *Un coup pourri* nous offre la naissance d'un personnage, et, cette fois, c'est gagné. Il s'appelle Nicolas Piacard. C'est un petit privé médiocre, plutôt lâche. Il n'a rien pour lui, ni muscles ni charme. C'est un minable, un mou, juste à notre échelle : un frère. Filiguer ? Il a l'air de ça. Il laisse son 7,65 Manufacture dans l'armoire, sous les serviettes-éponges. Il passe son mois d'août



UNE GÉNÉRATION ENTRE PARENTHÈSES

« L'étrange silence des appelés d'Algérie ».

PENDANT huit ans, plus de deux millions de jeunes Français mirent en pratique de l'autre côté de la Méditerranée ces formules pudiques de la guerre coloniale : « pacification », « maintien de l'ordre ». Au contraire de ses aînés soldats, la génération de la guerre d'Algérie n'a fait, pas de gloire, peu de romans, jamais de récits en fin de banquet. Ni sacrifice, ni geste héroïque, ni révélation : une génération se glisse volontiers dans les parenthèses de l'histoire, se fonde dans l'anonymat.

Jean-Pierre Vittori, « appelé moyen », a fait partie de la griserie routinière et parfois tragique du « maintien de l'ordre ». Lui aussi voulait oublier, jusqu'à ce qu'une réflexion méprisante d'un jeune garçon et l'éclat d'un baroudeur professionnel l'incitent à forger cet étrange mur de silence. Entretenant un « difficile voyage dans la conscience d'une génération », il a interrogé trois cents appelés, lu une centaine d'ouvrages et accumulé une importante documentation.

La dérive du parti socialiste

Ce qui ressort de tous ces témoignages, c'est l'indifférence de la grande masse des Français de métropole, à moins qu'ils ne soient touchés dans leur chair vive (1). Qui prête alors attention dans le grand public, pour prendre quelques exemples, au manifeste des « 121 », à l'appel des déserteurs et insoumis, à la loi du 16 mars 1956, qui attribue les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement Guy Mollet, illustrant ainsi une superbe « dérive » du parti socialiste ? Il est vrai que la grande majorité des médias ne furent guère critiques de la politique algérienne du gouvernement de l'époque et que la plupart des témoins figurèrent dans les huit cabinets qui ont conduit cette « guerre imbécile et sans issue ».

Tandis que, ceux-là pérorèrent, les appelés s'installaient dans la « drôle » de pacification. Pour nombre d'entre eux, elle se présente sous la forme de gardes, d'opérations et de patrouilles d'une nourriture malsaine, de l'ennui. Parfois, un camarade meurt, victime d'un accident ou d'une embuscade, ou par un suicide lors d'une nuit de veille. Les fantasmes perçurent mal, en effet, la nécessité de « défendre la France » et loin de la mère patrie. Certains n'ont qu'à garder les injonctions dont souffrent les Algériens pour se faire une autre idée de la bienveillance de la métropole.

Il y a aussi la torture, avec ce qu'elle entraîne d'endurcissement, de rapide dégradation morale pour ceux qui s'y prêtent. Les protestations — un petit nombre — sont vite étouffées par la hiérarchie militaire, et les rapports relevant les services sont mis sous le boisseau par l'autorité politique.

Appelés « ordinaires », prisonniers du F.L.N., insoumis, tortionnaires, ou mutins en réplique au putsch des généraux, beaucoup sont revenus traumatisés, et leurs proches répètent toujours la même phrase : « Il a changé, c'est pas croyable. » « Blessés », « bousillés », professionnellement, affectivement ou physiquement. Et tous se retrouvent pour conclure : « Il n'y a pas de quoi se vanter... »

Le « voyage » de Jean-Pierre Vittori éclaire l'étrange silence de ceux qui firent une guerre coloniale. Il est aussi une piste marquée à l'usage des jeunes générations.

BERNARD ALLIOT.

(1) Jean-Pierre Vittori cite une note officielle selon laquelle il y aurait eu 25 664 jeunes prisonniers ou disparus en Algérie.

* NOUS, LES APPELÉS D'ALGÉRIE, de Jean-Pierre Vittori. Éditions Stock, 318 pages, 38 F.

à Paris, comme tout le monde, c'est tellement plus tranquille. Enfin, il voudrait bien. Et s'il enquête, c'est sans enthousiasme. Il a raison : il va vraiment en prendre plein la gueule. C'est l'anti-héros, sans envergure et sans illusions, un gentil. Et qui s'en tire, en fin de course.

Demouzon aussi. Il a gagné son pari. C'est que ça n'était pas couru d'avance. Les polars pul- lulent. Allez donc vous faire un nom quand il paraît plus de 300 chaque année que de saints au calendrier.

Oui, c'est gagné. À croire que le goût du travail bien fait et cet entêtement, dont parle Flaubert, finissent par payer.

CLAUDE COURCHAY.

* MOUCHE, LE PREMIER-NÉ D'ÉGYPTÉ ET UN COUP POURRI, de Demouzon. Flammarion, 18 F. chaque volume.

Le féminisme depuis le Moyen Âge

« Une histoire de femmes françaises d'Héloïse au M.L.F. ».

BELLE gageure, même en cinq cents grandes pages, de s'enfermer dans un volume tout acte, tout œuvre « posant » comme conflictuel le rapport entre les deux sexes, l'annulant ou « tendant à le modifier ». C'est donc de la protestation féminine, même inconséquente, qu'il est question. Mais sans que la condition concrète, sociale, soit oubliée. Histoire de la Française en tant que femme, venant après le précédent *Féminisme*, de Françoise d'Eaubonne (1).

Fait marquant — surtout chez cet éditeur l'un des deux auteurs est un homme. Tous deux refusent de considérer la complémentarité comme égalité et ils refusent de juger : au nom de quels critères qui ne seraient pas marqués par une civilisation dominée par l'homme le pourrait-on ? Constantement ils juxtaposent les données de la vie féminine d'une époque à l'image qu'en offre la littérature.

Le féminisme du Moyen Âge et de la Renaissance ? Élitiste, incontestablement. Les émancipées ne sont, soit par leur haute naissance jointe à la science (Héloïse ou Christine de Pisan), ou par leur audace, comme certaines courtisanes. Mais le sort des filles, sœurs, épouses, mères, va de mal en pis : entre 1490 et la fin du siècle suivant, les salaires de l'ouvrière compa- rée à ceux de l'ouvrier passent des trois quarts à la moitié : c'est que la main-d'œuvre féminine devient plus nombreuse. Cette misère rendra très longtemps illustres les belles intentions d'instruire les filles : dans le Dauphiné, à la veille de la Révolution, 16 % des filles savent lire.

L'âge classique n'arrange donc rien, malgré les Fénelons, qui rénovent la langue et les mœurs, malgré les femmes de science et

de salon, qui font les réputations et les académies. Le développement des manufactures fait passer l'autorité masculine de la vie de famille à celle du métier. Pendant le Siècle des Lumières, un tiers des enfants qui naissent à Paris (le chiffre paraît énorme) sont abandonnés : la capitale compte 150 000 femmes célibataires, dont 30 000 sont recensées, comme prostituées et menacées de déportation. Dans les papeteries, les manufactures de textile ou de tapisserie, dans l'artisanat de luxe aussi, les femmes gagnent à peine quand l'homme en gagne 10.

Nous le savons à présent, la grande Révolution, abolissant les corporations sans les remplacer, a livré les ouvrières plus encore que les ouvriers à l'arbitraire patronal, qui abolira aux « ateliers-cercueils » du siècle de la

Commune ont partagé prison, déportation, procès et sévices des combattants. Mais l'armée des droits des femmes n'ont guère progressé. Et les plus misogynes des théologiens n'atteignent pas à la synchrone de Prondhon. Pour lui, socialisme et anarchisme doivent rejeter toutes les féministes. Et les féministes, pour se « faire admettre », rejettent leur féminité.

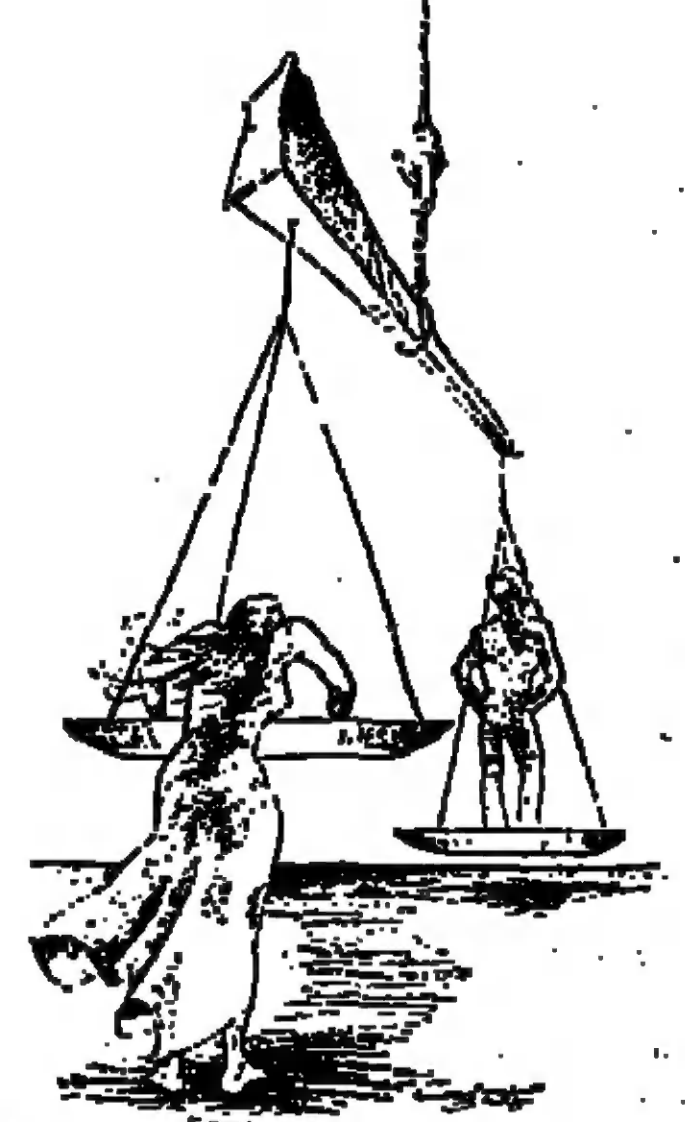
C'est du déni de justice jacobin envers les montagnardes qu'est né le premier mouvement féministe de masse. Il s'est groupé autour des saluts-simulacres (archi-parenthésieux pour distribuer l'égalité, prodiges en revanche en danger de « culte de la femme »). Fourier, lui, a le premier poussé l'idée d'égalité jusqu'à ses conséquences sociales et érotiques, mais en politique pas tout à fait. Flora Tristan, en revanche, fut la première à poser le vrai problème (et les auteurs ont tort de croire que l'idée de « l'exploitée par la capitale » et par l'époux a daté de 1911) : Les femmes doivent lutter avec la classe la plus opprimée, mais aussi, à l'intérieur d'elle, pour les droits spécifiques féminins.

Pour les auteurs le féminisme contemporain commence en 1945. Ils étudient à la loupe les luttes avant, pendant et après 1968 et les prises de conscience diverses à partir de la publication du *Deuxième sexe*, de Simone de Beauvoir.

Livre orienté, parfois partial (Molière, entre autres, mériterait une analyse plus subtile), mais fidèle à ses ambitions déclarées. Pour connaître le sort des femmes au long de notre histoire et jusqu'à ce que nous vivons, c'est un guide clair, documenté, agréable à lire. Quinze siècles, un volume... qui dit mieux ? Indispensable manuel d'histoire au féminin.

DOMINIQUE DESANTI.

* HISTOIRE DU FÉMINISME FRANÇAIS, de Marie Albiat et Daniel Arnegache, 598 p. Ed. des Femmes, 60 F.



(Dessin de J.-P. CAGNAT.)

grande industrie. Les Jacobins n'ont pas été plus féministes que leurs arrière-petits-fils communaux : Olympe de Gouges, auteur d'une *Déclaration des droits de la femme*, monte à l'échafaud ; les combattantes de

Du littéraire au politique

UNE RENTRÉE MONSTRUEUSE

LES tables vont plier et les critiques gémir : la rentrée s'annonce monstrueuse. Il n'y a jamais eu autant de livres. Au flot romanesque que font couler chaque année les prix littéraires se superpose la vague rouge, blanche, noire que gonflent déjà les prochaines élections. En outre, de crainte que les Français, de janvier à mars, ne s'intéressent qu'à la politique, les éditeurs se hâtent de sortir tout ce qu'ils ont de sérieux et de bon. Après un tel effort, les mois d'hiver risquent d'être creux comme ceux de l'année passée, où la petite fièvre des municipales avait asséché la production : elle n'avait revalorisé, fleurissante, qu'avec le retour du printemps.

MAIS, pour l'instant, c'est la pléthore. Les romans, on en attend comme d'habitude une bonne centaine dans les deux mois qui viennent. Ils commencent à tomber goutte à goutte. Une jeune inconnue, Claire Bonnafe, dont parle ci-dessous Pierre Kyria, donne le coup de départ. Pourtant, à l'inverse de la saison dernière, les débutants ne sont pas en majorité : une trentaine contre les cinquante au moins qui furent lancés en 1976. Parmi eux, du haut en bas de l'échelle, résonnent deux noms singuliers : l'ancien ministre des affaires étrangères Michel Jobert abandonne ses Mémoires pour écrire une histoire d'amour ; Pierre Goldman imagine un héros qui veut devenir criminel pour être condamné à mort.

Ce sont les romanciers chevronnés qui forment le plus gros de la cohorte : Max Gallo, Gilbert Cesbron, Pierre-Jean Rémy, Roger Bordier, Alphonse Boudard, Emmanuel Roblès, Camille Bourmiquel, André Chamson... D'un automne à l'autre, on s'attend à retrouver leur nom. Quelques-uns, qui ont plus récemment mordu à la création littéraire, adoptent un rythme régulier : Régis Debray, Didier Martin, Jeanne Duranteau, Jeanne Champlon. Yves Navarre, lui, ne s'arrête plus : un roman en avril, un roman en septembre. Certains, plus rares, arrachent un « ah ! » de satisfaction : Anne Phillips, Pierre Bougeade, Angelo Rinaldi. Des retours inattendus se produisent : Julien Green, Albert Memmi, André Wurmser. On les croyait atelés à fouiller leurs souvenirs, à méditer sur leur condition, à scruter les œuvres d'autrui ou les soubresauts de l'actualité. Ils se remettent à conter.

par Jacqueline Piatier

Il est difficile, d'après les seuls critères d'insérer ou les quelques pages qu'on a feuilletées des livres en épreuves, de repérer les sujets dans l'air. Mais, tout de même, voici trois romanciers qui rêvent des délices de la paternité : André Wurmser invente un enfant naturel, retrouvé, à cet « académicien encore vert », qui en verra sa vie bouleversée. Francis André Burquet imagine la tendre intimité qu'il aura avec sa fille en l'an 2004. Gérard Guégand auréole d'une merveilleuse complicité le tour de France qu'entreprendent ensemble un père et son fils. Cette rencontre d'inspirations signifie-t-elle qu'une revanche est à prendre ou à espérer dans une relation plutôt dégradée ?

Un autre thème, plutôt prévisible celui-là : l'avènement au pouvoir de la gauche. Visions noires, visions roses, réalistes ou toutiques. Un jeune journaliste, Michel Butel, fait là-dessus ses premières armes. Un économiste masqué d'un pseudonyme se risque sur le même terrain, et Alfred Fabre-Luce signe les *Cent jours de Mitterrand*.

Est-ce à dire que la politique envahit le roman ? On la retrouve certes à plus d'un tournant et, parfois, au service de l'humour. Mais la quête initiatrice, le romantisme, le fantastique surtout, avec Pierrette Fleutiaux, Christian Charrière et bien des moins de trente ans, ne perdent pas leurs droits. Ni la satire sociale, ni le roman de mœurs.

Tant de noms, tant de registres, tant d'histoires... Et peut-être que l'événement le plus important de la rentrée sur le plan littéraire, c'est la suite que, dans *Archives du Nord*, Marguerite Yourcenar donne à ses *Souvenirs pleurs*. A moins que les wagnériens, les nietzschéens, ne se réjouissent encore davantage de la traduction du *Journal* de Cosima Wagner, qui commence.

TOUTES ces voix, proches ou lointaines, seront-elles perçues dans le bruit que font déjà leaders, observateurs, historiens de la vie politique ? François Mitterrand présente un montage de ses discours, réflexions, déclarations, articles depuis la fin de la guerre. Georges Marchais fourbit ses *Réponses*. Pierre Mauroy se livre pour la première fois au public à travers la magnétophone. La majorité, en revanche, reste étonnamment silencieuse. Laissez-elle porter les coups à son principal adversaire par d'anciens et glorieux membres du parti communiste qui ont rompu avec lui ? Charles Tillon, Auguste Lécœur, qui furent tous deux ministres ?

(Lire la suite page 10.)

Les vertiges du baroque

« Visions et évocations dans l'étrange ».

« JE porte en moi un certain désir des choses inexistantes », notait Gabriel Fauré : voilà qui aurait pu servir d'épigraphe au premier roman de Claire Bonnafe, *Le Bruit de la mer*, tant l'auteur a pris goût à y réinventer le réel aux couleurs du baroque.

Un Etat tout-puissant où les « gens du palais » qui ont devoir de porter un masque, aussi léger soit-il, imposent leurs lois à une cohorte de « sans-masques », peuple laborieux, nothade, miséreux, perdu sur de grands territoires : des personnages énigmatiques qui répondent aux noms de Marine, Simiane, Ophélie, etc. ; la nostalgie d'une impossible liberté symbolisée par le littoral marin interdit aux figures de la caste dominante : un tapis-félicie, sage d'indépendance ; des gestes fous, des questions obsédantes, des mots porteurs d'ombre... Nous voici embarqués, à la suite d'une jeune femme nommée Cléa, la narratrice, pour un subtil voyage aux frontières de l'étrange.

Le voyage n'est pas gratuit, cependant. Cléa, s'échappant de sa prison dorée, veut découvrir le chemin perdu qui mène à la mer pour retrouver un foi état d'innocence, autant dire sa propre vérité. Quand elle y parviendra, elle saura qu'elle est née de la volonté passionnée de sa mère, violente et libre, et pourra renier la crépusculaire filiation du père, en qui s'incarnent l'au-

torité et la contrainte. Si elle revient vers l'étrange royaume condamné, c'est à bord d'un navire sans nom qui ont pris refuge les contestataires de l'ordre établi, tous ceux qui ont en quelque sorte choisi les lois non écrites invagées par Antigone. Elle a, dès lors, pris juste mesure de l'absence et morbide pouvoir qui cherchait à la briser ; sa fragilité ne sera plus fragilité ; elle n'oubliera pas le chemin du « territoire secret » où l'on peut être heureux, à visage découvert.

Œuvre insolite et souvent attachante, *Le Bruit de la mer* concilie le charme frôleur de quelque « fête secrète » échappée du Grand Meauland et les interrogations anxieuses d'un livre comme le *Désert des Tortures*. Mais point n'est besoin de trouver à Claire Bonnafe de prestigieuses parentèles : elle a son originalité propre. On regrettera d'autant plus les clichés et les négligences qui viennent émailler son texte. La « peau couleur d'ambre », les « cheveux couleur de soleil », les « yeux verts pareils à des pierres précieuses », ce sont là de bien piètres images dans une si belle recherche. L'enchevêtrement mécanique et convenu des épithètes casse par trop le rythme volontairement lisse et serein du récit. Moins que tout autre genre, le fantastique tolère les habiles approximations d'écriture.

PIERRE KYRIA.

* LE BRUIT DE LA MER, de Claire Bonnafe, Éditions Seuil, 190 pages, 39 F.

صكنا من الأصل

Une rentrée monstrueuse

(Suite de la page 9.)

Le premier publie ses Mémoires, le second lance un réquisitoire que recouperont les souvenirs d'un militant plus humble, Roger Pannequin. Scissions d'antan et de vétérans, dira-t-on. Mais des révoltes identiques se produisent avant mai 1968 chez les étudiants communistes, assure Philippe Robrieux, qui fut le secrétaire de leur organisation.

La gauche ne reçoit donc pas que des fleurs, mais c'est sur elle, sur ses hommes d'aujourd'hui et d'hier, sur ses expériences du pouvoir antérieures, qu'on se penche : Cartel des gauches, Front populaire. Par tous les éditeurs, les journalistes politiques sont requis pour tracer les portraits des nouveaux socialistes, des nouveaux communistes, de l'« eurocommunisme ». Et Léon Blum, par les soins de Jean Lacouture, qui a écrit sa biographie, préside à la marche en avant de son parti.

DANS cette avant-veille électorale une attention particulière est portée aux phénomènes de société : histoire et évolution de la famille, manifestations de la violence, misère des immigrés, espoir de « changer la mort » (Pierre Viannson-Ponté en discute avec le professeur Léon Schwarzenberg), dénonciations des méthodes de la justice, de la police, présentation du mouvement « Punk », qui séduit à présent la jeunesse. Les uns dressent des constats, les autres échauffent des rêves : deux heures de travail par jour est-ce possible ? se demande un groupe de sociologues. Sous la houlette de Jean-François Bizot, l'ancienne équipe d'Actualité imagine le monde de demain dans un *Almanach 1978*, mi-sérieux, mi-humoristique.

Jean-François Revel, pour sa part, détecte, insidieuse, une « nouvelle censure » : on ne discute plus des idées, on jette l'opprobre sur elles. Cet appel au réveil de l'esprit critique le rapproche-t-il des « nouveaux philosophes » ? Ou en sont-ils, ceux-là, après le tintamarre qu'ils ont déclenché au printemps ? Ils se tiennent cois ou virent à la littérature : Jean-Paul Dollé hume l'odeur de la France. Un seul se dresse sur plusieurs scènes à la fois : Jean-Marie Benoist. Il promet ici un essai, il ouvre là une collection au programme de laquelle il figure, dans l'immédiat il rompt des lances avec Jean Elieinstein, qui

lui en remonte en fait d'ubiquité. Cet historien communiste se retrouve chez trois éditeurs à la fois. Il répond au pamphlet de Jean-Marie Benoist, compose un *Prélude à la France socialiste*, envoie une *Lettre ouverte aux citoyens de la République du programme commun*.

Des penseurs plus éloignés de la mêlée proposent leurs remèdes ou leurs analyses : Denis de Rougemont préconise l'éclatement des États en des communautés assez petites pour que l'homme les contrôle ; Léopold Sedar Senghor inventorie les richesses que la « négritude » peut apporter à la « civilisation de l'universel » ; Jacques Ellul démonte le *Système technocratique*. D'autres voix de philosophes montent, plus frassantes ou plus éthérées : Jean-François Lyotard, Vladimir Jankélévitch.

DES livres graves ont cependant leur place dans ce concert assourdissant : une *Histoire de la grosse*, en deux tomes, de Charles Furet ; celle, en deux tomes également, de l'Alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry, par François Furet et Jacques Ozouf. Une énorme œuvre collective est entreprise : l'*Histoire économique et sociale du monde*. Des hommes illustres, totalement en dehors des problèmes du jour, ressuscitent : Julien l'Apostat, ranimé par Benoist-Méchin, Alexandre le Grand par Roger Peyrefitte, Kafka qu'on retrouve dans des lettres à sa sœur Otta, tandis que se confessaient et se désolèrent quelques contemporains : Hervé Alphand, Kurt Waldheim, Alain Touraine.

Morts ou vivants, des écrivains étrangers majeurs tentent de se frayer une voie : du romancier anglais Anthony Burgess, après sa *Symphonie Napoléon*, voici une vie du Christ, de Fabio Merula une nouvelle traduction du *Chant général*, de Saul Bellow le récit de son voyage à Jérusalem, de Juan Goytisolo une nouvelle satire de l'hispanité. Cependant que les *Envoies*, de Witold Gombrowicz, publiés cet été par le Monde en feuilleton, commencent en librairie une autre carrière.

JACQUELINE PIATIER.

* Tous ces livres, romans, documents, essais, seront annoncés dès qu'ils seront en vente. C'est pourquoi nous ne donnons ici ni leur titre précis ni leur éditeur.

roman

Le nègre de soi-même

● Réentendre sa voix quand on a longtemps « doublé » celle des autres.

HÉLÈNE est une femme « nègre ». Elle écrit des livres que d'autres signent. Mais pour être mercenaire, on n'est pas moins femme. Et la femme, chez Hélène, n'est pas seulement, peut-être parce que l'auteur n'est pas satisfait.

Elle retrouve Pierre, qui fut son premier amour d'adolescence en Savoie et qui est devenu un « roi du prêt-à-porter féminin ». C'est bien à la boutonnière. Résidence secondaire. Mariage raté, mais grande expérience de la psychologie incertaine des femmes.

C'est le « revenez-y », d'autant que chez Pierre l'image d'Hélène ne s'était jamais tout à fait évanouie, matérialisée au fronton de sa firme par la marque « Hélène ».

Hélène s'emploie à le « dégrader ». Lui s'épuise à l'éblouir. Jusqu'au jour où elle écrit, pour lui, l'histoire de sa résistible ascension d'enfant pauvre parvenu à la gloire et à la richesse. C'est la féerie. Une fois de plus,

elle est dégoûtée du fruit de son travail, de l'auréole de son talent. Alors, elle décide d'écrire pour elle. Elle sera son propre « nègre ». Car un auteur est-il autre chose que le scripteur et le décripteur de cet autre, inconnu, qui est en soi.

L'amour n'y survit pas. Mais qu'est-ce que l'amour, sinon un passage, un répit on un incendie, entre deux métamorphoses ? Une manière de brûler l'herbe entre deux saisons.

Brunette Maure, l'auteur de ce premier roman qui fait figure de libération, paraît avoir en une vie qui s'identifie à celle de son héroïne. Du moins pour ce qui est de la négativité.

Elle sait voir avec acuité, épingle avec férocité, transcrit avec justesse.

Il lui reste à oublier tout à fait son passé de « nègre » habillé à fleur de histoire.

Et, puisqu'elle a déjà l'audace de briser ses chaînes sociales, à se dévêtir également de celles, plus pernicieuses, d'une écriture qui vise à l'efficacité plus qu'à l'aveuglement.

P. M.

* DE QUEL AMOUR BLESSE, d'Angèle Maure. Ed. Ramsay, 302 pages, 45 F.

humour

Petit florilège san-antonien



sciences humaines

Le culte du cargo

ON commence à avoir que les cultes du cargo, qui s'observent dans les îles mélanésiennes, constituent une expression moderne et un peu bizarre de la grande coulée millénariste. Ces cultes ont fait leur apparition après l'arrivée des Blancs et revêtent des formes déconcertantes : un prophète annonce qu'un cataclysme va se déclencher, entraînant le monde et inaugurant le « millénium », c'est-à-dire le règne de la félicité éternelle. Dans l'attente de la fin du monde, les populations se préparent par recevoir les biens que les dieux vont leur livrer, ces marchandises désignées sous le nom de « cargo ».

Le mérite de Peter Wesley est d'avoir examiné les cultes du cargo dans leur singularité économique et historique. S'il est vrai, en effet, que le thème millénariste est universel, il est aussi commandé par les conditions matérielles qui règnent ici et là. Ainsi le culte du cargo doit-il s'entendre comme la réaction d'une société fragile que l'arrivée des Blancs a vu à la misère, prive de son avenir et de son passé ensemble. L'étude de Peter Wesley est ancienne puisqu'elle a été publiée à Londres en 1957. Depuis, elle a pu être précisée et complétée (par exemple par le livre excellent de Peter Lawrence, *Le culte du cargo* (1), mais elle n'a été ni renforcée ni contestée. C'est pourquoi on peut se féliciter qu'avec trente ans de retard elle soit enfin traduite en français, précédée d'une préface inutilement hargneuse de Michel Pernot.

G. L.

* ELLE SONNERA LA TROMPETTE, de Peter Wesley. Fayot, 316 p., 55 F.

(1) *Le Culte du cargo*, Peter Lawrence, Fayard (1974).

la vie littéraire

Sur le dandysme

« Chateaubriand, partant pour l'Angleterre, en 1792, joue et perd 8 500 F sur les 10 500 que sa famille avait réunis à grand-peine. C'est dans le jeu surtout que l'argent se révèle sans valeur, du moins pour le dandy qui, s'abîme excité, selon le mot de Byron, « préfère les émotions aux guinées et aux francs », écrit Roger Kempf dans son essai *Dandies, Baudelaire et Cie*. (La Seuil.)

Roger Kempf, qui a récemment publié une étude sur les mœurs dans les romans de Balzac et Flaubert notamment, *Mœurs, ethnologie et fiction* (La Seuil), examine ici les manières du dandy : « Un culte de la différence, dit-il, dans le sillage de l'uniforme. » Tandis que s'accumule le capital, et que triomphe la quantité, le dandy défend, de manière provocante, sa singularité. Cependant, son insolence ne va pas jusqu'à la rupture avec une société qui lui fait horreur. Il y prend seulement ses distances. Intéressant, mais trop souvent laborieux, l'essai de Roger Kempf manque de la désinvolture et du ton qui auraient convenu à un tel sujet. On peut regretter qu'il n'ait pas écrit sur le dandysme un livre « dandy ».

Esopo et son valet de chambre

« Firmin ! Allez au marché acheter ce qu'il y a de meilleur pour le dîner. — Bien, M. Esopo. — Plus tard : « Quel est ce que c'est ? — De la langue, maître. — Alors, allez me chercher ce qu'il y a de pire. — Oui, maître. — Retour de Firmin, content de lui. — Mais c'est encore de la langue ! », s'écrit son patron. « Bien sûr, maître ! », répond l'autre, qui connaît ses classiques.

Si ça vous fait rire, parcourez donc la *Philo* en bandes dessinées, de Denis Huisman, pour les textes, et Martin Barthomieu, pour les dessins (Hachette).

« Denis Huisman est allé aussi loin que possible », aurait déclaré Jean Guillon pour louer la clarté de ce livre et ses efforts de vulgarisation philosophique. L'académicien ne pensait sans doute pas si bien dire : il est en effet difficile d'aller « plus loin », dans la simple vulgarité. Firmin avait raison : la meilleure et la pire des choses, cette langue...

Torture de masse

Georges Condominas est l'un de nos meilleurs anthropologues, et on ne le sait pas assez. Parce que l'auteur de *Nous avons mangé la forêt*, à la fois d'écrire une langue *l'impide* et *vivante*, plutôt qu'un dialecte, et de s'implémenter dans une culture éloignée, plutôt que de théoriser proches, il n'a pas les faveurs de la mode.

Pour ces raisons et quelques autres, dont tout simplement le plaisir de lire, il faut redécouvrir *L'extotique* est *quodidit*, paru en 1955 et récemment réédité dans la collection « Terra humaine » (Plon), où Georges Condominas étudie et « célèbre » les populations Mngong Gar d'Indochine, dont il a partagé la vie de 1948 à 1950. Ce « métissage culturel » le conduit à s'interroger sur son propre statut d'Eurasien.

Écrits dix ans plus tard, une émouvante postface dresse le « constat de décès » du groupe ethnique traditionnel des Mngong, décliné par la guerre du Vietnam. Elle ôtera leurs illusions, par le récit des atrocités commises, à ceux qui en avaient encore sur les Américains, inventeurs de « la torture de masse à distance ».

Castoriadis contre Lacan.

A en croire Comélus Castoriadis, l'influence de Jacques Lacan sur le mouvement psychanalytique français est des plus néfastes. Il s'en explique dans une longue et vigoureuse étude : *La Psychanalyse, projet et étiquette*, parue dans la revue du Quatrième Groupe : *Topique* (N° 18).

Commentant et corrigeant sur de nombreux points l'essai du psychanalyste lacanien François Roustang : *Un destin si funeste* (Ed. de Minuit), Castoriadis s'en prend successivement aux « éduces à durée variable », à la relation hautaine (pour le moins...) que Lacan entretient avec ses disciples et son public, aux fics de sa parole ou de son écriture platement imités par ses élèves, à sa conception de la Maîtrise et de la Loi. La « maîtrise » n'existe pas : le « maître n'est jamais qu'un baudouche », écrit Castoriadis, qui observe encore que ce mépris de Lacan pour ses disciples n'a peut-être d'autre source psychique que celui où il se tient lui-même.

société

LA FRANCE CONTEMPORAINE sous le regard d'un historien

● Les trente dernières années de la société française.

ON ne compte plus les livres qui ont fleuri ces printemps sur la France contemporaine. L'historien, à la différence de l'essayiste, ne cherche pas à démontrer. Il se contente de montrer. Moins brillant d'apparence, il est plus ouvert et laisse infiniment plus de liberté au lecteur. Non qu'il n'y ait quelque part pris dans les *Francis 1945-1975* de Gérard Vincent. Ce professeur de l'Institut d'études politiques de Paris reconnaît d'ailleurs le caractère « lacunaire et contestable » (...) quant aux événements retenus comme significatifs de l'histoire de cette société française.

Insolence ou anachronisme à une époque où les enseignés rétentent « l'histoire date », la première partie de cet ouvrage est en effet consacrée à une triple

chronologie, politique, économique et sociale, culturelle, chacune avec son temps propre et sa relative autonomie. N'est-il pas surprenant que les années politiquement mouvementées (1958 et la mort de la IV^e République ; 1960 et l'émergence du problème algérien ; 1965 et la première élection présidentielle au suffrage universel) aient été sur le plan social les plus calmes ; ou encore que l'apparition de nouvelles normes de narrativité du roman — que l'on peut dater de 1947 avec la publication de *Murphy*, premier roman de Samuel Beckett — précède de vingt ans « la révolution culturelle de mai 1968 » ?

Mais cette chronologie ne serait qu'un ouvrage de référence supplémentaire — ce qui n'est pas négligeable — si n'y était adjointe une étude des structures de la société française.

La perpétuation de la classe dominante

On a longtemps pensé qu'en changeant l'école on changerait la société. « L'explosion scolaire a eu lieu. C'est la fin des illusions. » Sans doute y a-t-il eu une très forte mobilité structurelle : la répartition des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction des pères et des fils selon les catégories professionnelles est très différente. Et même si les écarts entre les revenus se sont maintenus, tous se sont enrichis. Mais « la strate supérieure de la classe dominante » n'a guère changé. Comme le prévoyait déjà Emile Durkheim, « la reproduction

humour

Petit florilège
san-antonien

(Dessin de PLANTU.)

FRUSTRÉ

Ma vraie vocation, c'était d'aligner des trucs de douze pieds au lieu de flanquer mon pied dans le soubassement de mes contemporains.

J'aurais fait rimer des mots qui ne riment pas à grand-chose et qu'on aurait publiés dans des revues hermétiques comme des boîtes à sardines, j'aurais eu un triomphe, j'aurais appris à m'examiner le nombril devant mon miroir à glace, j'aurais calé des baronnes. Les vieilles dames m'auraient appelé « maître » et les jeunes gens « vieux con » ; bref, j'aurais été quelqu'un et, en ce moment où le jour se lève sur un nouveau mystère de ma carrière de flic, je serais en train d'effleurir un auditoire avec des imparfaits du subjonctif.

Passez-moi la Joconde, p. 54.

A BAS LES PERRUQUES !

Note pour les puristes : je sais que cette phrase est grammaticalement incorrecte (N.D.R.), mais je la trouve plus vivante ainsi. D'ailleurs, je me fous de la grammaire comme de ma première culotte bateau, vous avez dû vous en apercevoir déjà ! Que ceux qui sont contre la syntaxe à la production me contactent. L'avenir du langage, c'est moi ! Je suis le Jules Verne du vocabulaire !

N.D.R. — Mais non ! Même pas !

En long, en large et en travers, p. 46.

FAUT L'OSER...

Seulement, pendant ce temps, les chaudes plates refroidiraient. Et comme disait un dominicain : il faut battre le frère pendant qu'il est chaud (1).

(1) En être réduit à ça, c'est scandaleux. Mais j'aurais forcé, c'est dans mon contrat avec le Fleuve. Je leur dois cent calembours classiques par ouvrages. Ces à-peu-près sont destinés aux lecteurs de la catégorie « petit c. ». Car, comme le disait Chénier : il faut de l'os pour rimer un monde.

J'ai essayé : on peut l, p. 118.

Dés qu'elle est entrée je me grouille de l'échapper afin de ne pas être en reste. Sous sa robe de chambre elle porte un soutien-George VI écossais et un cache-Sussex écossais. Va falloir que je me tienne à carreaux (1).

(1) Ne riez pas, j'en ai fait de plus mauvais ! Ne serait-ce que celui de la Monnaie d'or qui faisait ballon parce que son mari lui avait dit qu'elle pouvait se l'arrondir. San-Antonio chez les Mac, p. 54.

LITTÉRATURE

« Hé ! les petites Frailles ! » hété-jé. J'ai l'air (ou j'héjale) d'un aphone préjudant à son après-midi (1). Un babillement de mouche mobiliserait davantage l'attention de ces deux bougresses.

(1) Ne cherchez pas à comprendre : on pige tout de suite ou pas. Et puis d'ailleurs elle est insipide !

Appelez-moi chérie, p. 178.

STYLISTIQUE

Je me consacre alors à l'examen de Thibaudin. C'est un grand vieillard gris. Quand je dis qu'il est gris, ce n'est pas une image mais une description réelle. Il est grand, maigre, décharné, osseux... Il a la peau grise, les cheveux et la moustache gris, une chemise grise, un costar gris, une cravate grise, des souliers gris, et pour se gratter, il se met sûrement de longs gants gris (1).

(1) Bien que ce jeu de mots se suffise à lui-même, je me permets d'attirer votre attention sur lui. Il serait dommage qu'une lecture hâtive vous empêche de savourer une telle promesse de style (N.D.R.).

(N.D.R. à l'usage des jeunes générations : cherchez « onguent gris » dans un vieux dictionnaire de médecine.)

Le Secret de Polichinelle, p. 42.

PHILOSOPHIE

L'homme, il se justifie en pensant, alors qu'il ferait mieux de le faire en ne pensant pas. Une vache, ça quoi ? Ça bouffe, ça chie, ça fait des vœux et ça donne du lait. Un point, thars éli ! Ah ! si : ça rumine. Mais pas des souvenirs, pas des pensées, pas des projets : de l'herbe ! Ce qui revient à dire qu'elle bouffe deux fois au lieu de réfléchir. On devrait prendre exemple, les hommes. Remets ton slip, gandolier, p. 164.

lettres étrangères

Mythes et rites de la poésie chinoise

LORSQUE la littérature contemporaine est prise dans le vertige du corps et du sexe ; lorsque l'information qui nous vient de Chine est taillée dans un éconisme rigide, qui lira l'écriture poétique chinoise, de François Cheng ? J'imagine un lecteur qui se placerait là où convergent une expérience étrange et une découverte anthropologique ou sémiologique.

L'expérience ? Il s'agit de ce point où la tension subjective ultime se renverse en un vide dont la neutralité paisible, faite d'ellipses et de sauts, tisse son sens, image, geste ou une trame aussi banale qu'énigmatiquement infinie d'interprétations. Musique du sens. Orient de ce que cherchent dans notre culture les mystiques ou certains textes extrêmes dits encore poétiques.

La découverte ? La civilisation chinoise, par son écriture d'abord, mais par sa poésie surtout, conduirait à sa socialisation la plus répandue, la plus laïque, cette frontière où « sujet » et « objet », « temps » et « espace », « plein » et « vide », se déplient mais aussi s'effacent.

François Cheng lit la poésie chinoise comme quelqu'un qui aurait pu l'écrire : à l'écriture même de langue chinoise. Mais il a en plus la chance et l'audace non seulement d'être un des rares (si ce n'est le seul) Chinois connaissant de la linguistique et de la sémiologie moderne, mais aussi par une interprétation subtile et personnelle de ces outils méthodologiques, d'en faire un guide organiquement approprié à ce domaine. L'œuvre de tant de sinologues occidentaux, trahis par la méthode qui leur sert de « traduction », est ici évitée : le dévoilement des procédés grammaticaux (notamment les ellipses de pronoms personnels, de prépositions, de verbes, etc.) et prosodiques (notamment le parallélisme) comme les correspondances sonores et imagées, constituent l'entrée la plus neutre et, à la longue, la plus fidèle dans cette écriture.

Le second volet de ce travail inséparable de la partie théorique, offre une anthologie de traductions. François Cheng, attentif à l'évolution de l'écriture française moderne, évite l'éternel lamartiniisme, couramment plaqué sur la façade des vers chinois, et par une écriture condensée (participle présent ou passé à la place des formes verbales pléines ; scansion par ponctuation : les « deux points », etc.), déjà utilisée par d'autres (dans la traduction moderne des poèmes de Mao, par exemple), mais qu'il généralise, trouve les équivalents français les plus réussis jusqu'à présent des vers chinois.

« Non pas que j'aime les fleurs
les pots d'en mouir.
Ce que je crains : devant étente,
sècheresse proche !
Les branches chargées se brisent : chute des fleurs en
Tendres bourgeons se consultent
[et l'ouvrent en douceur.]
Tu fu.

On :
« Clair miroir du cœur, reflet ta-
[fuit].
Pourfend le vide aux mondes
[sans nombre].
Miroitant toutes choses, ombres,
[lumière].
Perle errante : ne dehors, ni
[dedans].
Humain Chien.

De ce livre dont la discrétion cache des richesses insoupçonnées, je retiendrais quelques traits propres à l'écriture classique chinoise mais peut-être aussi à certaines écritures-limite de l'Occident.

Les *li-shih* (imitations) mais surtout les *chuan-chi* (questionnaires) des *Tang*, donnent l'étrange impression d'être des formes complexes et achevées d'un art dont nos mots-valises seraient les parents pauvres. Ellipses, jeux avec le son, le graphisme et le sens des mots, imprécision syntaxique qui permet au moins deux lectures — de quoi faire rêver Joyce. Le secret de cette condensation ? — Vous devez combiner trois types d'éléments à la fois (son, image, sens) inhérents à chaque signe écrit en chinois, selon deux principes qui assurent l'unité du jeu ou, si l'on veut, de la sublimation : le souffle rythmique (*chi*) et l'opposition « plein » — « vide » (*li-shih*). L'exercice demanderait quelque chose comme un « homme-orchestre ».

Lois d'être mineure par rapport aux constructions mythiques, la poésie chinoise, souvent, commande les mythes et les rites. Ainsi, des homophones et des onomatopées, instruments de musique (« *sheng* », instrument de musique ; « *tsao-tzu-jube* »), et en les représentant par des objets correspondant... Des « significés », des coutumes même, créés par les jeux des « signifiants » ?

Pouvoir supérieur au royal, éternité défiant le temps, cette écriture ne repose pourtant, et en somme, que sur une « notion » qu'il nous est impossible de saisir dans sa spécificité : le « vide » que François Cheng accentue sans relâche tout au long de son

livre. Si les ellipses et la réverbération des vers parallèles en traient la logique, un vers de Li Po la fait scintiller par la « disparition étonnante » du sujet :
« Les oiseaux s'envolent, disparaissent
Un dernier nuage, ôti, se dissipe
A se contempler infiniment l'un l'autre,
Il ne reste que le mont Révé-
[rencieux]. »
Depuis la révolution de 1912 qui a attaqué, avec la langue écrite, cette poésie classique, n'est-il pas vrai qu'elle reste, actuellement, une curiosité pour

amateur sophistiqué (dont un président désormais momifié) ? Elle n'en résume pas moins le génie d'une langue et d'une écriture. Elle n'en continue pas moins d'alimenter les inventions verbales de tous les Chinois. Pour nous, Européens, elle livre peut-être surtout — telle que nous la découvrons — le magnifique ouvrage de François Cheng — une expérience ultime des signes habitant-traversant l'homme.

JULIA KRISTEVA.

* L'ÉCRITURE POSTIQUE CHINOISE, de François Cheng, suivi d'une anthologie des poèmes des *Tang*. Le Seuil, 288 p., 35 F.

Un marquis sinologue

MARIE-JEAN-LEON, baron d'Hervey de Juchereau, marquis de Saint-Denis, était un homme étrange et d'une culture singulière. Il se consacra à la connaissance et à l'examen de la civilisation chinoise, dans le temps même où il mettait toute sa passion à l'étude de la vie onirique. Ce second aspect de sa personnalité lui valut une première reconnaissance : les surréalistes firent grand cas du livre qu'il avait publié en 1937 : *Les rêves et les moyens de les diriger*.

Il avait mis au point une méthode de domestication des images nocturnes par un système d'associations. Quelques gouttes d'un certain parfum, ou de tel autre, répandues sur son oreiller lui permettaient — affirmait-il — de rêver de telle femme ou de telle autre. Ce livre lui donna une réputation considérable.

D'une famille d'origine irlandaise, Hervey-Saint-Denis (1822-1892), né à Paris, s'inscrit à dix-neuf ans à l'École des langues orientales vivantes, où il suit les cours de chinois et de tartaro-mandchou. Plus tard, il sera, au Collège de France, professeur dans ces deux disciplines. Membre de la Société d'éthnographie, il terminera une carrière studieuse comme président de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Il consacra à la Chine, à son histoire, à sa littérature, de nombreux ouvrages dont le plus important est assurément celui qui est présentement réédité : *Poésies de l'époque des Tang*. Il est hors de doute que ses publications diverses, mais surtout les traductions qu'il fit (dont celles des poèmes de l'époque des Tang), contribuèrent fortement à l'engouement « fin de siècle » pour le fabuleux et lointain Empire. On en trouvera un écho dans les tumultueux ouvrages de Judith Gautier.

Sans doute avons-nous aujourd'hui d'autres conceptions de la poésie, une approche historique différente et de nouvelles méthodes de traduction. Encore faut-il voir les mérites du travail d'Hervey-Saint-Denis. L'introduction, un exposé de l'art poétique et de la prosodie des Chinois, est d'une clarté parfaite. De la même façon que sont sobres et élégantes les traductions qu'il propose. Pour chacun des poètes des septième, huitième et neuvième siècles retenus par lui, Hervey-Saint-Denis propose une notice détaillée et parfaitement informée. Enfin, chaque poème est accompagné de notes et de commentaires.

La vertu de ce livre est de n'avoir pas vieilli. C'est pourquoi il a sa place dans nos bibliothèques.

HUBERT JUIN.

* POÉSIE DE L'ÉPOQUE DES TANG, traduite du chinois et présentée par le marquis d'Hervey-Saint-Denis. Éditions Champ Libre, 320 p., 60 F.

Qui s'intéresserait à la création d'un

MUSÉE DE LA CONSCIENCE ?

ENGELSON, 5, rue Madame-de-Stael
CH. 1201 — GENEVE

LA PENSÉE UNIVERSELLE

Important Editeur Parisien

recherche d'urgence pour création et lancement

de nouvelles collections

manuscrits inédits de romans, poésies, essais

théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un

lancement par presse, radio et télévision.

Adresser manuscrits et C.V.

3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS

Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 48 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

Prix d'Honneur 1977

ANNIE ERNAUX

Ce qu'ils disent
ou rien

GALLIMARD

AVANT TRANSFERT

LA LIBRAIRIE

« LE TEXTE INTEGRAL »

15, rue Beaubien Paris 5ème

278.55.53

liquide tout son stock de livres

REMISE 30 à 50%

de 16h à 19h jusqu'au 30 Août.

مكتبة الأصل

écrits intimes

Nous avons peut-être cessé de mériter Amiel

● Pour la première fois le célèbre « Journal » d'Amiel est intégralement publié. Claude Mauriac, que les volumes du « Temps immobile » situent aussi dans les parages du journal intime, éprouve une légère déception devant cet événement.

HENRI-FRÉDÉRIC AMIEL ne pense qu'à l'œuvre qu'il lui faut écrire, à la gloire qu'il doit conquérir, au bonheur qu'il donnera l'épouse qu'il aura enfin choisie. Mais les années passent et il n'arrive pas à se décider au mariage, il compose quelques mauvais poèmes et quelques rares études. De son métier de professeur d'esthétique, puis de philosophie à la faculté des lettres de Genève, il ne retire aucune satisfaction, étant le premier à se découvrir, là encore et de façon irrémédiable, sans talent.

Inconnu hors de Genève si est, dans sa ville même, méconnu. Personne ne soupçonne un génie dont il doute lui-même. Ignorées des autres, les plus grandes richesses intérieures, si l'on n'est pas un saint ou un sage, sont comme si elles n'étaient pas.

Amiel n'aura donc rien accompli ni écrit, sinon ce journal qu'il a cessé de composer depuis ses dix-huit ans (1839) et qu'il tient quotidiennement à partir de 1847, c'est-à-dire de sa vingt-sixième année. Le 3 août 1880, alors qu'il lui reste moins d'un an à vivre, il écrit :

Qu'importe les 16 300 pages de ce journal ! Une nouvelle de Mérimée, un article de Sainte-Beuve, une lettre de Daudet, comptent davantage, puisqu'ils sont écrits, publiés et d'un style achevé.

Egalé aux plus grands

Nul ne connaît plus Daudet, aujourd'hui, et Amiel est égalé aux plus grands, à Sainte-Beuve, à Mérimée. En 1883-1884 paraissent à Genève des fragments de son journal intime préfacés par Edmond Scherer. Ces deux volumes forment, sans qu'Amiel en ait jamais eu qu'un vague pressentiment, l'œuvre qu'il avait, si longtemps, vainement espérée et qu'il avait désespéré de jamais réussir.

Le succès est immédiat et tel que, dans ses plus belles et ses plus rares minutes d'optimisme, Amiel n'eût pu l'espérer. Caro, Renouvier, Renan, le célèbrent. Puis Paul Bourget, Ferdinand Brunetière, Walter Pater. Et, dans les générations suivantes, Jaurès, Thibaudet, Mauriac... Jacques Rivière peut écrire : « Par son livre peut-être la confiance de se connaître n'a été ressentie

avec autant d'intensité à la fois et de patience. » Et Charles Du Bos, dans celle de ses Approches qu'il lui consacre en 1931 : « La valeur d'Amiel n'est plus en cause : la position qu'il tient est de celles qui se trouvent naturellement à l'abri des fluctuations. »

Dans chaque génération, ajoute Du Bos, Amiel trouvera des lecteurs fidèles parmi ceux qui pratiquent le *Connaiss-toi toi-même*. Et c'est vrai que ma génération encore est fascinée par l'auteur d'un journal qui n'est alors que très partiellement publié.

Psychologue et paysagiste

L'édition Scherer fait toujours autorité. Il faut attendre 1922-1923 pour qu'à Genève, encore, paraisse un autre choix du journal, en trois volumes, par Bernard Bouvier. De 1948 à 1958, Léon Bopp publie, à Genève, toujours, une édition plus complète, en trois volumes, mais encore mutilée. Il faut attendre cette année pour qu'aux éditions de l'Âge d'homme à Lausanne paraisse le premier tome (1839-1851) de l'édition intégrale du *Journal intime* d'Amiel, dans un texte établi et annoté par Philippe M. Monnier avec la collaboration de Pierre Dido. Préfacé par Bernard Gagnebin et Georges Poulet, ce premier volume (annexes, chronologie, répertoire et index compris) compte 1 250 pages (1). Cette nouvelle édition, définitive, comprendra « dix ou onze volumes » (on ne sait pas, le calibrage doit être difficile).

Je l'avais tant espéré, cet Amiel complet, et depuis si longtemps, que j'ose à peine dire ma (légère) déception. Non que nous ne retrouvions l'homme que nous nous imaginions. C'est lui de la (trop) célèbre formule : « Un paysage quelconque est un état d'âme. » Le peintre attentif de la nature que nous avions aimé est là, avec un rien de dénuet qui fait de ses descriptions comme des fautes d'écriture :

Beau clair de lune orange, étude depuis le pont de la Machine. Ici, bleu pâle, large traîne scintillante et dorée tracée par l'indolence courrière, au milieu de tous les reflets plus rougeâtres, des lanternes à gaz... (28 novembre 1849)

Et l'analyste des sensations, des

sentiments, des pensées les plus fugitives. « Je suis né psychologue » (3 décembre 1849). Psychologue et paysagiste. Moraliste, aussi. Avec, c'était inévitable puisqu'on ne coupait plus rien, les vaines notations quotidiennes, emploi du temps, résolutions, réminiscences, regrets, projets. Ressassements jusqu'à l'écœurement et jusqu'au vertige :

Joli emploi de mes plus belles années ! Et retomber toujours sur soi ! Être pour ainsi dire condamné à cet égoïsme honteux et desséchant... ne pas avoir qu'un à aimer fortement, pas un projet de gloire ou de dévouement. Cela est lourd, triste, pauvre.

Allons, cesse de geindre, femmelette ! secoue ta torpueur ; sois actif, si tu ne peux être heureux ! (24 juin 1848).

Un trop long gémissement

Mais il ne cessera de geindre, et nous devons écouter la même plainte toujours recommencée. Un long gémissement. Un mécontentement absolu et continu de soi. Pendant quarante-deux années et 16 300 pages, dont nous n'avons encore, pour les douze premières années, que mille et quelques, et ce serait beaucoup trop, déjà, si nous ne préférons posséder enfin la totalité du texte. Encore que ce soit desservir un écrivain, nous en avons eu une nouvelle preuve, que de publier des notes que leur

auteur aurait été étonné et navré de voir imprimées, alors qu'il les avait écrites, curieusement, à son seul usage.

Le temps ne passe que dans la mesure où il nous détruit. Amiel, espère, d'abord, en pensant à l'avenir qu'il a devant lui, puis désespère à la vue d'un passé de plus en plus lourd. Temps aboli à jamais figé sous le courant trompeur de surface. « Et ma vingt-neuvième année se passera comme une quarantaine » (30 décembre 1848).

La seule bonne fortune

Amiel aura quarante ans en 1861. Quarante-cinq ans en 1866, année dont il se trouve que nous avons, grâce à Léon Bopp, qui l'a publié en 1929 chez Gallimard, le *Journal* complet. Or rien n'a changé pour Amiel que son âge. La plainte est la même, exprimée avec les mêmes mots. « Je vois toujours mieux que je ne fais rien — et que, par conséquent, je ne fais rien — de mon temps, des forces qui me restent, de la vie que j'ai encore à dépenser. » (28 mars 1866.)

Mauvais professeur, toujours ; timide avec les femmes, au point qu'il pouvait écrire, le 14 décembre 1849 : « A vingt-huit ans, n'avoir, comme toi Pythagore, encore écrit sa force à aucune femme... » Amiel a eu peu (il n'a pas eu) d'aventures. Avec celle qu'il appelle Philine, il heurte douze ans et ne fait l'amour, pour la première fois de sa vie, qu'une

seule et unique fois : « J'ai eu, pour la première fois, une bonne fortune, et, franchement, à côté de ce que l'imagination se figure ou se promet, c'est peu de chose. » (6 octobre 1860.) Un mot dit tout, qu'il emploie lui-même, sans référence sexuelle, en 1866 :

Quels états la nature de cette angoisse ! Le sentiment de l'irréparable, des justes sans remède, des impossibilités définitives : le sentiment de l'impuissance aiguë par la comparaison humiliante avec les victorieux d'entre mes amis (Ed. Scherer, Victor Cherbuliez, Marc Monnier). (...) Déflance, perplexité, irrésolution, inquiétude, abattement, pessimisme, toute cette légion du doute est bien la légion acharnée sur moi... (1^{er} mars 1866).

Méprisante Genève

1866. Mais aussi bien 1848. Ou 1876. Comme ce qu'il écrit de « notre ennuyeuse et pédante Genève », qui le méprise et qu'il méprise. « Je demeure étranger à Genève, isolé comme un homme calme au milieu d'hommes passionnés, grise de colères, de rancunes et de rivalités. » (14 janvier 1850.) « Sentiment d'isolement ; combien peu de maisons me sont ouvertes, quel lazaret que notre ville de coïtérés ! Mais, aussi, pourquoi n'être d'aucun cercle ? » (2 novembre 1851.) Et, quinze ans plus tard : « Pourquoi donc m'is-je tellement négligé et délaissé par tout le monde ? Pourquoi ne me demande-t-on pas, ni pour l'Athénée, ni pour l'École de Villet, ni pour le Casino ? Pourquoi me laisse-t-on de côté pour toutes les soirées et bals de la Fushion et de la High Life. Cela me surprend quand j'y réfléchis et que je me compare. » (24 février 1866.)

Une autre attente

Quant à l'essentiel, l'œuvre, il n'est plus question en 1866 d'attendre encore ce qui était sa raison de vivre en 1848 :

Il faut en finir avec la vie de réception, enlever et produire. Conclure et réaliser, c'est-à-dire produire ; et spécialement : cela presse. Tu auras bientôt vingt-sept ans. Ta jeunesse, ta force, doit servir. Si la vie ne doit pas s'employer inutile, si te faut te concentrer sans retard. Tu dois t'imposer une œuvre. Une œuvre !... pas ce soit la pensée de tous les jours. Travaille pendant qu'il est jour ; tu as la responsabilité du talent qui t'a été confié (15 mars 1848).

... le sublime conseil de Proust : « George de Laurois, emprunté à saint Jean (Proust

cite de mémoire et je cite Proust) : « Travaille quand vous avez encore la lumière, car bientôt viendra le nuit où l'on ne peut plus rien faire. » En 1866, Amiel ne peut plus rien espérer : « Senti spécialement mon impuissance. Toute ascension, toute entreprise, toute création me font peur maintenant. Je ne puis plus rien oser, aventurer, tenter. La paresse le désastre à l'appréhension (26 juillet 1866).

Proust s'y reprendra à trois fois pour écrire le même livre, son livre. Amiel, impuissant ou se croyant tel, écrit pour dire son découragement et son désespoir de ne par écrire, l'œuvre qui passionnera Taine, éblouira Renan, émerveillera Tolstoï. Que nous avons tant aimée lorsque nous n'en connaissions que des fragments. Et qui nous déçoit, aujourd'hui, dans la — oh Philippe M. Monnier et Pierre Dido, dans leur travail gigantesque, ont détruit ce qu'Edmond Scherer avait construit : une œuvre dont voici les matériaux bruts.

Si Amiel s'épanouit parfois aux limites du monde (« ravissements intellectuels, échappées lumineuses, pressentiments divinatoires », qu'il évoque le 6 janvier 1851), le plus souvent « il se ressourcille pour moins souffrir ». Sans doute est-ce en cela qu'il nous est devenu étranger. Attentif à lui-même. Par lui-même, par ce rien, fasciné. Charles Du Bos a sans doute raison d'écrire que « dans le monde de la connaissance de soi-même, d'un accès si difficile, Amiel est au premier rang ». Mais ce monde a cessé de nous intéresser dans la mesure où nous attendons moins, hélas, cette connaissance des analyses personnelles, les notes ou celles des autres, que de ce que de nouvelles recherches, à objectifs militaires, nous apprennent d'effroyable sur ce que des interventions extérieures peuvent faire de nous-mêmes. De ce que nous prenons pour nous-mêmes et que nous voyons réduit à une matière malléable : esprits traqués, consciences truquées, on efface tout et on recommence, avec-cet de nouveau et d'inhumain que celui qui a été ainsi lavé ne sait pas qu'il a su.

Amiel existe bien, pourtant, puisqu'il ne tait. Longue et belle conversation intérieure pendant plus de quarante ans continuée. La question est de savoir si Amiel n'a vraiment plus rien à nous apprendre ou si ce n'est pas nous qui avons régressé. Nous avons, peut-être, cessé de mériter Amiel.

CLAUDE MAURIAU.

(*) « Le Journal d'Amiel », édition intégrale, 16 tomes. Diffusion SODIS-C.D.S., 2, rue de Candé, 75006 PARIS. Tome 1, 1 250 pages, 30 francs.

(1) Le second volume doit paraître en octobre.

histoire

Peut-on aimer Poincaré ?

● Georges Wormser retouche le portrait de l'homme d'Etat

POINCARÉ mourut en 1934, à l'âge de soixante-quatorze ans, presque en même temps que son contemporain Barthou, lequel fut, comme on sait, assassiné à Marseille. Au fur et à mesure que les années passent, voici que son image se précise et se transforme. On a de la peine à l'aimer. Ce petit barbu à la voix aigre, extrêmement précis dans le détail, semblait manquer de charisme, de sens social, de dons « charismatiques », de chaleur humaine. Il était le « Sauratrain ». Poincaré-la-guerre (depuis 1916) l'homme qui rit dans les cimetières militaires, l'ennemi de Clemenceau, au surplus ridicule lorsqu'il allait visiter le front avec une casquette dont le seul avantage était de lui permettre le salut militaire. On le dit sans cœur, une pierre remplaçant cet organe (selon Waldeck-Rousseau), ou encore des dossiers (selon Clemenceau).

Et pourtant, dit Louise Weiss, « sa conduite drapée de raison procédait d'un cœur caché ». Depuis les biographies du ba-

tonnier Fernand Payen (son ami), de Jacques Chastenet (qui le vit beaucoup), de Pierre Miquel (qui a fait un solide ouvrage universitaire), de nombreux documents concernant Poincaré sont apparus au grand jour. Pierre Miquel et Jacques Bariéty ont publié le tome XI de ses Mémoires : les thèses qui vont servir à imposer, du même Jacques Bariéty et de Denise Arlaud portant sur la période 1920-1929, aboutissent, par une curieuse « inversion », à grandir sa figure.

On approuve ou on n'approuve pas sa politique. Mais on découvre que ses vues ont été larges, qu'il a mené de front une politique de sécurité et une politique financière, même si elle reflète et continue que son « sérieux » n'a pas été entamé mais « validé ». Plus qu'on ne le croyait, il « échappe » aux définitions. Le « bon élève » qui a obtenu le bâtonnat du barreau parisien, l'Académie française et la présidence de la République encadrée, avant et après la guerre de périodes où il a dirigé le gouvernement, est peut-être un personnage « com- » au sens bergsonien du terme. Il a pourtant marqué durablement son époque.

Georges Wormser vient de contribuer magistralement à cette révision du personnage. Après son excellente *Republique de Clemenceau* (1961) et son attachant *Georges Mandel, homme politique* (1967), on aurait pu

s'attendre à une philippique antipoincariste. On sait que le capitaine de réserve d'infanterie Georges Wormser, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé des lettres, a peine guéri d'une blessure, était entré au cabinet militaire de Poincaré, puis au cabinet de Clemenceau. Il vécut auprès du grand homme, quotidiennement, pendant la glorieuse époque, avec le général Mordacq, Pichon, Jeanneney et surtout Mandel. Lorsque celui-ci fut élu député en novembre 1919, Wormser prit la direction du cabinet. Il resta l'ami du vieillard, veilla sa dépouille mortelle, contribua et contribue encore à maintenir la flamme de la fidélité pour l'homme de la victoire.

Mais, quelles qu'aient été les querelles entre le président de la République et le président du conseil, de dix-huit ans son aîné, quelle que soit l'évidence, la préférence de Wormser pour le terrible et attristant vieillard, l'image qu'il nous présente de Poincaré président de la République est large et sympathique. Il a voulu se borner au *Sépulchre* de Poincaré et il a disposé, outre d'innombrables souvenirs, de lettres inédites et de divers autres documents. La richesse de ce livre pénétrant est extrême et on y puisera bien des aperçus nouveaux sur la guerre.

Ce n'est pas sur la légende poitessienne de Poincaré-la-guerre que nous insisterons. Une fois de plus, Wormser nous montre qu'aucune preuve n'existe d'une volonté délibérée de lancer un conflit pour reconquérir la chère Lorraine. Tout au plus des imprudences, le rappel de Georges Louis et son remplacement par Delcassé à l'ambassade de Saint-Petersbourg, un télégramme du 27 juillet 1914 affirmant la fidélité de la France à une alliance au reste indispensable face à une Allemagne de soixante-cinq millions d'habitants. Mais, le faire passer du « patriotisme sourdilleux » au « bellicisme », c'est lancer, sans preuve, un procès d'intention.

On sait que la brouille avec Clemenceau date de l'élection présidentielle du 18 janvier 1913. Clemenceau soutient Pains, qui disposait d'une légère majorité des voix de gauche. Poincaré se maintint et fut élu grâce à l'appui de la droite.

Dès lors, Clemenceau ne cessera pas de le soupçonner de vouloir manquer à la Constitution et à la tradition républicaine en dépassant les bornes de ses pouvoirs. Poincaré observe les règles avec un pointillisme extrême. Il n'a jamais, comme l'en accuse Clemenceau, désigné les présidents

du conseil — Viviani, Briand, Ribot, Poincaré — pour en faire ses hommes de paille. Mais il utilise énergiquement et avec profusion son droit de « conseiller ». Il écrit à ce sujet d'innombrables lettres, longues et analytiques, où tout se déroule à la façon d'une plaidoirie. Bouillonnements d'orgueil dira Clemenceau. Il est moins habile à convaincre par la parole.

Que le 13 novembre 1917 il ait désigné — contre Caillaux qu'il détestait — Clemenceau, qu'il irritait et surtout le voyait par les doutes qu'il professait sur sa franchise, ne vient peut-être pas de sa grandeur d'âme, mais du sens très vif de son intérêt personnel. Clemenceau l'aurait souvent. Le moindre fait déclenchait une dispute à laquelle Poincaré donnait des suites par d'interminables lettres où il se justifiait point par point. Poincaré défendit Paris en mars 1918. Qui, tous deux étaient bien d'accord, mais pas sur les modalités. Poincaré limoge Pétain après l'affaire du chemin des Dames. Fin mal ? Poincaré détestait Pétain. Clemenceau le soutint. Le plus grave fut la demande d'armistice de l'Allemagne. Poincaré n'en voulait pas avant la totale reconquête du territoire. Clemenceau l'estimait possible. Poincaré parla du danger de « casser les reins » à l'armée française. Clemenceau brandit sa démission. Poincaré la refusa et se justifia par lettre Clemenceau

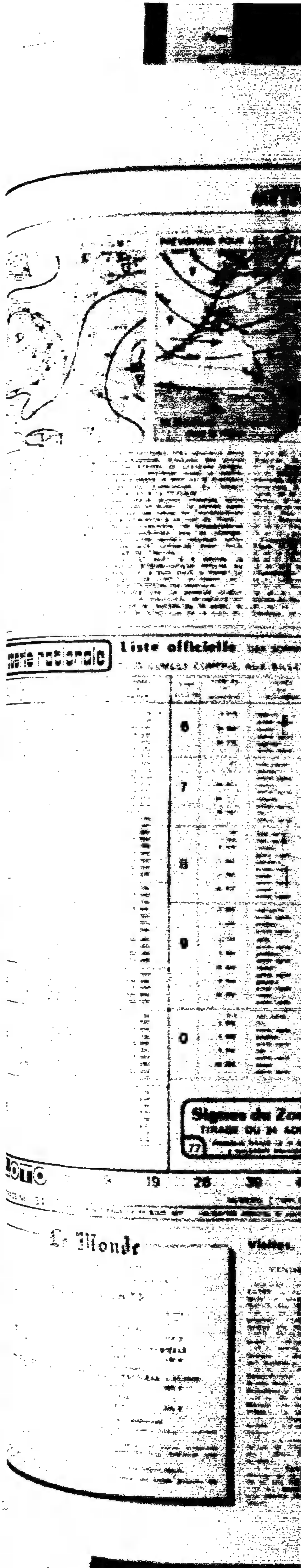
excessé lui demanda de ne plus lui écrire. Poincaré écrivit une lettre de dix pages pour expliquer pourquoi il écrivait.

C'est à cette date — et malgré l'accablante célébrité — que la haine l'emporte : « Le Vendéen ne peut plus supporter le Lorrain. Cela devient malade. » Pour la première fois depuis novembre 1917, Wormser voit « un homme las et découragé, qui n'accomplit plus sa tâche qu'avec ennui ou impatience ».

On ne s'étonnera pas, alors, de cette conclusion : le seul des hommes politiques que Poincaré supporte, c'est Briand. Cela détruit bien des idées reçues sur le contraste entre le pointilliste et le fanalisateur, le petit homme propre et le débordant, l'infatigable écrivain et l'improvisateur. Un certain égoïsme à permis à Poincaré de se satisfaire de la souplesse habile que déployait Aristide. Il s'est heurté douloureusement aux griffes du Turc. Ces deux hommes, Briand et Clemenceau, possédaient le souffle dont Poincaré était dépourvu. Mais il faut aussi, chez l'homme d'Etat le sérieux et la compétence. Ici, notre homme est un modèle.

J.-B. DUROSELLE.

* LE SEPTENNAT DE POINCARÉ de Georges Wormser, Fayard, 265 pages, 30 F.



JUSTICE

LA VIE ÉCONOMIQUE

EMPLOI

Les syndicats réagissent vivement aux propos de M. Barre

Les propos tenus par M. Raymond Barre le 23 août, selon lesquels « les jeunes doivent aller vers les emplois disponibles et non pas se borner à attendre l'emploi qu'ils souhaitent », ont provoqué une vive réaction dans les milieux syndicaux.

La C.G.T. rejette les injures sur les soi-disant chômeurs millionnaires, qui visent à « faire accepter aux chômeurs l'absence de travail ». La FEN dénonce l'accusation grave portée contre les jeunes de « préférer demeurer chômeurs plutôt qu'occuper un emploi ». Selon elle, M. Barre dit aux jeunes : « Acceptez l'absence de travail ».

La C.F.D.T. « ne peut admettre qu'à partir de ces limites, l'ensemble des chômeurs et de leurs droits soient mis en cause ». Elle accuse le gouvernement de lancer « une campagne de grande envergure pour minimiser la gravité du chômage », et souligne que « réduire le nombre des demandeurs inscrits ne réduirait en rien celui des sans-emploi ». Les syndicats demandent d'urgence la convocation du comité consultatif de l'Agence nationale pour l'emploi.

La C.G.C. proteste contre une « campagne » destinée à persuader l'opinion que « les cadres au chômage sont des millionnaires fortunés ». Ayant toujours dénoncé la fraude, elle ne peut accepter que « des centaines de milliers de salariés privés d'emploi », placés dans « des situations dramatiques », soient discrédités à partir de « quelques cas particuliers ».

M. Jean-Pierre Bachy (P.S.) déclare : « En insinuant expressément les mains de vingt-cinq ans à accepter n'importe quel emploi, plutôt que ceux qu'ils souhaitent, M. Barre apporte sa caution officielle au mouvement de déqualification massive de la main-d'œuvre jeune, déjà très largement engagée. Cette déclaration confirme que le gouvernement n'a pas de véritable politique d'emploi conforme aux attentes des travailleurs. Le but de M. Barre n'est pas de créer des emplois durables ou qualifiés, mais d'abaisser de fait le niveau de la main-d'œuvre. Il s'agit de dévaluer la main-d'œuvre pour tenter de sauver la situation électorale de la majorité ».

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de l'exécution des ouvrages de détournement des débits solides du Barrage de KSOB sur l'Oued KSOB (Wilaya de M'SILA).

Les travaux consistent en l'exécution :
— D'une galerie en forme de fer à cheval entièrement revêtue de béton d'un diamètre de 4 mètres environ et d'une longueur approximative de 1.000 mètres.
— Des ouvrages d'entrée et de sortie (tour de prise d'une hauteur de 15 mètres environ, bassin de restitution de 25 mètres de longueur environ).

Les entreprises de travaux publics intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à retirer les dossiers à la Direction des Projets et Réalisations Hydrauliques, Oasis Saint-Charles, Birmandreil, ALGER (Algérie).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être remises sous pli fermé à M. le Directeur des Projets et Réalisations Hydrauliques, à l'adresse ci-dessus, avant le 30 octobre 1977, à 10 heures.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant cent vingt jours.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

AVIS DE PRÉSÉLECTION N° 3/KD.T

SONELGAZ doit réaliser un certain nombre de liaisons par courants porteurs sur ses lignes à haute tension.

Pour cette réalisation, Sonelgaz lancera un appel d'offres international restreint à des entreprises préalablement sélectionnées sur la base d'une présélection, objet du présent avis.

Les entreprises désireuses de se porter candidates à l'appel d'offres sont invitées à écrire à l'adresse suivante :

SONELGAZ
Service Engineering Télécommunications
2, boulevard Salah Bouakour, Alger
après quoi le dossier de présélection leur sera envoyé.

LES INCIDENTS DE CREYS-MALVILLE

La cour d'appel de Grenoble confirme les peines frappant six des manifestants poursuivis

De notre correspondant régional

Grenoble. — Après huit heures d'une audience qui s'est déroulée dans la salle 25 le calme a été imposé par un président agissant avec autorité. Les manifestants de la cour d'appel de Grenoble ont fait connaître mercredi 24 août, un peu avant 12 h. 30 et au terme d'un délibéré de soixante-cinq minutes, leur décision sur les recours formés par les huit manifestants de Creys-Malville, jugés en première instance par le tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu (le Monde du 23 août).

L'arrêt confirme la condamnation de six jeunes gens condamnés en première instance à des peines d'emprisonnement (quatre Allemands, MM. Lucien Reckhoff, Roland Müller, six mois d'emprisonnement, dont trois avec sursis), Hans Jäger et Josef Schweitzer (trois mois, dont deux avec sursis), et un Français, M. Lucien Wilson (six mois, dont trois avec sursis).

L'arrêt confirme également la condamnation de l'un des prévenus comparissant librement, M. Hartmann Kuhn, de Hanovre (un mois avec sursis). En revanche, il infirme la décision des premiers juges en ce qui concerne les deux autres condamnés : Mlle Thérèse Blum, 21 ans, et M. Rudolph Krahenbühl, qui sont relaxés au bénéfice du doute.

Les fondements juridiques précis de cet arrêt ne seront connus qu'ultérieurement, mais on sait déjà qu'il tient la procédure de flagrant délit pour parfaitement légitime, et compatible avec l'application de l'article 314 retenu dans cette affaire par le parquet.

A l'annonce de cette décision, deux à trois mille personnes ont manifesté devant le palais de justice aux cris de « Elle est pour cette justice, elle a condamné nos camarades », mais le calme est revenu rapidement après l'ordre de dispersion donné par des porte-parole du comité Malville de Grenoble. Les quinze avocats composant le collectif de défense des inculpés ont manifesté leur intention de déposer un pourvoi en cassation.

Trois Allemands condamnés à Lyon. — Le tribunal correctionnel de Lyon a condamné, le mardi 23 août, par défaut, à 2.000 F d'amende, trois ressortissants allemands qui avaient été interpellés dans cette ville le 1^{er} août, au lendemain de la manifestation de Creys-Malville. Les policiers avaient trouvé, dans l'automobile où circulaient Rudolf Scherbach, Cornelia Wyum et Gabrielle Ebert, de Francfort-sur-le-Main, des casques, un poignard, une crosse, des limes, un poignard, des lances-pierres, deux bidons remplis d'un liquide inflammable, un flacon contenant un stupéfiant et une carte de la région de Creys-Malville.

Accidents du travail. — Un ouvrier de l'usine de la Société chimique des charbonnages de Carling (Moselle), M. Lucienewicz, est porté disparu après les deux explosions suivies d'un violent incendie qui ont eu lieu, mercredi 24 août, en fin de soirée, sur une plate-forme de styrolène (un hydrocarbure benzénique qu'on trouve généralement dans les goudrons de houille).

SPORTS

FOOTBALL

L'ÉQUIPE DE FRANCE BAT HAMBOURG 4 A 2

Un début de saison prometteur

Dans la perspective de la Coupe du monde de football 1978, le compte à rebours a bien commencé pour l'équipe de France mercredi 24 août, dans un Parc des Princes comble, face au Hambourg Sport Verein, détenteur de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, battu 4 buts à 2.

« Michel Platini ? Je ne reviendrai pas sur ses incroyables qualités. Il est devenu indispensable à l'équipe de France. » Face aux journalistes, Michel Hidalgo, le directeur des sélections nationales, n'a pas pour habitude de dissocier ses joueurs dans la louange ou la critique. Il fait pourtant, cette fois, une exception pour le meneur de jeu nancéien, qui a « surplombé le match », tant son influence fut déterminante sur le résultat.

Vingt-huit minutes : Platini termine un ballon dans la défense adverse par un centre sur Eric Pecout, démarqué face au gardien de but allemand Kargus. C'est l'égalisation. Trente-sixième minute : Christian Sarramagna tire un coup franc, Platini s'élève le plus haut et marque de la tête le deuxième but. Trois minutes plus tard, Nogly, le capitaine hambourgeois, dégage le ballon « chandelle ». Platini, embusqué à 30 mètres des buts, amortit le pied droit, tire instantanément du gauche et inscrit le troisième but. Une minute avant la mi-temps, il attire à lui les derniers défenseurs allemands et lance Pecout seul. L'avant-centre nantais gâche l'occasion en tentant de dribbler Kargus. A cinq minutes de la fin du match, Platini réussit son troisième but personnel d'un tir du droit de 20 mètres.

« Il n'est pas pensable que Platini quitte la France. Il fait partie du patrimoine national », disait voici quelques jours le président stéphanois, M. Roger Rocher, prêt à faire sa première offre financière pour l'accueillir dans son équipe. Michel Hidalgo a répondu : « Si des joueurs comme lui sont transférés à l'étranger, le football français stoppera sa progression et reculerait plusieurs années en arrière. » Dans l'immédiat, il compte beaucoup sur Platini pour le match décisif contre la Bulgarie.

Mise au point contre l'Union soviétique

« Nous serons fuyés le 16 novembre contre la Bulgarie », réplique Michel Hidalgo, partagé entre l'espoir motivé par cette équipe de France qui vient de réussir sa meilleure saison depuis 1958-1959 (une seule défaite à Dublin en huit matches dont

LA FUSILLADE DE CHATENAY-MALABRY

Le parquet de Nanterre demande une autopsie du corps du malfaiteur tué par la police

Le procureur de la République de Nanterre (Hauts-de-Seine) a demandé un rapport d'autopsie après la mort de M. Moustapha Boukhezer, vingt-deux ans, tué par la police lors qu'il s'apprêtait, semble-t-il, à dévaliser le bureau de poste de la Butte-Rouge, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), le 23 août (le Monde des 23 et 25 août). Deux médecins ont été commis, mercredi 24 août. Le procureur de la République souhaite connaître dans quelles circonstances M. Boukhezer a été atteint.

« Le gardien qui a ouvert le feu sur les fuyards est un moniteur de tir. S'installant menacé par deux des voyous, dont l'un était porteur d'un pistolet 11,43, il a procédé à un tir rapide », indique la police, en précisant que « deux pistolets 6,35 chargés avaient été abandonnés par les gangsters ».

L'enquête a déjà établi que le jeune homme mortellement atteint n'était pas celui qui tenait le pistolet gros calibre, ce dernier n'étant d'ailleurs qu'une arme d'alarme.

TÉMOIGNAGES

Mardi 23 août, peu avant 12 heures, dans le quartier de la Butte-Rouge, à Châtenay-Malabry, une femme intriguée par cinq jeunes « foubards » qui tournaient autour du bureau de poste, prévient la police. Aussitôt, un car est dépêché sur place. À la vue des policiers, les cinq jeunes gens tentent de s'enfuir. Coups de feu. Bilan : un mort, Moustapha Boukhezer, vingt et un ans, et deux blessés. Saura-t-on jamais ce qui s'est réellement passé ? Aujourd'hui, en effet, lorsqu'on interroge les témoins de la scène, on a l'impression qu'ils ont assisté à autant d'histoires différentes.

« Il y a eu fusillade », dit l'un. « Seuls les policiers ont tiré », affirme tel autre. « Les foubards », étaient jeunes et l'un d'eux ne paraissait pas âgé de plus de douze ans », croit ce rappeler quelqu'un. « Impossible à savoir, répond un écho, ils portaient des cagoules. » Un témoin reconnaît, par le menu, le drame à sa manière : « Un des malfaiteurs a été appréhendé ; menottes aux poignets, il est monté dans la « panier à salade » et a tenté de s'échapper un peu plus loin à la faveur des encombrements. C'est alors que l'un des policiers a tiré sur lui. » Pourtant, tel autre dit qu'avant d'être touché, la victime s'enfilait sans la moindre entrave.

Les circonstances mêmes des coups de feu mortels ne peuvent même pas être établies clairement. Le policier qui a tiré dit que M. Boukhezer le menaçait d'une arme et qu'il a simplement été le plus rapide. « Non, rétorque-t-on ailleurs, il n'était pas armé et il fuyait. » D'autres témoins disent, au contraire, que l'homme, blessé, a été achevé à terre dans « un véritable carnage ». « Feux, répond la police, comment expliquerait-on qu'à bout portant un tireur d'élite ait atteint de deux balles dans la région lombaire, d'une dans la main, d'une autre dans la cheville, tandis qu'un cinquième projetile allait se perdre dans l'asphalte ? » Deux autres personnes ont pourtant vu le corps à terre, les mains prises dans des menottes. « Normal, répond la police, nous passons toujours les menottes à un blessé ou à un mort présumé, au cours d'une fusillade. Pour éviter toute mauvaise surprise. »

Quelques heures seulement après le drame, chacun de ceux qui y ont assisté en a déjà une vision toute personnelle. La réalité du drame, qui s'est jouée en quelques secondes dans cette banlieue, se situe quelque part dans ces témoignages si contradictoires, dans ces choses qu'on a vu ou cru voir, entendu ou cru entendre, compris ou cru comprendre. Chacun a déjà péremptoirement désigné ses coupables et ses victimes au grand jeu du gendarme et du voleur, s'exprimant complètement que, pour l'instant, il n'y a dans

CORRESPONDANCE

Les gendarmes de Banon

M. Louis Soutere, gérant de l'Hôtel-Café des voyageurs, à Banon (Alpes de Haute-Provence), proteste dans une lettre contre les propos qu'il dit-il, lui ont été prêtés dans un croquis intitulé « Les gendarmes de Banon », publié dans le Monde du 17 août sous la signature de François Quenlin. M. Soutere s'adresse directement en cause et injurié à avec toutes les conséquences que cela comporte dans un petit village. Il nous prie de noter que les propos faussés qui lui ont été prêtés par l'auteur relèvent de la plus pure invention.

« Ce qui est plus grave, écrit un autre lecteur banonnais, M. C. Penandier, qui estime que M. Soutere n'a vraisemblablement pas tenu les propos en question tels qu'ils étaient rapportés, c'est la façon avec laquelle l'auteur se livre dans les images d'Épinal et dans les idées toutes faites sur le pays de Jean Giono (l'auteur de la vision faussée de la Provence cache en fait un personnage fasciste et une méconnaissance totale de ces pays pauvres qui se battent pour survivre. »

ASSEES

les annonces
du lundi au vendredi
du 12h 30 de 13h 30
296-15-01

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

LE PROGRAMME NUCLÉAIRE A ANTENNE 2

Un débat obscur

Lorsque, vers 23 h 30, les citoyens courageux qui voulaient suivre jusqu'au bout l'émission « Question de temps », sur Antenne 2, consacrée à l'énergie nucléaire, purent éteindre leur téléviseur, certains durent se demander s'ils n'avaient pas perdu leur soirée. Pourtant, des choses importantes avaient été dites, des questions sérieuses posées. Mais il y en avait trop, et sur des sujets trop complexes, pour que le téléspectateur non spécialiste ne s'y perde rapidement malgré les commentaires explicatifs de Georges Lécuyer.

Que restera-t-il de cette longue et confuse discussion ? D'abord, les limites clairement posées au départ par M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. La construction du réacteur de Creys-Maillville ne sera pas remise en cause. Il n'est pas question d'envisager un moratoire. Le programme nucléaire sera poursuivi. Il y aura un débat à l'Assemblée nationale « si les parlementaires le demandent », mais sans vote. « Vous pouvez choisir le couleur de votre voiture, à condition que ce soit la couleur noire », disait autrui, parait-il, Henry Ford. Donc, nous aurons des centrales nucléaires, et, à dire vrai,

l'accord est à peu près général sur leur nécessité économique. Mais les opposants pourront encore proclamer qu'une décision qui engage l'avenir à long terme a été prise avant toute information réelle des citoyens, et sans qu'ils puissent la remettre en cause quand cette information est venue.

Ces centrales seront-elles sûres ; et, comme l'a demandé le représentant de la C.F.D.T., comment réglera-t-on le conflit entre les règles de la sécurité et les « nécessités » de la production ? Dans certains cas, contrairement aux déclarations officielles, ce conflit a été réglé au détriment de la sécurité.

D'autres vrais problèmes ont été posés — en général par les représentants des syndicats — comme celui du retraitement. On ne dispose pas actuellement des moyens nécessaires pour retraiter le combustible des futures centrales, et il n'est pas certain qu'on sache le faire. L'expérience de l'atelier construit dans ce but à la Hague — mais qui n'a fonctionné que quelques jours — n'est guère satisfaisante.

Mais, comment le téléspectateur moyen aura-t-il perçu l'essentiel dans ce débat confus, où l'on changeait constamment de

sujet, et qui s'est parfois enfilé dans de stupides controverses. Un ingénieur du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) a écrit dans une revue peu connue les mots « explosion nucléaire », à propos de Creys-Maillville, n'a aucune importance. Tout dépend du sens qu'on leur donne. Il est clair qu'il peut se produire — on peut discuter sa probabilité — une explosion ayant des conséquences graves. Il est clair aussi que ce ne sera pas une « explosion nucléaire » au sens où l'opinion publique entend ce mot. C'est-à-dire un phénomène dévastateur d'une violence analogue à celle de la bombe d'Hiroshima. Un peu de bonne foi de part et d'autre aurait évité dix minutes de discussions inutiles.

Qui trop embrasse, mal étreint. Jean-Pierre Elkabbach a voulu trop en faire, trop en montrer ; le choix des participants n'était sûrement pas idéal. Il reste qu'il a eu le courage d'oser, et que cette émission n'était qu'une introduction : elle sera suivie par d'autres débats. On peut espérer que, moins ambitieuses et mieux centrées sur des aspects bien délimités, ces émissions futures éclaireront mieux les téléspectateurs.

MAURICE ARVONNY.

LOGEMENT

Moins de constructions neuves l'an prochain selon le projet de budget

L'Etat consacra en 1978 au logement 6 371,2 millions de francs contre 6 229,7 millions en 1977 soit une baisse de 2,3 % des crédits budgétaires (dépendances ordinaires et crédits de paiement) en francs courants, et bien davantage si l'on tient compte de l'érosion monétaire. Cette somme représente 14,4 % de l'ensemble du budget (44 milliards) du ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire, mais les seuls crédits de paiement à la construction (6 132,7 millions de francs) absorbent 36 % des dépenses en capital de ce ministère. Il faut ajouter qu'une enveloppe spéciale de dépenses ordinaires de 1,5 milliard de francs a été réservée au financement de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) qui commença à être versée. Enfin 12 815,4 millions de francs d'autorisations de programme sont prévues (soit 54,4 % de l'ensemble envisagé par le ministère), en augmentation de 21 % sur l'an dernier.

Il est difficile de dire combien de logements seront construits grâce à ces crédits, en raison de la mise en œuvre progressive de la réforme du financement du logement. La généralisation de la réforme devrait être intégrale en 1978 pour la construction neuve en accession à la propriété avec des prêts aidés de l'Etat : 168 700 logements. Pour le locatif, deux hypothèses ont été formulées. Dans le cas où la réforme serait intégrale, 111 250 logements grâce à l'application du nouveau système (moins d'axe à la pierre, mais versement aux locataires, sous certaines condi-

tions de ressources, de l'A.P.L.). De plus, 40 450 de ces logements bénéficieraient de prêts pour surcharge foncière. En revanche, si aucun logement locatif n'était construit grâce aux nouveaux prêts, on compterait 88 150 logements sociaux et 28 400 logements financés grâce aux prêts spéciaux immédiats (P.S.I.) du Crédit foncier. Rappelons que le budget de 1977 prévoyait 93 400 logements sociaux locatifs et 29 700 logements à intermédiaires.

De plus, le budget prévoit 490 interventions de l'Etat dans le parc existant, contre 740 en 1977. Environ 30 000 logements H.L.M. seraient ainsi réhabilités (grâce à une dotation de 150,9 millions de francs). Enfin, 30 000 propriétaires occupants seraient aidés grâce à la prime à l'amélioration de l'habitat urbain (88 millions) et à la prime à l'amélioration de l'habitat rural (192,5 millions). Pour les personnes âgées propriétaires de logements sociaux, des avances sur travaux sont prévues (204 millions) et des possibilités de rachat en viager offertes aux collectivités locales (48 millions), le tout intégrant 3 000 logements.

En ajoutant ces actions 60 000 prêts immobiliers conventionnés et 20 000 logements construits grâce à l'épargne-logement, on

arrive, tous secteurs confondus, à 448 940 logements dans le cas d'une généralisation totale de la réforme, et à 442 600 au cas où le secteur locatif demeurerait sous l'ancien régime, contre une prévision l'an dernier à pareille époque de 462 000 logements.

En ce qui concerne le soutien au secteur du bâtiment, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a déclaré, au cours de la conférence de presse où il présentait son budget, que la construction des 17 000 logements expérimentaux de la réforme des cet automne, la généralisation de l'aide à l'accession à la propriété en 1978 et l'effort de réhabilitation devraient permettre une relance de l'activité. De plus, la décision est prise de transformer les prêts prévus (H.L.M. et Crédit foncier) non utilisés pour le locatif en prêts à l'accession à la propriété, en respectant leur destination sociale.

UNE ANNÉE DE TRANSITION

On construisait moins de logements en 1976, surtout si les constructeurs sociaux (essentiellement ceux des H.L.M.) tendent à appliquer largement la réforme pour la construction neuve locative. C'est donc maintenant aux organismes H.L.M. de jouer, malgré leurs déboires, d'autant que la menace de transformer les crédits destinés aux constructions locatives en crédits à l'accession à la propriété, qui se réalisera en cette fin d'année, sera sans aucun doute renouvelable dans l'avenir.

Cette baisse du rythme de la construction neuve était prévisible depuis l'adoption, en janvier dernier, de la loi portant réforme du financement du logement à enveloppe égale (et même plus faible), on ne peut à la fois améliorer la qualité, financer les surcharges foncières, réhabiliter le parc ancien, favoriser l'accession à la propriété et construire autant de logements. Cette baisse est cependant compatible avec le soutien du secteur du bâtiment, particulièrement fragile depuis des mois, et dont les perspectives ne sont guère brillantes.

On peut certes espérer que la généralisation du nouveau système et l'accroissement rapide dans les années qui viennent du nombre de bénéficiaires de l'A.P.L. redresseront la situation. Mais les 231 millions de francs prévus en 1978 pour l'aide personnalisée, s'ils constituent, ainsi que l'a déclaré M. Barrot, un montant assez important pour subvenir aux besoins, sont loin de régler le problème pour l'année qui vient.

Enfin, on verra très réservé au ministère de l'équipement sur le nombre des opérations de réhabilitation du parc ancien qui seront l'objet de conventions : il faudra que les propriétaires (organismes sociaux, privés ou propriétaires occupants) soient très convaincus de l'avantage de la formule pour se lancer dans l'opération et que l'Etat soit prêt à étendre réellement le système. La modestie de l'enveloppe de l'A.P.L. laisse sceptique à cet égard.

Il s'agit bien en 1978 d'un budget de transition.

JOSÉE DOYÈRE.

REPRISE DES EXPORTATIONS D'URANIUM AUSTRALIEN

Le premier ministre australien, M. Malcolm Fraser, a annoncé officiellement au Parlement, jeudi 25 août, que l'exportation de l'uranium allait reprendre dans son pays (le Monde du 17 août). L'exploitation des importants minerais d'uranium du continent australien avait été arrêtée il y a quatre ans par le gouvernement travailliste. L'actuel premier ministre (conservateur) vient d'autoriser la reprise immédiate de l'exploitation dans la mine Ranger. D'autres mines pourraient être ouvertes dans un avenir proche, quand les compagnies exploitantes auront satisfait aux exigences sur la protection de l'environnement. La vente de l'uranium de la mine Ranger pourrait commencer dès 1981. Les réserves australiennes d'uranium correspondent à 20 % des réserves occidentales.

La vente de l'uranium australien sera liée à l'accession par les pays acheteurs de mesures tendant à limiter la prolifération des armes nucléaires. Le premier ministre a également annoncé l'intention du gouvernement de poursuivre les études sur l'enrichissement de l'uranium, car l'Australie préfère, à terme, vendre de l'uranium enrichi plutôt que de l'uranium naturel.

A L'ÉTRANGER

L'industrie automobile américaine joue son va-tout

Pour les constructeurs américains d'automobiles, 1978 avait été roche. Ils se croyaient presque revenus aux temps heureux d'avant la crise énergétique. Les acheteurs avaient retrouvé le goût des belles américaines, dévouées de carburant, mais tellement confortables. On pensait que les « petites » voitures étrangères, dont les ventes avaient chuté.

L'élection de M. Jimmy Carter et la présentation en avril 1977 de son plan d'économies d'énergie a tout remis en question. Certes le projet de ristourne fiscale sur les petites cylindrées a été abandonné, au grand soulagement des firmes américaines. Mais le discours du président a provoqué une prise de conscience chez les consommateurs qui se sont à nouveau précipités vers les petits modèles. En juin, les ventes d'automobiles importées ont progressé de 50 % ; en juillet de 48 % et au total pour les sept premiers mois de l'année elles ont représenté 18 % des achats des ménages américains (contre 13,8 % l'année passée).

Crisse passagère ? Sûrement pas. Cette fois, contrairement à ce qui s'était passé en 1974, il s'agit bien d'un renversement profond de

tendance qui force l'industrie automobile à une reconversion douloureuse. Car outre la campagne pour l'insécurité dans le pays, deux facteurs jouent en faveur des modèles étrangers — surtout japonais — et pénalisent les firmes de Detroit. D'une part, celles-ci à cause de leur coût de fabrication ne peuvent se battre sur les prix. Ainsi General Motors vient d'annoncer une hausse de tarif de 6 % environ en 1978. Ce n'est pas tout. Elles ont aussi subi l'augmentation de 5,6 % des taxes fédérales sur la consommation d'essence votée depuis trois ans et dont l'application vient d'être repoussée à 1979. D'autre part, les firmes américaines à investir massivement pour réduire la taille et le poids de leurs modèles. Mais jusqu'à présent elles n'ont pas réussi à construire la voiture qui concurrencera les petites japonaises ou les petites européennes. Les nouveaux modèles que s'apprêtent à commercialiser les constructeurs Ford, Chrysler et General Motors vont-ils créer la surprise ? L'industrie américaine joue cet hiver son va-tout. — V. M.

AFFAIRES

M. NEUWIRTH DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-ÉTIENNE D'ACCEPTER UNE AUGMENTATION DU CAPITAL DE MANUFACTURE

(De notre correspondant.) Saint-Etienne. M. Lucien Neuwirth, député de la deuxième circonscription de la Loire, a déclaré le 24 août, à Saint-Etienne, que « le droit de Manufacture est l'illustration de ce qui arrive lorsqu'on transgresse les lois économiques et que l'on ignore le moteur de la participation ». Selon le député de la Loire, les responsabilités (dans la question) n'étaient pas assumées avec la rigueur qu'exige la bonne marche d'une entreprise. De surcroît, il lui apparaît que la vocation des municipalités ne saurait être de gérer des affaires industrielles et commerciales privées. Cela est contraire au mandat donné par les électeurs et les électeurs dans le cadre de la loi municipale. (L.)

Aussi, pour M. Neuwirth, il appartient au conseil municipal de Saint-Etienne, qui est celui-ci comme il aurait pu être un autre, d'accepter que les choses soient mises à leur place, c'est-à-dire d'admettre que l'opération de Manufacture soit dévastation de l'affaire d'actionnaires que celle d'une municipalité et d'accepter l'augmentation du capital sans laquelle l'entreprise ne pourra pas être sauvée.

COMMERCE INTERNATIONAL

L'ARRÊT DES IMPORTATIONS TEXTILES MAROCAINES SERAIT UNE MESURE TACTIQUE

Le gouvernement marocain vient de publier un avis aux importateurs établissant la liste des produits textiles dont l'importation a été suspendue au Maroc rétroactivement depuis le 20 août. L'interdiction temporaire d'importation concerne d'une part, les produits finis tels que vêtements, articles de bonneterie et de ganterie, couvertures et tapis ; d'autre part, les produits semi-finis utilisés par l'industrie textile marocaine, tels que fils de laine et de coton, fibres synthétiques, etc.

Toutefois, pour les produits semi-finis, la date de suspension des importations est reportée au 28 août, afin de permettre aux tractations engagées à ce sujet entre la France et le Maroc de se poursuivre.

Le correspondant de l'A.F.P. à Rabat estime, en effet, que l'avis aux importateurs publié par la presse marocaine apparaît, tout au moins en ce qui concerne la France, comme une prise de position diplomatique dans la perspective de négociations à venir, plutôt que comme une réelle mesure de rétorsion après les limitations d'importations textiles décidées début juillet par le C.E.S. à l'initiative de la France.

Les loyers en 1978

LIBERTÉ SURVEILLÉE

Le 1^{er} janvier 1978 verra le retour à la liberté des loyers, après une année de blocage de hausses de prix à 6,5 %. Il ne faudrait pas que les propriétaires s'autorisent de cette liberté retrouvée pour tenter des rattrapages inadmissibles, et se livrent à des excès, à dit en substance M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement. On souhaiterait, au gouvernement, que les hausses de loyer, souvent accrues à la progression de l'indice des prix de la construction, ne dépassent pas 55 % de la hausse de cet indice. Mais quelle sera la portée de ce vœu ? Le présentateur comme une recommandation ? On ne se fait guère d'illusions sur l'efficacité concrète des recommandations ministérielles. Rendra-t-on obligatoire l'observation d'un maximum à ne pas dépasser ? Cela suppose l'insertion d'une ligne en ce sens dans la loi de finances, et cela limiterait considérablement la liberté recouvrée. Il reste quelques semaines aux pouvoirs publics pour trancher.

EMPRUNT

LES P.T.T. VONT ÉMETTRE DES BONS A INTÉRÊT PROGRESSIF

L'administration des P.T.T. entrera à compter du 1^{er} septembre des bons d'épargne à intérêt progressif pour un montant de 700 millions de francs.

Ces bons, destinés à faire face à ses besoins de financement, présenteront les mêmes caractéristiques que les bons de Trésor. Présents en coupures de 500 F, 1 000 F et 10 000 F, ils seront émis sous forme au porteur et pourront être domiciliés au moment de l'émission, mis à ordre ou barrés par leurs propriétaires.

(PUBLICITE)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITÉ D'ANNABA SERVICE ÉQUIPEMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NUMÉRO 02-77

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture d'équipements scientifiques universitaires.

Les dossiers de soumission peuvent être retirés à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offres international à l'Université d'Annaba, B.P. 12 El Hadjar, contre paiement de 100 DA.

L'enveloppe extérieure devra porter, en plus de l'adresse de l'Université d'Annaba, la mention : « AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL - A NE PAS OUVRIR ».

La date limite de dépôt des offres est fixée au 15 septembre 1977.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs propositions pendant une période de 90 jours à compter de la date du présent appel d'offres.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Ft. suisses	Ft. français
60 jours	5 1/2	5 1/2	3 1/2	4 1/2
1 mois	5 7/8	6 3/8	5 1/8	4 1/8
3 mois	6 1/8	6 5/8	5 3/8	4 3/8
6 mois	6 3/4	6 7/8	5 3/4	4 1/4

(PUBLICITE)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DES PEAUX ET CUIRS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries des Peaux et Cuir « SONIPEC » lance un appel d'offres international en vue de la réalisation « Produits en main » d'une unité de fabrication de chaussures en cuir naturel et synthétique à FRENDA (wilaya de Tiaret).

Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges à la SONIPEC, direction des études, 100, rue de Tripoli, Hussein-Dey, Alger, à partir du 20 juillet 1977, contre paiement de la somme de 200 DA.

La date limite de la remise des offres est fixée au 20 novembre 1977, le cachet de la poste faisant foi.

Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double pli cacheté avec mention : « Ne pas ouvrir - Appel d'offres projets chaussures FRENDA ».

Le gouvernement zambien vient d'assigner dix-sept firmes pétrolières devant la Haute Cour de justice de Lusaka, pour avoir fourni du pétrole à la Rhodésie en violation des décisions de l'ONU, et du démantèlement de la Zambie. Il s'agit de diverses filiales internationales des compagnies Shell, B.P., Caltex, Mobil et Total, ainsi que des sociétés rhodésiennes. Le gouvernement zambien leur réclame 6,8 millions de dollars (34 millions de francs) de dommages. — (A.F.P.)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
3. DIPLOMATIE
- AMÉRIQUES
- AFRIQUE
- ASIE
- PROCHE-ORIENT
- 4.8. POLITIQUE
- Bulletin de santé de l'administration française (III), par Gilbert Devaux.
- LIRE: OPINIONS: « Le Secret de l'exception », par Jacques Ellul.
6. ÉQUIPEMENT
7. ÉDUCATION
8. SOCIÉTÉ
9. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- Feuilleton.
- LE MONDE DES LIVRES
- Pages 9 à 12
- Le feuilleton de Jacqueline Placier: « Une rentrée mouvementée ».
- Les appels d'Algérie: une génération entre parenthèses.
- Le féminisme depuis le Moyen Âge.
- Scènes intimes: Le Journal d'Amiel lu par Claude Mauriac.
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
17. JUSTICE
- SPORTS
- 17-18. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- LIRE ÉLEVEMENT
- RADIO-TELEVISION (15)
- Annonces classées (16): Aujourd'hui (13); Carpe (13); Journal officiel (13); Lettre nationale (13); Loto (13); Météorologie (13); Mois croisés (13); Bouc (13).

LES GRÈVES DES CONTRÔLEURS AÉRIENS

Chaos sur les aéroports britanniques

De notre correspondant

Londres. — Le plus grand chaos règne sur les aéroports britanniques, où la dernière tentative de règlement de l'arrêt de travail des assistants contrôleurs aériens a échoué jeudi 25 août au petit matin. Les représentants du syndicat des grévistes, la Civil Air Public Service Association, ont rejeté l'appel lancé par le ministre de l'emploi, M. Albert Booth, pour tenter d'éviter de graves perturbations du trafic aérien durant le week-end du 26 août.

Le ministre a indiqué que, après une journée de consultations avec ses collègues du gouvernement et le secrétaire général de la Confédération des syndicats (TUC), M. Len Murray, aucune solution n'avait pu être trouvée.

À la sortie de la dernière séance n'avait été faite par l'Union, le secrétaire du syndicat des contrôleurs, M. Ken Thomas, a déclaré qu'aucune proposition n'avait été faite par

M. Booth, si ce n'est celle de suspendre la grève. Les contrôleurs du ciel, soutenus par le TUC, ont refusé de céder à la demande de ne pas pouvoir obtenir l'augmentation de salaires promise il y a deux ans, avant l'entrée en vigueur du « contrat social ».

La compagnie prépare des mesures pour le week-end, mais, dans le meilleur des cas, 50 % du trafic ne pourront être assurés. Les vols des autres compagnies subissent des retards considérables. Tous les efforts sont concentrés sur les avions à destination des principales stations touristiques, notamment, assurés de vols réguliers par jour vers Le Touquet, Calais, Bâle, Rotterdam et Ostende. La situation menace de s'aggraver encore avec l'arrivée annoncée des contrôleurs aériens français. — (Interim.)

Ce n'est pas en frappant les cadres que l'on donnera des moyens à la gauche

déclare M. Marchais

Dans une interview publiée dans le numéro de l'hebdomadaire Paris-Match, daté 2 septembre, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., déclare :

« Vous connaissez la règle que la gauche suit depuis toujours pour les élections législatives : au premier tour chaque parti présente son candidat et celui qui arrive en tête devient le candidat unique pour le second tour s'il y en a. »

À la question : « Elle sera sans exception ? », il répond : « Nous n'avons pas encore discuté cette question avec nos partenaires, mais c'est probable. »

Interrogé sur le secteur ministériel qu'il souhaiterait éventuellement superviser, M. Marchais indique :

« Vous savez, l'attaché beaucoup d'importance aux questions économiques parce qu'elles sont étroitement liées aux problèmes sociaux, c'est-à-dire à la vie des gens. Par conséquent les ministères qui touchent par exemple à l'économie, à l'aménagement du territoire, à la politique industrielle, sont pour moi des ministères importants. Si vous cherchez à connaître les questions que nous passionnent, disons que ces questions-là me passionnent. »

En ce qui concerne la politique des salaires, le secrétaire général du P.C.F. précise :

« Il ne s'agit pas de comprimer du haut vers le bas. Il s'agit d'aller du bas vers le haut. C'est-à-dire de procéder à un relèvement massif des salaires à commencer par le salaire minimum interprofessionnel de croissance. (...) Nous proposons que, pour les trois prochaines années, l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés soit en moyenne de 10 %, soit environ 3,5 % par an, mais d'une manière dégressive et seulement pour ceux qui ont des salaires allant de 2 200 F à 5 800 F par mois. »

LES STATISTIQUES DE L'EMPLOI NOIRCEMENT EXCESSIVEMENT LA SITUATION

déclare M. Bergeron

Dans une interview à France-Soir (26 août), M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., déclare :

« J'ai toujours dit qu'il y avait une différence importante entre les données d'emploi et les chiffres du chômage. Je le dis depuis des années en affirmant que les chiffres avancés ne reflètent pas la situation. Je ne changerai pas d'avis aujourd'hui. »

Cela dit, la situation de l'emploi, à l'heure actuelle n'est pas bonne », et M. Bergeron ajoute :

« Les données de l'INSEE sont-elles aussi fausses qu'on le dit ? Cela reste à démontrer. Je ne sais. Lorsque l'interrogé des amis salariés de l'agence, il me dit que les statistiques sont moins inexactes qu'on le prétend. » En outre, le dirigeant de F.O. rappelle sa proposition de garantir aux chômeurs qui reçoivent l'allocation de 90 % un revenu de 90 % lorsqu'on leur offre un emploi moins bien rémunéré.

HAUSSES PROBABLES DU FUEL LOURD ET DU GAZ EN BOUTEILLE

Pas de décision sur le fuel domestique

Les prix du fuel lourd pourraient augmenter dans quelques semaines à la suite d'un engagement de modulation qui vient d'être conclu entre le ministère de l'économie et des finances et les compagnies pétrolières. L'engagement qui autorise une indexation des prix de vente sur le coût du brut importé.

La hausse initiale intérieure à 10 % et au maximum de 25 francs par tonne. Les prix du gaz butane et propane pourraient, eux aussi, être relevés — mais pas avant octobre — de moins de 10 %.

En revanche, l'essence n'augmentera pas avant 1978. Quant au fuel domestique, les professionnels continuent de réclamer une hausse au gouvernement. En fait, aucune décision n'est prise sur ces différents produits.

LÉGÈRE REPRISE DU DOLLAR

Le dollar s'est un peu redressé jeudi matin 25 août sur presque toutes les places financières internationales et après sa chute de la veille en fin de journée.

La devise américaine s'est ainsi traitée à 4,8950 F à Paris (contre 4,8857 F), à 2,3395 DM à Francfort (contre 2,3300 DM), à 2,2785 S (contre 2,2775 S) et à 2,4285 florins à Amsterdam (contre 2,4280 florins).

Le franc français s'est, de son côté, un peu affaibli par rapport aux devises fortes, valant 2,1250 DM (contre 2,12 DM) et 2,8575 F (contre 2,8500 F).

Dans les milieux cambistes, l'opinion est que l'importance du déficit de la balance commerciale américaine déterminera la tenue du dollar dans les jours à venir. Si ce déficit est supérieur à 3 milliards de dollars, la monnaie américaine restera faible. S'il est inférieur, elle a de bonnes chances de remonter.

Les relations sino-américaines

M. Vance est reçu par le président Hua Kuo-feng

M. Cyrus Vance, qui achèvera vendredi sa visite à Pékin, devait être reçu, jeudi 25 août, en fin d'après-midi, par le président du P.C. chinois, M. Hua Kuo-feng. Dans la matinée, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, s'était rendu auprès du secrétaire d'Etat américain pour clarifier certains points déjà évoqués lors des précédentes rencontres : celle de mercredi entre M. Vance et M. Teng Hsiao-ping, vice-président du P.C. et vice-premier ministre, a été qualifiée de « très utile » par les deux parties. Dans un toast porté mercredi au cours du dîner qu'il a offert à son hôte, M. Teng Hsiao-ping a notamment affirmé : « Nous devrions aller de l'avant vers la normalisation complète des relations sino-américaines. La réception a eu lieu au Palais d'été, ce qui est, sans erreur, sans précédent pour une personnalité étrangère et dénote un changement de style du régime. »

Si les conversations de Pékin ont marqué l'importance que les dirigeants chinois attachent aux rapports avec Washington, elles ne paraissent pas, jeudi matin, avoir beaucoup progressé. Les interlocuteurs de M. Vance ont en tout cas répété qu'une normalisation est impossible aussi longtemps que les États-Unis n'auront pas rompu leurs liens avec Taiwan.

Alors que s'achèvent les conversations sino-américaines, l'agence Tass a diffusé, mercredi 24 août, un commentaire hostile qui doit être publié prochainement par la revue « Kommunist ».

Moscou craint un rapprochement entre Pékin et Washington

De notre correspondant

Moscou. — Anxiosité après le onzième congrès du parti communiste chinois, et au moment où le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, fait sa première visite officielle à Pékin, l'agence Tass a publié le mercredi 24 août un article de la revue Kommunist, organe du comité central du parti communiste soviétique, qui ne sortira que la semaine prochaine. Cet article ne sera pas signé, c'est dire qu'il engage la rédaction de la revue, en fait le comité central lui-même.

En ce qui concerne le congrès du P.C. chinois, il s'agit — compte tenu des délais de fabrication du calendrier, car il est exclu que les dirigeants soviétiques aient été avertis à l'avance de ses assises. Quant à la visite de M. Vance, la coïncidence est pour le moins bien venue. L'auteur de l'article dénonce « la tendance à un nouveau rapprochement, à l'extension de la sphère des intérêts internationaux communs, parallèles, de Pékin et de Washington ».

On note aussi que la teneur de l'article a été révisée quelques heures après que le maréchal Tito eut quitté l'Union soviétique pour la Corée du Nord et la Chine. Les communistes soviétiques ont « une conclusion avec le marxisme, qui est la nature à se transformer en opportuniste ».

Les griefs contenus dans l'article sont devenus classiques depuis la mort de Mao, elle expose périodiquement les données du différend entre Moscou et Pékin. Mais alors que le nouvel ambassadeur de Chine à Moscou, M. Wang Ho-ping, va rejoindre son poste dans quelques jours (pendant un an et demi la Chine a été représentée à Moscou par un chargé d'affaires), les dirigeants soviétiques semblent avoir abandonné l'espoir, qu'ils caressaient jusqu'à présent, que le marxisme ne survivrait pas à Mao.

DANIEL VERNET.

LE COORDONNATEUR DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE DÉSARMEMENT SERA NOMMÉ DANS DEUX OU TROIS SEMAINES

La personnalité chargée de coordonner l'action gouvernementale dans le domaine du désarmement sera nommée dans deux ou trois semaines, indique-t-on ce jeudi matin 25 août à l'Élysée. Il s'agit, ajoute-t-on, soit d'une personnalité civile, soit d'un diplomate important qui sera amené à représenter le président de la République dans les réunions et conférences internationales où il sera question de la limitation des armements. Ce coordonnateur sera cependant rattaché au ministère des affaires étrangères, ainsi que le précise le communiqué publié le mercredi 24 août à l'issue du conseil des ministres.

On émet d'autre part à l'Élysée certaines informations de presse selon lesquelles M. Jacques Kosciuszko-Morizet, ambassadeur de France aux États-Unis, serait désigné pour remplir ces nouvelles fonctions. M. Kosciuszko-Morizet doit en principe quitter Washington avant la fin de l'année et prendre sa retraite.

LES SOCIÉTÉS DES FRÈRES SCHLUMPF PLACÉES SOUS ADMINISTRATION JUDICIAIRE

Le tribunal de grande instance de Mulhouse, statuant en audience de référé, a décidé, mercredi 24 août, de placer sous administration judiciaire les sociétés commerciales du groupe Schlumpf, de Mulhouse (Haut-Rhin) en régime d'administration provisoire depuis le 28 juin (« le Monde » du 4 juillet). L'administration judiciaire a été confiée à M. Dufay. Pour le groupe Schlumpf, toujours occupé par le personnel, et la société mulhousienne d'hôtellerie, c'est M. Dufay qui a été nommé. La principale conséquence de cette décision est que les frères Schlumpf ne peuvent plus ester en justice par le biais de ces sociétés et sont amenés à demander l'expulsion des affaires.

● **Attention contre une agence de travail temporaire à Toulouse.** — Ce jeudi 25 août, à 0 h 15, une bombe explosa à l'agence de travail temporaire, place Saint-Étienne, à Toulouse. Cet attentat a été revendiqué par l'« Organisation pour la libération de la Méditerranée » et le « groupe Pierre Maitre des brigades armées pour la révolution internationale » et qui a déclaré : « Par cette action, nous accueillons, à notre manière, le 25 août qui n'est qu'un représentant du capitalisme. Son court séjour à Toulouse sera marqué par d'autres actions. »

M. Pierre Maitre, l'ouvrier républicain dont cette organisation se réclame, a été tué dans la nuit du 4 au 5 juin dernier au cours d'une fusillade devant la société des Verreries mécaniques champagneuses, en grève (le Monde du 7 juin).

Au Liban

UNE EXPLOSION DANS UN MARCHÉ FAIT UNE DIZAINE DE MORTS A BEYROUTH

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Quatre jours après l'incident de l'église de Brieh, qui a fait quatorze morts et vingt-trois blessés, un attentat à la bombe perpétré ce jeudi matin 25 août dans un marché aux légumes situé au bas de la place des Canons a fait onze morts et de nombreux blessés.

La place des Canons, qui fut le centre névralgique de Beyrouth, a été presque entièrement détruite durant la guerre civile. Elle est située à la limite des deux secteurs de la capitale et n'a pas été reconstruite. Mais ses trottoirs et sa chaussée sont envahis par une foule de marchands ambulants, en majorité musulmans chiites et kurdes, chez qui viennent s'approvisionner les membres les plus démunis des communautés chrétiennes et musulmanes. C'est entre les étalages et les charrettes, au niveau de l'ancien hôtel Ritz, que l'explosion s'est produite. Dix victimes sur onze seraient des marchands ambulants, la onzième étant un client chrétien. Le siège du parti phalangiste est situé à 200 mètres du lieu de l'explosion, mais il ne semble pas avoir été visé.

L. G.

En Israël

L'OPPOSITION REFUSE D'ENTÉRINER UN PROJET DE RÉSOLUTION EXCLUANT TOUTE NÉGOCIATION AVEC L'O.L.P.

Les deux principales formations de l'opposition — le parti travailliste et le Dash — ont refusé d'entériner un projet de résolution, élaboré par le gouvernement de M. Begin, proclamant qu'Israël n'accepterait jamais de négocier un règlement avec l'O.L.P.

Bien que partageant l'hostilité du Likoud à la « centrale » des fedayin, les deux formations ont estimé — selon les termes de M. Eyal Alon — qu'il fallait plutôt « insister sur les aspects positifs », afin d'ouvrir la voie à des compromis favorisant la solution du problème palestinien.

Le Dash a demandé, pour sa part, que soit organisé à la Knesset un grand débat sur la politique étrangère de M. Begin. Face à ces réactions, le premier ministre israélien a dû renoncer à soumettre au Parlement le projet de résolution dirigé contre l'O.L.P. — (A.F.P., U.P.I.)

● **Attentat en Israël.** — Une charge a explosé ce jeudi 25 août tard dans la nuit, à Nathanya, en plein centre de la ville. Une femme et deux enfants ont été grièvement blessés. La charge avait été placée dans une poubelle. Plus tôt dans la nuit, un engin explosif avait été découvert sur un autobus se rendant de Tel-Aviv à Ashkelon et avait été déamorcé. — (A.F.P.)

Dans l'Ardèche

CHASSE À L'HOMME POUR RETROUVER LES AUTEURS D'UN DOUBLE MEURTRE Deux gendarmes blessés

Un escadron de gendarmerie, l'ensemble des brigades du département de Privas (Ardèche), sont engagés, avec l'aide d'un hélicoptère, dans la poursuite de deux malfaiteurs qui ont tenté de s'enfuir, mercredi 24 août, vers 20 h, deux hommes circulant à bord d'une voiture avec laquelle ils étaient entrés en collision.

Les deux fuyards étaient emparés, dans l'après-midi, au Crédit agricole de Villefort (Lozère), de 40 000 francs et de bons et valeurs diverses. L'attentat était donné peu après et des barrières mises en place en Lozère et dans les départements limitrophes de l'Ardèche. Les malfaiteurs ont d'abord ouvert le feu sur deux gendarmes pour forcer un barrage. Les deux gendarmes ont été blessés ; l'un d'eux, M. Dany Luczak, a été transporté à l'hôpital de Montpeller (Hérault), dans un état grave.

Reprenant alors leur fuite, après avoir pris les armes de leurs premières victimes, les deux malfaiteurs ont heurté, sur la route de Font-de-Labeaume à Nîmes (Gard), la voiture où se trouvaient M. Cyprien Malosse, cinquante-quatre ans, quincaillier à Font-de-Labeaume, et son fils Roland, vingt et un ans. M. Malosse sortit de son véhicule et fut alors abattu, le père d'une balle en plein cœur et le fils d'une balle dans la tête. Les gendarmes ont également grièvement blessé un touriste parisien qui cherchait des champignons, M. Guy Rebouillier.

OUVERT TOUT L'ÉTÉ

La Beauté et l'Authenticité

BÖFINGER

donneront un style

à vos tenues d'été, robes, chemises, vestes, pantalons, accessoires, tout ce qu'il faut pour être à la mode.

5 rue de la Bastille APC 8782

Rémy

décorateur

ses salons, ses bibliothèques, son musée, ses salles tout styles, ses copies d'anciens

OUVERT EN AOÛT

pour faciliter votre choix.

Rémy a sélectionné dans sa gamme de lits de repos ce merveilleux petit divan Louis XVI canapé en 0,80 x 1,90 cm. Se fait en trois dimensions et garni de tissu, dans les laques et patines dont Remy a le secret.

82, Fg St-Antoine PARIS XIV - 343.65.38

BMW-POZZI

CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

essais des nouveaux modèles 78

754.91.64 754.91.65 755.62.29

IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS

مكتبة الامم المتحدة